



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 28 MARS 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28TH MARCH, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Trauction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante.

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1097

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

1098

Government House.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3523 des Statuts Refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner par proclamation, que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice;

ATTENDU qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'ordonner:

a. Que la prison commune du district de Chicoutimi et la prison commune du district de Québec soient chacune la prison commune du district de Roberval;

b. Que la prison commune du district de Roberval soit également la prison commune du district de Chicoutimi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3523 des Statuts Refondus de Québec, 1909, nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que, à partir de ce jour.

a. La prison commune du district de Chicoutimi et la prison commune du district de Québec soient chacune la prison commune et la maison de correction du district de Roberval;

b. La prison commune du district de Roberval soit également la prison commune du district de Chicoutimi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney-
General.

WHEREAS under and by virtue of article 3523 of the Quebec Revised Statutes 1909, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, when he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of another district;

WHEREAS it is expedient, in the interest of the administration of justice, to order:

a. That the common gaol of the district of Chicoutimi and the common gaol of the district of Québec be both the common gaol of the district of Roberval;

b. That the common gaol of the district of Roberval be also the common gaol of the district of Chicoutimi.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in accordance with the provisions of articles 3523 of the Quebec Revised Statutes 1909, we have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct that from and after this day.

a. That both the common gaol of the district of Chicoutimi and the common gaol of the district of Québec, be the common gaol and house of correction of the district of Roberval;

b. The common gaol of the district of Roberval be also the common gaol of the district of Chicoutimi.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all

et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'hôtel du Gouvernement, en Notre cité de QUÉBEC, ce SEIZIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Par ordre,

1565

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en vertu
Assistant-Procureur- } des dispositions de
Général. } l'article 3523 des
Statuts Refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, par proclamation, que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice;

ATTENDU qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'ordonner que la prison du district d'Abitibi à Amos, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Pontiac;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3523 des Statuts Refondus de Québec, 1909, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que à partir de ce jour, la prison commune du district d'Abitibi, à Amos, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Pontiac.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, ce SEIZIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

1567

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTEENTH day of MARCH in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty five, and in the fifteenth year of Our Reign.

By Command:

1566

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under
Deputy-Attorney } and by virtue of
General } article 3523 of the Que-
bec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, when he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of another district;

WHEREAS it is expedient, for the purposes of the administration of justice, that the common gaol of the district of Abitibi, at Amos, be also the common gaol and the house of correction of the district of Pontiac;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have proclaimed and directed and by these presents proclaim and direct, in accordance with the provisions of the article 3523 of the Quebec Revised Statutes 1909, that on and from this day, the common gaol of the district of Abitibi, at Amos, shall also be the common gaol and house of correction of the district of Pontiac.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTEENTH day of MARCH, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and on the fifteenth year of Our Reign.

1568

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

Letters patent

"A. T. Carter Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1925, constituant en corporation: Dame Mary Stuart Carter, veuve de feu Alfred-Théodore Carter, en son vivant de Gaspé, marchand, Kingsley-James Carter, commerçant, Dame Elsie-Blanche Carter, épouse commune en biens dudit Kingsley-James Carter, et par son dit époux dûment autorisée pour les fins des présentes, Cora May-V. Rowley, épouse commune en biens de Thomas Rowley, bourgeois, et par sondit époux dûment autorisée pour les fins des présentes, et Grace Stuart Carter, étudiante, tous du village de Gaspé, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou toute partie du commerce de l'industrie ou des biens de toute personne ou compagnie, et spécialement, acquérir, posséder et exploiter le commerce ci-devant exercé au village de Gaspé par feu Alfred-Théodore Carter comme marchand de charbon, fournisseur de navires et agent de vaissaux, et conduire une agence générale et un commerce de courtage, y compris plus particulièrement les affaires de navigation, douane, billets, marchands à commission et d'assurance maritime;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie projetée ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir et posséder des immeubles dans toute la province de Québec, soit par bail ou achat, avec plein pouvoir de les gager, nantir et hypothéquer, améliorer lesdits immeubles en érigeant des édifices, bureaux, quais, bassins, cale de radoub, et louer ou disposer desdits terrains et édifices, quais et bassins, soit par bail, transport ou vente;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel pour toute propriété, fonds de commerce et autres droits que cette compagnie peut acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie lors de ou avant son organisation, sous le nom de "A. T. Carter Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au village de Gaspé, dans les comté et district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1521 C.-J. SIMARD.

"Citrus Fruit Juice, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1925, constituant en corporation: Eugène Roy, industriel, de la cité de Westmount, Bernard Melançon, notaire, de la cité d'Outremont, Joseph Lamarche, avocat, de

"A. T. Carter Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1925, incorporating: Mrs Mary Stuart Carter, widow of the late Alfred Theodore Carter, in his lifetime of Gaspé, merchant, Kingsley James Carter, trader, Mrs Elsie Blanche Carter, wife common as to property of the said Kingsley James Carter and by her said husband hereunto duly authorized, Cora May V. Rowley, wife common as to property of Thomas Rowley, gentleman, and by her said husband hereunto duly authorized, and Grace Stuart Carter, student, all of the Village of Gaspé, for the following purposes:

To buy, acquire and operate the whole or any part of the business, industry or property of any person or company and especially to acquire, own and operate the business formerly carried on at Gaspé village, by the said late Alfred Theodore Carter, as coal dealer, Ships' Chandler and shipping agent, and to maintain a general agency and brokerage business, including more particularly the business of shipping, customs, tickets commission, marine and shipping insurance;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the present proposed company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire and own real estate in any part of the Province of Quebec, either by lease or purchase, with full right to pledge, mortgage and hypothecate the same, to improve the said real estate by erecting buildings, offices, wharves, docks, slips and to lease or dispose of the said lands and buildings, wharves and docks either by lease, conveyance or sale;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in whole or part payment for any property, stock in trade or other rights that the company may acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment for services rendered to the company at the time of its organization, or previous to same, under the name of "A. T. Carter Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided in two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the Village of Gaspé, in the county and district of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1522 Assistant Provincial Secretary.

"Citrus Fruit Juice, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1925, incorporating: Eugène Roy, manufacturer, of the city of Westmount, Bernard Melançon, notary, of the city of Outremont, Joseph Lamarche, advocate,

la cité de Montréal, Laurent Grenier, agent, de la Pointe-aux-Trembles, Jean Melançon, professeur, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses diverses spécialités, en gros et en détail, le commerce des fruits de tous genres, sortes et variétés;

Exercer, dans toutes ses diverses spécialités, l'industrie de manufacturier, et le commerce de vendeurs, en gros et en détail, de tous produits et marchandises, breuvages, marmelades, confitures, bonbons de tous genres et variétés, pouvant être manufacturés avec ou à l'aide de fruits, de quelque sorte ou nature que ce soit;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou commerce qui pourrait être exercé convenablement en même temps que son industrie et commerce, ou de nature à accroître, directement ou indirectement, la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers, ainsi que tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise, son industrie ou commerce, et en particulier toute machinerie, équipement, marchandises en magasin;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou céder la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes autres choses se rattachant aux, ou de nature à atteindre les objets ci-dessus;

Acquérir par achat, concession ou autrement, et vendre, échanger, louer ou céder autrement les immeubles nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, sous le nom de "Citrus Fruit Juice, Limited," avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cents quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le treizième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1537 C.-J. SIMARD.

"J. Guilmette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1925, consti-

of the city of Montreal, Laurent Grenier, agent, of Pointe-aux-Trembles, Jean Melançon, professor, of the parish of Saint Vincent de Paul, for the following purposes:

To carry on in all its various branches, wholesale and retail, the business of dealers in fruits of all kinds, sorts and varieties;

To carry on in all its various branches the industry of manufacturer and the business of wholesale and retail dealers in all products and merchandise, beverages, jams, preserves, candies of all kinds and varieties, capable of being manufactured with fruit of all kinds or sorts whatsoever, in whole or in part;

To carry on any other business or trade capable of being conveniently carried on in connection with its business and trade, or directly or indirectly calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or suitable for the purposes of its undertaking, its industry or business and in particular any machinery, plant, and stock in trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or deal with the whole or any part of the property and rights of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to those of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire by purchase, concession or otherwise and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of the immovables necessary or useful for the company's purposes, under the name of "Citrus Fruit Juice, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00) divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1538 Assistant Provincial Secretary.

"J. Guilmette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1925, incorporating: J. Alfred

tuant en corporation: J.-Alfred McCaughan, Antonio Bédard, manufacturiers, Joseph Guilmette, commis, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, fabriquer, réparer, échanger, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce en gros comme principaux et comme agents et facteurs pour d'autres, de toutes sortes de bottes, chaussures, souliers, articles en cuir de tous genres, et tous appareils, choses et fournitures s'y rattachant, cirage, vernis et autres préparations pour les chaussures ou le cuir, patrons, formes, formes brisées, tire-bottes, crochets, lacets, attaches, boucles, boutons et tous autres accessoires;

Et tout particulièrement faire le commerce de détail, comme principaux et comme agents et facteurs pour d'autres, de toutes sortes de bottes, chaussures, souliers, articles en cuir de tous genres et tous appareils, choses et fournitures s'y rattachant, cirage, vernis et autres préparations pour les chaussures ou le cuir, patrons, formes, formes brisées, tire-bottes, crochets, lacets, attaches, boucles, boutons et tous autres accessoires;

Exercer toute autre industrie et faire le commerce de toutes autres marchandises ou de toutes autres effets que la compagnie croira capable d'exercer et de faire à son avantage, conjointement ou non avec son commerce de chaussures ou pouvant augmenter la valeur de ses biens;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie du commerce et de la propriété d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette dernière; assumer tout ou partie du passif de tel commerce ou propriété; et de les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement, à un prix à être déterminé par cette dernière;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations, débentures et autres titres ou valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, les détenir, les vendre ou autrement en disposer, les distribuer en espèces ou matières aux actionnaires de la compagnie;

Acquérir d'aucune personne, société ou corporation aucun droit, pouvoir, intérêt, bail, option, clientèle, franchises ou autres concessions, bénéfices ou actions en rapport avec le commerce susdit et payer ces acquisitions, soit totalement, soit partiellement en actions acquittées de la compagnie;

Conduire toutes succursales d'affaires se rapportant à la bonne exécution des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée et qu'elle jugera utiles ou convenables à son commerce et à son industrie;

Obtenir, acheter, exploiter, vendre ou autrement céder tous ou toutes marques de commerce, brevets, secrets ou procédés de composition ou de fabrication ou tous autres droits et privilèges que la compagnie jugera utiles ou convenables à ses commerce et industrie;

Acheter, bâtir, louer tous terrains, selon que la compagnie le jugera à propos et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée,

McCaughan, manufacturer, Antonio Bédard, manufacturer, Joseph Guilmette, clerk, all three of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture, fabricate, repair, exchange, buy, sell, import, export and generally deal wholesale and retail and as principal and as agents and factors for others in all kinds of boots, shoes, footwear, articles, leather goods of all kinds and any apparatuses, things and supplies connected therewith, shoe blacking, varnish and other shoe or leather preparations, patterns, lasts, broken lasts, boot-jacks, hooks, laces, strings, buckles, buttons and any other accessories;

And in particular to deal by retail, as principals and as agents and factors for others, in all kinds of boots, shoes, foot-wear, leather goods of all kinds and any apparatuses, things and supplies connected therewith, shoe blacking, varnish and other shoe or leather preparations, patterns, lasts, broken lasts, boot-jacks, hooks, laces, strings, buckles, buttons and any other accessories;

To carry on any other trade and to deal in any other merchandise or goods which the company may think capable of carrying on and dealing in for its benefit, in connection or not with its boot and shoe business or capable of enhancing the value of its property;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise the whole or any part of the business and property of any person, partnership or company carrying on any business which the present corporation is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company; to take over the whole or part of the liabilities of such business and property; and to pay for the above wholly or partly in paid up stock or shares of the present company or otherwise, at such price as the company may determine;

To buy, subscribe for or otherwise acquire, possess and hold shares, bonds, debentures and other securities of any corporation, partnership or person carrying on any business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present corporation; to own, sell or otherwise dispose of the same and to distribute the same in specie or kind among the shareholders of the company;

To acquire from any person, partnership or corporation any right, power, interest, lease, option, good-will, franchises or other concessions, benefits or shares in connection with the above business and to pay for such acquisitions either fully or partly with paid up shares of the company;

To manage any branch of business connected with the proper carrying out of the objects for which the present company is incorporated and which it may think useful and convenient for its business and industry;

To secure, buy, operate, sell or otherwise assign all or any trade marks, patents, secrets or processes of composition or manufacture or any rights and privileges which the company may think useful or convenient for its business and industry;

To buy, build, lease any lands, as the company may think proper, and to dispose of the same in any manner and for any purposes;

To buy or otherwise acquire and hold any movable or immovable property which may be necessary or suitable for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such

payer telle acquisition ou détention en argent, en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Eriger sur sa propriété les travaux, arbres de couche, moulins, bâtiments, maisons et structures et faire les améliorations de toute nature et exercer et jouir de tous les privilèges et immunités et faire tous actes requis ou incidents ou commodes ou nécessaires pour l'exécution de son entreprise;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, toutes actions, débentures, valeurs, espèces ou propriétés appartenant à la compagnie;

Vendre, engager, améliorer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer des entreprises, droits et biens mobiliers et immobiliers de la compagnie et toute partie d'iceux pour les considérations que cette dernière croira convenables et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, négocier et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

Se fusionner ou s'associer avec toute autre compagnie ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, concessions réciproques, ou autrement, avec toute personne, compagnie ou société faisant ou entreprenant toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire; acheter et détenir des actions d'aucune telle compagnie, les vendre, gager ou autrement les négocier avec ou sans garanties;

Agir comme agents à commission, consignataires, représentants ou fondés de pouvoir de toute compagnie, société ou personne trafiquant en semblables matières;

Emprunter sur hypothèque, sur débentures ou autrement, exercer les pouvoirs mentionnés en l'article 6009 de la loi des compagnies de Québec 1920, savoir;

1. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

2. Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

3. Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

4. Limiter ou augmenter le montant des emprunts à faire;

5. Donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés à un ou plusieurs fidéi-commissaires, pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons, obligations ou autres valeurs ainsi garanties;

Faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires de la dite compagnie ou ayant rapport à la mise en exécution des objets d'icelle.

Les susdits pouvoirs seront exercés ensemble ou séparément et seront distincts les uns des autres, sous le nom de "J. Guilmette, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10.000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To erect upon its property the works, shaftings, mills, buildings, houses and structures and to carry out the improvements of any kind, and to exercise and enjoy all privileges and immunities and to do all acts required or incidental or convenient or necessary for the carrying out of its undertaking;

To distribute to the shareholders of the company, in kind, any shares, debentures, securities, species or property belonging to the company;

To sell, pledge, improve, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the undertakings, rights and movable and immovable property of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think proper and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company or corporations;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To amalgamate or enter into partnership with any other company or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, company or partnership carrying on or engaged in any business or transaction that this company is authorized to carry on; to buy and hold shares in any such company, and to sell, pledge or otherwise deal with the same, with or without warranty;

To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys of any company, partnership or person dealing in similar products;

To borrow on hypothecs, debentures or otherwise exercise the powers mentioned in article 6009 of the Quebec Companies' Act, 1920, to wit:

1. Borrow money upon the credit of the company;

2. Issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed expedient;

3. Hypothecate or pledge the immovables or pledge or otherwise charge in any manner the movables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities or of any loans of money contracted for the company's purposes;

4. Limit or increase the amounts to be borrowed;

5. Give through its duly authorized officers, to one or several trustees, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities, a hypothec upon the immovables of the company, mentioning therein the issue and amount of the bonds, debentures or other securities thus guaranteed;

To do all acts necessary for undertaking and carrying out all the business of the said company or incidental to the carrying out of the objects thereof;

The above powers shall be carried on together or separately and shall be distinct the one from the others, under the name of "J. Guilmette, limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1539 ALEXANDRE DESMEULES.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
1540 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Producers' Securities Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1925, constituant en corporation: John Kerry et Aimé Sidney Bruneau, avocats, et Irène Hélène Reynolds fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Garantir la vente, souscrire, acheter ou acquérir autrement et détenir soit comme principal ou comme agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer, et faire le commerce d'obligations, débentures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation dûment constituée, soit canadienne ou étrangère, industrielle, financière et autrement;

Promouvoir, organiser, développer ou gérer ou aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie, et prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, et offrir au public pour souscription toutes actions, stocks, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, industrie ou entreprise;

Agir comme agents dans le but d'émettre ou contresigner des certificats de stocks, bons ou autres obligations de toutes associations ou corporations municipales ou autres, agir comme agents de transfert et régistres en rapport avec tels stocks, bons ou autres obligations, et administrer tous fonds d'amortissements pour telle valeur aux termes qui pourront être convenus;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter à la compagnie, conformément aux dispositions de l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou intérêts immobiliers avec tous édifices ou constructions qui se trouvent sur cesdits terrains ou aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont actuellement ou qui seront érigés sur tels terrains, et prendre telles garanties qui seront jugées nécessaires;

Construire des édifices, et faire le commerce de matériaux de construction;

Prendre ou détenir des hypothèques pour tout solde impayé du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou disposer autrement desdites hypothèques;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter et émettre des billets, lettres de change, connais-

"Producers' Securities Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, incorporating: John Kerry and Aime Sidney Bruneau, advocates, and Irene Helena Reynolds, spinster stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase, or otherwise acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares, or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, whether Canadian or foreign, industrial, financial and otherwise;

To promote, organize, develop or manage, or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stock, bonds, debentures, or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stocks, bonds or other obligations of any associations or municipal or other corporations, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations, and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, in conformity with the provisions of article 5985 of the Quebec Companies' Act;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage, or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building materials;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage, or otherwise dispose of such mortgages;

To draw, make, accept, endorse and execute and issue promissory notes, bills of exchange,

ments, mandats et autres effets négociables et transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que cette compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui directement ou indirectement se rattachent ou conduisent ou conviennent ou sont appropriées à l'accomplissement des fins de la compagnie ou à la réalisation de ses objets, sous le nom de "Producers, Securities Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1525

bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as may seem directly or indirectly incidental to or conducive to or convenient or proper for the accomplishment of the purposes of the company or the attainment of its objects, under the name of "Producers, Securities Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the county of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1526

"Normandie Hotel, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1925, constituant en corporation; René Chênevert, Léopold Barry, avocats, et Mario Lattoni, étudiant en droit, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements et maisons de pension, faire les affaires de pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière et tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs et fournisseurs d'amusements au public en général, propriétaires d'automobiles, coches, cabriolets et voitures, tenanciers d'écuries de louage, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs, et

Construire, ériger et exploiter des hôtels, maisons de rapport, maisons d'habitation, ateliers, fabriques, usines, machinerie, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements;

Acheter, louer ou acquérir autrement des terrains, édifices et immeubles pour fins d'hôtellerie; et louer, hypothéquer et transporter tels immeubles de la manière jugée être dans les meilleurs intérêts de la corporation;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1925, incorporating: René Chênevert, Léopold Barry, advocates, and Mario Lattoni, law student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen, and

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To purchase, lease or otherwise acquire lands, buildings and real estate for hotel use; and to lease, mortgage and convey such real estate in such manner as may appear to the best interests of the corporation;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes

pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machine, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement; les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise

of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such con-

pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie ou autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés aux présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Normandie Hotel, Limited", avec un capital total de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

sideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit:

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any other company, belonging to this company or which this company may have power to dispose of;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to those herein enumerated;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Normandie Hotel, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce dix-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1549 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this seventeenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1550 Assistant Provincial Secretary.

"Starr Phonograph Company, of Quebec".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1925, constituant en corporation: Lauréat Brousseau, Charles Morel, comptables, de la cité de Québec, Laval Cantin, comptable, de Giffard, dans le comté de Québec, dans les buts suivants:

1o. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce d'instruments de musique, phonographes, appareils de télégraphie sans fil et de radio-téléphonie, de toutes espèces, formes et descriptions, ainsi que tout ce qui s'y rapporte, tels que records, musique en feuille et généralement de tous les accessoires des dits instruments et appareils;

2o. Etablir, posséder et exploiter des stations de distribution pour les fins de la télégraphie sans fil et de la radio-téléphonie;

3o. Fabriquer, manufacturer et construire tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et de la construction en général;

4o. Faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, celui d'importation et d'exploitation compris, de toutes sortes de denrées et marchandises, d'espèces, et, généralement, de tout ce qui peut être l'objet du commerce, et ce, comme principaux agents ou courtiers;

5o. Acquérir, posséder et exploiter à quelque titre et de quelque manière que ce soit, des limites à bois, licences pour coupes de bois, moulins à pulpe et à papier, moulins à scie, avec pleins pouvoirs de faire tout ce qui peut être nécessaire ou utile à leur exploitation ou à l'utilisation de leurs produits ou sous-produits;

6o. Acquérir, posséder et exploiter à quelque titre et de quelque manière que ce soit généralement tout ce qui peut constituer, fournir ou être une source de la matière première, de l'énergie ou du combustible utiles ou nécessaires à la fabrication et l'industrie de la construction;

7o. Acquérir, posséder et exploiter des entrepôts privés et publics et donner, en conséquence, tous reçus d'entrepôts et documents de cette nature;

8o. Enregistrer, acquérir, exploiter, céder et disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrique, procédés, permis et autres droits et privilèges de cette nature, enregistrés ou non au Canada ou ailleurs;

9o. Acquérir et exploiter, à quelque titre et conditions, et de quelque manière que ce soit, la totalité ou une partie quelconque des biens ou entreprises de ses filiales ou de toutes personnes ou corporations faisant des opérations semblables ou en partie semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à faire ou conduire;

10o. Faire avec toutes telles filiales ou autres personnes et corporations, toutes ententes et conventions que la présente compagnie jugera devoir lui profiter directement ou indirectement;

11o. Faire aux dites filiales, personnes ou corporations ou à ses clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, à même ses fonds ou les argents par elle empruntés, des avances ou prêts, ou encore, soit au moyen de son cautionnement, son endossement, sa simple garantie, ou de celle des obligations ou autres valeurs émises par elle, soit en donnant les hypothèques, gages, nantisse-

"Starr Phonograph Company, of Quebec".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1925, incorporating: Lauréat Brousseau, Charles Morel, accountants, of the city of Quebec, Laval Cantin, accountant, of Giffard, in the county of Quebec, for the following purposes:

1o. To make, manufacture and deal in musical instruments, phonographs, wireless telegraph and radio apparatuses of all kinds, shapes and descriptions, and every thing connected therewith, such as records, sheet music, and generally all accessories of said instruments and apparatuses;

2o. To establish, possess and operate broadcasting stations for wireless telegraphy and radio-telephony;

3o. To fabricate, manufacture and construct every thing that may be the object of manufacture, trade and construction generally;

4o. To carry on in all branches thereof, including importation and exportation, the business of dealers in all kinds of goods and merchandise of every kind, and generally in every thing that can be the object of trade and that as principals, agents and brokers;

5o. To acquire, possess and operate under any title and in any manner whatever timber limits, timber licenses, pulp and paper mills, saw-mills, with full power to do everything necessary or suitable for their operation and the utilisation of their products and by-products;

6o. To acquire, possess and operate, under any title and in any manner whatever, everything that may constitute, supply or be the source of the raw material for power or fuel useful or necessary for manufacture, business and construction;

7o. To acquire, possess and operate private and public warehouses and to give, in consequence, any warehouse receipts and documents of this nature;

8o. To register, acquire, exploit, assign and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and trade names, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere;

9o. To acquire, exploit, under any title, conditions and in any manner whatever, the whole or any part whatever of the property or undertaking of its subsidiaries, or of any persons or corporations carrying on similar operations, or partly similar to those which the present company is authorized to do or carry on, and in particular;

10o. To enter with all such subsidiaries or other persons or corporations, into any agreements and arrangements which may seem directly or indirectly profitable to the present company;

11o. To make to the said subsidiaries, persons or corporations, or to its customers and others having dealings with the company, out of its funds or moneys borrowed by the company, advances or loans, or still, either by way of its bond, endorsement, simple guarantee or that of obligations or other securities issued by it, and either by giving hypothecs, mortgages, liens and pledges

ments et garanties qu'elle est autorisée à donner pour garantir ses propres emprunts, obligations et valeurs, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec 1920, article 6009, Statuts Refondus de Québec 1909, leur faire obtenir des avances, des fonds, du crédit, des marchandises, contrats ou autres biens et avantages quelconques et garantir leurs emprunts, valeurs, contrats et obligations généralement quelconques;

12o. Acquérir, détenir et posséder à quelque titre et de quelque manière que ce soit (disposant de, et employant à ces fins ses fonds ou ceux provenant d'emprunts, ses biens mobiliers ou immobiliers, ses actions, ses débentures, obligations ou autres valeurs), des actions, actions-obligations, obligations et autres valeurs quelconques d'autres compagnies, et en disposer, les céder, vendre, aliéner, ou transférer, absolument ou autrement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit; les droits de vote, de contrôle, et autres afférents aux dites actions, obligations et valeurs, alors qu'elles seront possédées ou détenues par la compagnie, pouvant être exercées par la personne que désignera son conseil d'administration;

13o. Fonder, organiser et contrôler, soit en acquérant ou possédant leurs actions ou autrement, des filiales ou toutes autres compagnies, pour toutes fins qui seraient jugées de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

14o. Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

15o. Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

16o. Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tous baux emphytéotiques;

17o. Faire tous contrats de louage, de service, de mandat, d'agence, de transaction et de cautionnement, sauf ceux qui ne peuvent être donnés que par des compagnies de garantie spécialement autorisées à ce faire, et généralement faire tous contrats et conventions dont est capable une corporation, et toutes choses utiles ou nécessaires pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée, ou s'y rattachant de quelque manière;

18o. Exercer, tant pour les objets et les fins de ses entreprises que pour l'exercice de tous autres pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes, les pouvoirs et droits mentionnés à la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009, Statuts refondus de Québec, 1909, la présente compagnie étant autorisée à émettre et à garantir en la manière prévue au dit article des obligations, actions-obligations (debenture-stock) et toutes autres espèces de valeurs;

19o. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière jugée convenable et, à la condition qu'il ait été pourvu au paiement ou à la

it is authorized to give to guarantee its own loans, obligations and securities, under the Quebec Companies' Act, 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes, 1909, to obtain for them advances, funds, credit, merchandise, contracts or other property and advantages whatever, and guarantee their loans, securities, contracts and obligations generally whatever;

12o. To acquire, hold and own, under any title and in any manner whatever, (disposing of and utilizing for such purposes its funds or those obtained by loans, its movable or immovable property, shares, debentures, obligations or other securities), shares, debenture-stock, bonds or other securities whatever of other companies, and dispose thereof, assign, sell, alienate or absolutely or otherwise transfer the same under any title and for whatever object; the rights to vote, control and other rights attached to said shares, bonds or other securities, when they are held or owned by the company, may be exercised by the person whom the board of directors shall designate;

13o. To establish, organize and control, either by acquiring or owing their shares or otherwise, the subsidiaries or any other companies for any purposes which may be deemed calculated to directly or indirectly benefit the present company;

14o. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever, and from whatever authority or source they may accrue;

15o. To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

16o. To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

17o. To make all contracts of lease or hire of service, mandate, agency, transaction and surety, save those which can only be given by surety companies especially authorized as to do, and generally make all contracts and agreements which a corporation may enter into and all things useful or necessary for the attainment of the objects for which the present company is incorporated or in any way incidental thereto;

18o. To exercise both for the objects and purposes of its undertakings and the exercise of any other powers granted the said company herein, the powers and rights mentioned in the Quebec Companies' Act, 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the present company being authorized to issue and guarantee in the manner provided by said article, bonds, debenture-stock and all other kind of securities;

19o. To invest the funds of the company not immediately required in the manner deemed convenient, and on the condition that the payment

garantie des dettes et obligations de la compagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, les biens quelconques de la compagnie et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations et autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir;

20o. Faire tous paiements quelconques, soit avec des actions de la compagnie émises et réparties comme entièrement ou partiellement acquittées, soit avec de ses obligations, actions-obligations (debenture-stock,) ou autres valeurs, ainsi cédées au prix jugé convenable;

21o. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'ensemble des biens, actif, entreprise et clientèle de la compagnie, considérée ou non comme une exploitation en cours (as a going concern), et ce, à toutes personnes ou corporations quelconques, et acenser pour prix ou compensation les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ou toutes autres considérations quelconques;

22o. Faire enregistrer et reconnaître la Compagnie dans toute autre Province, ou tout autre pays, suivant les lois du lieu, aux fins de lui permettre d'y exercer, en autant qu'elle en aura le droit, les pouvoirs à elle conférés par les présentes Lettres Patentes et la loi ;

23o. Tous actes comportant l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 10, 11 et 21 ci-haut, devront être autorisés, approuvés ou ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, sous le nom de "Starr Phonograph Company, of Quebec", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1547 C.-J. SIMARD.

"L.-A. St. Louis & Fils Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1900, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1925, constituant en corporation: Rosaire-Gilles Valiquette, marchand de chaussures, Dame Bernadette Morency (Valiquette), épouse séparée de biens du dit R.-G. Valiquette, en vertu du contrat de mariage devant Notaire Lavallée, 1869 rue Saint-Urbain, Louis-Roch Valiquette, rentier, 70 Ouest Blvd Saint-Joseph, tous de Montréal, dans les buts suivants:

De faire le commerce, acheter, vendre, fabriquer, importer, exporter, et transiger dans les savates, jambières, bottines, souliers, caoutchoucs, feutres, gants, mitaines, de toutes sortes, pour hommes, femmes et enfants et généralement pour tous et chacun des articles de commerce de semblable nature;

Acquérir par achat, bail ou autrement, agir et opérer et transiger en affaires immobilières, moulins, manufactures, entrepôts, bâtisses pour employés ou autres, et de tous ouvrages de toutes descriptions et en général de transiger à améliorer telles propriétés;

Faire, tirer, accepter, endosser, compléter et

or security of the debts and obligations of the company has been provided for, distribute in kind among its shareholders, from time to time, any property of the company, and in particular, cash, shares, bonds and other securities of other corporations which the corporation may hold;

20o. To make any payments whatever, either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up, either with its bonds, debenture-stock or other securities, thus assigned at a price deemed convenient;

21o. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and good-will of the company, considered or not as a going concern, and that, to such persons or corporations whatever and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies or any other considerations whatever;

22o. To procure the company to be registered and recognized in any other province or any other country, according to the laws of the place, to permit the company to exercise therein, in so far as it is empowered, the powers granted to the company by the present letters patent and by law;

23o. All deeds to alienate the immovables of the company and the exercise of the powers mentioned in the foregoing paragraphs 10, 11 and 21 must be authorized, approved or ratified by the vote of the shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed capital stock of the company, at a general meeting duly called to that effect, under the name of "Starr Phonograph Company, of Quebec" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1548 Assistant Provincial Secretary.

"L.-A. St. Louis & Fils Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1925, incorporating: Rosaire Gilles Valiquette, boot and shoe merchant, Dame Bernadette Morency (Valiquette), wife separate as to property of R. G. Valiquette, under a marriage contract before Notary Lavallée, 1869 Saint Urbain Street, Louis Roch Valiquette, 70 Saint Joseph Boulevard, West, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To trade in, buy and sell, manufacture, import, export and deal in slippers, gaiters, boots, shoes, rubbers, felts, gloves, mitts, of all kinds, for men, women and children, and generally all and any articles of commerce of a similar nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to operate, improve and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings for employees or others and work of every description and generally to deal with and improve land and property;

To draw, make, accept, endorse, execute and

émettre des billets promissoires, lettres de change et autres papiers négociables;

Émettre reçus négociables ou autrement pour toutes marchandises en entrepôt ou en dépôt à la dite compagnie, de prêter des argents, de garantir tous contrats ou autrement aider toutes personnes, compagnies ou firmes, avec lesquelles la dite compagnie pourrait transiger;

Prendre en garantie pour toutes dettes de la compagnie, des hypothèques ou autres liens de droit, sur les propriétés des débiteurs de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, user, développer, échanger, vendre ou autrement convertir à son crédit, toutes concessions, privilèges, marques de commerce, droit et franchises, par patentes, convenables et utiles pour le commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer de toutes entreprises de la compagnie, ou en partie, pour toute considération que la compagnie croira accepter et en particulier pour toutes parts, actions, effets de commerce ou garanties de la compagnie ou de toutes autres compagnies;

Faire tout ce que dessus mentionné, comme principal, agent, contracteur, soit seuls ou associés avec d'autres personnes;

Acquérir ou entreprendre le tout ou partie du commerce, propriétés, l'emplacement, les marchandises en mains, le nom et sa bonne valeur, marques de commerce, crédits et dettes, de toutes personnes ou compagnie faisant un commerce avec autorisation régulière, ou en possession de toutes propriétés, le tout pouvant être convenable et avantageux à ladite compagnie.

Récompenser par paiements en argents, et avec le consentement des actionnaires, en actions ou en valeurs, ou de toute autre manière, toute personne, firme, ou corporation, pour services rendus ou à être rendus, en donnant ou voyant au placement ou transport de parts ou actions de la dite compagnie, ou toutes autres garanties de la compagnie, soit lors de sa formation ou durant son organisation ou durant le temps de sa durée des affaires;

Les objets susdits, pouvoirs ou leur but seront censés être distincts et ne dépendant nullement à aucun autre, et la compagnie peut s'en rapporter et accepter un ou aucun des dits objets, pouvoirs, sans égard aux autres, et aucun paragraphe, clause ne seront limités dans leur généralité ou autrement interprétés comme se rapportant à d'autres clauses de mêmes objets, pouvoirs ou buts, sous le nom de "L.-A. St. Louis & Fils Incorporée," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au numéro 179 Est rue Notre-Dame, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1545

C.-J. SIMARD.

"La Scierie Duval, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1925, constituant en corporation: François-Ephrem Rouleau, Avila Rouleau, notaires, Joseph-R. Michaud, commerçant, Joseph Comtois, médecin, Adélard Michaud, bourgeois, tous demeurant dans la paroisse

issue promissory notes, bills of lading and negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company, to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the company may have business relations;

To take as security for any debt owing to the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account any concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for the shares, stock, commercial instruments or securities of this or any other company;

To do all or any of the above things as principal, agent, contractor, and either alone or in conjunction with others;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, plant, stock in trade, goodwill, trade-marks, assets, and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To remunerate by payments in cash and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firms, or corporation for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on any other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers, or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "L.-A. St. Louis, & Fils Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at No. 179 Notre Dame Street East, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1546

Assistant Provincial Secretary.

"La Scierie Duval, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1925, incorporating: François Ephrem Rouleau, Avila Rouleau, notaries, Joseph R. Michaud, trader, Joseph Comtois, physician, Adélard Michaud, gentleman, all living in the parish of Saint Barthélemi,

de Saint-Barthélemi, dans le comté de Berthier, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder et exploiter dans les limites de la province de Québec, une scierie pour y recevoir et les couper et tailler ou fendre, les billots qui seront amenés par n'importe quelle personne, à ladite scierie, et les traiter selon le vouloir de ces derniers;

Louer ou acquérir au besoin toute force motrice, soit pouvoir électrique ou pouvoir à eau, pour l'exploitation de ladite scierie, et toute autre force motrice;

Louer, acquérir ou autrement se procurer tous les terrains et les entrepôts nécessaires et devant servir à l'exploitation de ladite scierie, sous le nom de "La Scierie Duval, Limitée", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en dix (10) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Barthélemi, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1541 C.-J. SIMARD.

"The Fagala Mining Syndicate, Inc". (libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1925, constituant en corporation: Robert-Louis Calder, conseil en loi du Roi, Bram Charles De Sola, Harry Cohen, avocats, Margaret McMartin et Eileen Gibbons, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, terrains métallifères, dépôts miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles à ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 inclusivement des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions,

in the county of Berthier, for the following purposes:

To acquire, hold and operate, within the limits of the Province of Quebec, a saw-mill to receive therein and to saw and cut or split the logs conveyed thereto by any person to said saw-mill, and to treat the same according to the desire of the latter;

To lease or acquire as and when required any motive power, either electric or hydraulic, for the operation of said saw-mill and any other motive power;

To lease, acquire or otherwise procure all the lands and warehouses necessary and to be used for the operation of said saw-mill, under the name of "La Scierie Duval, limitée", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into ten (10) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Barthélemi, in the district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1542 Assistant Provincial Secretary.

"The Fagala Mining Syndicate, Inc". (No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1925, incorporating: Robert Louis Calder, one of His Majesty's learned in the law, Bram Charles De Sola, Harry Cohen, advocates, Margaret McMartin and Eileen Gibbons, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones, may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control telephone and telegraph lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in Art. 6735 to 6741, inclusive of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any

bons, obligations et autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

Et il est par les présentes décrété et ordonné que, s'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par pas moins des deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour prendre en considération ledit règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

c. émettre des bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes et pour tels prix qui seraient jugés convenables;

d. hypothéquer, engager ou grever la propriété réelle ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir tous tels bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs, et tout argent emprunté pour les besoins de la compagnie;

Rien de contenu dans les présentes ne sera censé limiter ou restreindre les emprunts d'argent faits par la compagnie sur des lettres de change, ou des billets promissaires faits, tirés ou acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré par les présentes que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix qui aura été payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Fagala Mining Syndicate, Inc." (libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de trente-six mille piastres (\$36,000.00) divisé en trois cent soixante (360) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1551

C.-J. SIMARD.

"L'Association de Taxis Québec, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1925, constituant en corporation: Henri Lemieux, marchand, Charlesbourg, Adjutor Morin, Alphonse Thibault, chauffeurs, Québec, dans les buts suivants:

Acheter, assumer, se charger de, ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, firme, association ou compagnie, et plus particulièrement et sans restriction de ce qui précède, acheter, assumer ou autrement acquérir à titre d'affai-

mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which the company was incorporated;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company or both to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

And it is hereby further ordained and declared that no personal responsibility shall be incurred by the shareholders of the company in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Fagala Mining Syndicate, Inc." (No Personal liability), with a total capital stock of thirty six thousand dollars (\$36,000.00), divided into three hundred and sixty (360) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1552

Assistant Provincial Secretary.

"L'Association de Taxis Québec, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, incorporating: Henri Lemieux, merchant, Charlesbourg, Adjutor Morin and Alphonse Thibault, chauffeurs, of Quebec, for the following purposes:

To buy, undertake, take over or otherwise acquire the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, firm, association or company, and particularly and without restricting the foregoing, to purchase, take over or otherwise acquire as a going concern, the

re exploitée, le commerce actuellement exercé dans la cité de Québec, dans la province de Québec, par "L'Association de Taxis Québec, Enrg.", ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif du propriétaire de ce commerce et s'y rattachant, avec l'entreprise et l'achalandage de celui-ci, aussi tous les droits et contrats que détient le propriétaire d'icelui, sujet aux obligations, s'il en est, qui les affectent, et les payer en actions libérées de la présente compagnie, et en comptant;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, prendre, céder à bail, maintenir, louer ou autrement trafiquer de taxis, camions autobus, réseaux d'omnibus, diligences, ainsi que de toutes les sortes d'automobiles et de véhicules-moteurs, faire affaires généralement comme voituriers privés, de louage pour le transport des personnes, effets, denrées, marchandises approvisionner et outiller les propriétaires et opérateurs de taxis et d'automobiles et d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la compagnie, les services, commodités, renseignements, privilèges, concessions, droits, annonces, qu'on croira avantageux à la compagnie ou à ceux qui font des arrangements avec elle; En rapport avec ledit commerce, tenir, maintenir, exploiter, gérer des bureaux, garages, salles d'expositions, entrepôts ou d'autres locaux semblables pour garder, nettoyer, réparer, et prendre soin généralement des automobiles et des véhicules-moteurs, de toute espèce et description, ainsi que de tous les accessoires afférents et connexes et trafiquer, acheter, vendre, et généralement faire le commerce des autos de toute espèce et description, des véhicules-moteurs, camions, taxis, motocycles, moteurs, engins, huiles, du caoutchouc, du gutta-percha, du cuir, du bois, des matières fibreuses, ainsi que de tous automobiles, véhicules-moteurs, autres engins, pièces et accessoires, et généralement de tous les articles ou choses qui pourront être avantageux ou utiles en rapport avec la réalisation adéquate et féconde des objets de la compagnie; acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, louer, ériger, construire, maintenir, exploiter, trafiquer de, vendre et d'aucune manière utiliser les bâtisses, structures, manufactures, fabriques, machines, garages, entrepôts, ainsi que toutes les propriétés personnelles, les droits et privilèges nécessaires ou avantageux en rapport avec aucune des fins ici mentionnées et, acheter, louer, ou autrement acquérir tous terrains et biens-fonds nécessaires ou avantageux à l'exercice du commerce ici prévu, et lorsqu'on le jugera à propos, vendre, transférer, louer, ou autrement disposer de toute cette propriété personnelle, des terrains et autres biens-fonds;

Agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations, pour acheter, vendre, trafiquer de matériaux et produits semblables ou identiques à ceux que fabrique la présente compagnie ou dont elle trafique, et pour transiger tous actes et choses auxquelles il est référé;

Exercer aucun autre commerce, manufacturé ou non, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle du commerce ou de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, accepter en compen-

business presently carried on in the city of Quebec, in the province of Quebec, by L'Association de Taxis, Québec, Reg. as well as the whole or any part of the assets and liabilities of the owner of such business in connection therewith, together with the undertaking and good-will thereof and all the rights and contracts held by the owner thereof, subject to the liabilities, if any, affecting same and to pay for the same in paid up shares of the present company and in cash;

To buy, acquire, possess, operate, take, give on lease, hold, lease or otherwise deal in taxis, trucks, automobiles, autobus, omnibus lines, coaches, as well as all kinds of automobiles and motor vehicles; to carry on a general business of private carrier for hire for the transportation of wares, goods and merchandise and passengers and to supply and equip the proprietors and operators of taxis, automobiles, auto trucks and other persons or firms carrying on a business altogether or partly similar to that of the company, services, commodities, informations, privileges, concessions, rights, advertising it may think profitable to the company or to those making arrangements with the company; in connection with the said business to keep, operate, maintain and manage offices, garages, stores, show rooms, warehouses or others similar premises for cleaning, keeping, repairing and generally taking care of automobiles and motor vehicles of every kind and description, as well as all the accessories connected therewith and incidental thereto, and to trade in, sell, buy and generally deal in autos of every kind and description, motor-vehicles, automobiles, taxis, motor cycles, motors, engines, oil, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous materials, as well as all automobiles, motor-vehicles, trucks and other engines, parts and accessories and generally in all articles or things which may seem conducive and incidental to the proper and full attainment of the objects of the company; to buy, lease or otherwise acquire, to hold, hire, erect, construct, maintain, operate, deal in, sell, and in any way utilize buildings, structures, manufactures, factories, machinery, garages, warehouses, and any and all personal properties, rights and privileges necessary or convenient in connection with any of the purposes herein mentioned and to buy, lease or otherwise acquire any and all lands and other real estate necessary or convenient to carry on the business herein provided for and, when deemed expedient, to sell, convey, lease or otherwise dispose of any or all of such personal property, lands and other real estate;

To act as the agent of other persons or corporations in buying and selling materials and products identical with or similar to those manufactured or dealt in by this company and in the transaction of all or any of the acts or things referred to;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or or render profitable any of the company's property or rights;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept, by way of consideration for any such sale, trans-

sation de cette vente, cession ou aliénation des actions, débetures, actions-hypothécaires, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables, d'autres experts ou agents pour gérer, exploiter et administrer, comme gérant, la propriété, les franchises et affaires de la corporation dont les actions, obligations, débetures, ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour le prix qu'on croira juste et raisonnable;

Etablir des agences et succursales;

Demander, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aux actionnaires de la présente compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débetures, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la présente, ou dont la présente compagnie peut disposer;

Acheter, souscrire, solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement aliéner, faire valoir les parts, actions, obligations, débetures, actions-hypothécaires, bons autres valeurs, intérêts ou titres, tous autres intérêts ou réclamations contre des personnes, firmes, associations, volontaires, fiducies, compagnies ou corporations à fonds social et durant détention, exercer, par un ou plusieurs agents, que les directeurs nommeront, tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété y compris le vote qu'ils confèrent;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies et secours et commodités propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, ou de ses prédécesseurs en affaires, de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations et faire des paiements d'assurances et souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou philanthropiques, pour aucune expositions, aucun objet d'utilité générale publique;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, direc-

fer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

To take part in the management, supervision, or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, administer, operate and carry on as a manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To establish agencies and branches;

To apply for, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of this company, in specie or otherwise, any property or assets of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to this company or of which this company may have power to dispose;

To subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock and other securities and all other interest and titles in and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation and, while the owner or holder thereof, to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit its employees or ex-employees, its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly

tement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de la franchise, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, firme, corporation, exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions entièrement ou partiellement libérées, de la compagnie, en obligations, débetures, avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer ainsi le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation, exercer les droits, pouvoirs, et franchises d'aucune corporation dont le fonds social est possédé par la présente compagnie, au nom de cette compagnie, ou en son propre nom;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gage l'exécution des contrats ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne, dans laquelle la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur obligations, débetures, actions-hypothécaires, ou autres valeurs, hypothèques, engagements, d'aucune autres compagnies ou personnes, accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débetures, actions-hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune compagnie, corporation avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes;

Rémunérer soit en argent, ou en parts entièrement acquittées ou valeurs de la compagnie aucunes personnes, firmes, associations ou syndicats ou compagnies pour frais encourus, et, avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débetures, actions-obligations, ou autres valeurs de la compagnie ou dans l'occasion de sa formation, de son organisation ou dans la gestion de ses affaires;

Solliciter, promouvoir et obtenir de la Puissance du Canada ou d'aucune autre autorité,

or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchise, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor, in fully paid up or partly paid up shares of the company, or in the bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation, and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock is owned by this company, in the name of such company or in its own name;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any other company or persons and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations;

To guarantee also the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To remunerate, either in cash or in paid up shares or in securities of the company any persons, firms, associations or syndicates or companies for costs incurred, or, with the approval of shareholders, for services rendered or to be rendered in causing the subscription or in guaranteeing the subscription of any of the shares of the capital stock of the company or the debentures, shares, bonds or other securities of the company and in connection with its formation, promotion or the conduct of its business;

To apply for, promote and obtain from the Dominion of Canada or any other authority, whe-

fédérale, provinciale, impériale, coloniale ou étrangère, y compris les autorités subalternes et municipales, un statut, ordonnance, règle, un règlement, une autre autorisation ou disposition susceptible, directement ou indirectement de profiter à la compagnie, combattre les procédures ou instances susceptibles directement ou indirectement de préjudicier aux intérêts de la compagnie;

Emettre des actions libérées, des obligations, actions hypothécaires en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et, avec l'assentiment des actionnaires, des services rendus, de l'ouvrage fait, émettre aussi des actions entièrement libérées des obligations, débetures en paiement, partiel ou échange des actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant une industrie semblable en tout ou en partie ou connexe à l'industrie de la présente compagnie;

S'amalgamer, soit par l'achat, la vente, ou autrement, avec aucune personne, société ou corporation adonnée à une industrie semblable en tout ou en partie à celle que la compagnie est autorisée à exercer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Payer avec les deniers de la compagnie toutes dépenses connexes à sa formation ou à son organisation;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelle comme principaux, agents à commission, entrepreneurs, ou en une autre qualité, par entremetteurs ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Marquer, peindre les chars de l'Association d'une façon différente, soit par une bande blanche ceinturant la carrosserie, soit une bande carreautee de noir, blanc ou d'autres couleurs, tel que décideront les directeurs, sous le nom de "L'Association de Taxis, Québec Ltée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire provincial, le douzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1543

C.-J. SIMARD.

"Montreal Grain & Milling Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1925, constituant en corporation: Louis Diner, avocat, Alexandre-Israel Popliger, avocat, et demoiselle Millicent Tudor, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer et faire le commerce d'épicerie, grains et autres produits de la ferme, de la matière première au produit ouvré, et aussi faire la fabri-

ther Dominion, Provincial, Imperial, Colonial, or Foreign, and including subordinate and municipal authorities, any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem to the company calculated directly or indirectly to oppose any proceedings or application, which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

To issue paid up shares, bonds, or debenture stock for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and, with the approval of the shareholders, for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, or debentures in part payment or exchange for the shares, bonds or debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company;

To amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation or organization thereof;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all or any of the above things as principals, commission agents, contractors or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To mark and paint the cars of the association in a different way, either with a white stripe around the body or a checked band in black, white or other color, as the directors may decide, under the name of "L'Association des Taxis de Québec, Ltée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1544

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Grain & Milling Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1925, incorporating: Louis Diner, Alexandre-Israel Popliger, advocates, of Montreal, Millicent Tudor, stenographer, spinster, fille majeure, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, grains and all other farm products, from the raw to the finished products thereof, and also to manufacture

cation et le commerce de tous effets, denrées et marchandises qui peuvent être utilisés comme aliments pour l'homme aussi bien que pour consommation animale; exercer l'industrie et le commerce d'épiciers en gros et en détail, marchands de grains, marchands de farine, manufacturiers et commerçants en gros et en détail de farine, grains, foin, épicerie, produits alimentaires, fruits et autres produits de la ferme et du verger de toute description, dans toutes leurs spécialités respectives; acheter, louer ou acquérir autrement des fermes, vergers, forces hydrauliques et tout intérêt qui s'y rattache, et les explorer, exploiter, exercer, développer et faire valoir; raffiner, moudre, classer, transformer, faire cuire, préparer, amalgamer, manipuler et préparer pour le marché, acheter et vendre en gros et en détail les articles susmentionnés, et fabriquer toutes autres préparations alimentaires et faire toutes opérations qui sembleront favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce d'aliments, matériel, machinerie, instruments, commodités, provisions et choses pouvant être utilisés dans la préparation des aliments ou en rapport avec les autres opérations que cette compagnie peut exercer ou dans lesquels elle est intéressée ou qui sont requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

Acheter, vendre ou disposer autrement, manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, céder et transporter, troquer, exporter, importer, faire le commerce, soit comme principaux ou comme agents ou à commission, sur consignation ou autrement d'effets, produits et marchandises étrangers et domestiques de toutes sortes, espèces et descriptions quelconques, et faire un commerce général comme marchands exportateurs, importateurs, courtiers, agents des ventes, négociants, facteurs, et agir comme représentants pour des maisons canadiennes et étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations, et agir comme agents de manufacturiers, dans et pour des effets, denrées, produits et marchandises de toute nature et espèces quelconques;

Construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer ou contrôler des structures et commodités de toutes sortes, d'ordre public et privé, expression (dont le sens général n'est d'aucune manière limité par ce qui précède) et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, travaux d'irrigation, de recouvrement, d'amélioration, égout, de drainage, d'hygiène, d'hydraulique, de gaz, et usines de force motrice, des hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que toutes autres structures ou commodités d'utilité publique;

Manufacturer, acquérir, acheter, vendre, échanger en gros et en détail des instruments et outils aratoires de toutes sortes, et acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de tels outils et instruments aratoires, ou se rapportant en aucune manière aux outils et instruments aratoires;

Exercer le commerce d'entrepôts, agents d'assurances et agents d'immeubles;

Détenir, acheter, prendre ou acquérir autrement, soit par souscription originale, achat, par l'entremise de la bourse, à vente privée ou en échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou aliéner autrement les actions, stocks, soit ordinaires

and deal in all goods, wares and merchandise to be used for food for human as well as animal consumption; to carry on the trades and business, wholesale and retail, groceries, grain merchants, flour merchants, manufacturers and dealers wholesale and retail in flour, grain, hay, groceries, food products, fruits and other farm and orchard products, of every description, in all their respective branches; to purchase, lease or otherwise acquire farms, orchards and water powers and any interest therein and to explore, work, exercise, to develop or turn to account the same; to refine, mill, grade, transform, cook, prepare, amalgamate, manipulate and prepare for market, buy and sell, wholesale and retail, the articles above described and to carry on any other food preparation and operations which may seem conducive to any of the company's objects; to buy, sell, manufacture and deal in foods, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with food preparation and other operations which the company may carry on or be interested in or required by workmen and others employed by the company;

To buy, sell, and otherwise dispose of, manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, assign and transfer, invest in, trade, export, import, deal in and deal with, either as principals or agents and upon commission, consignment or otherwise, goods, products and merchandise, foreign and domestic of every kind, class and description whatsoever and to do a general business as commission merchant, exporter, importer, broker, selling agent, jobber, factor and to act as representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations and to act as manufacturers' agent, in and for goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever;

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public and private works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, and power supply works, and hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of public utility;

To manufacture, acquire, buy, sell, exchange, wholesale and retail, any farm implements and tools of all kinds and to acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of such farm tools and implements or in any way in connection with farm tools and implements;

To carry on the business of warehousemen, insurance agents and real estate agents;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer, or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, de-

ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie, et voter sur toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés, franchises, clientèle, biens, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger des obligations d'aucune telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir toute autre compagnie dans le but d'acquérir la totalité, ou toute partie des propriétés de l'entreprise ou de la totalité ou toute partie des obligations de cette compagnie ou, dans le but d'entreprendre tout commerce ou opérations qui paraîtront susceptibles d'aider ou de profiter à cette compagnie, ou d'augmenter la valeur des propriétés ou du commerce de cette compagnie;

Prendre part à l'administration, la surveillance et au contrôle du commerce et des opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, ou entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par cette compagnie, ou dans lesquelles cette compagnie est intéressée autrement, et à ces fins, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter des fonds à toute telle autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise ou toute autre compagnie quelconque, garantir leurs obligations, gager son actif pour leur bénéfice, leur aider autrement, aux termes et conditions que les directeurs jugeront convenables;

S'associer ou conclure des conventions ou sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les obligations ou aider autrement telle personne, firme ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions, des valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, les émettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer toute personne, soit par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel ou par l'octroi d'une commission pour services rendus à cette compagnie en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou de toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou à l'organisation de la compagnie ou dans la conduite de ses opérations;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis et en disposer de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux et obtenir d'aucune telle autorité les

bentures, bonds and other obligations in any other company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligations of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold, or issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non-assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority

droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Procurer à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et désigner toute personne pour l'y représenter d'après les lois de tel pays étranger, et pour recevoir pour et au nom de la compagnie, assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes; et avec l'approbation des actionnaires, pour tous services à elle rendus;

Vendre ou aliéner la totalité ou toute partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme une industrie en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulier ment pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre personne, firme ou compagnie et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, lettres de change ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle personne firme ou compagnie ou par toute personne avec laquelle la compagnie est en affaires;

Acquérir, acheter, ou devenir possesseurs, de toute manière quelconque, de toutes propriétés immobilières requises pour les fins de son commerce, et emprunter de l'argent de toute personne ou corporation quelconque, et hypothéquer les immeubles possédés par la compagnie;

Généralement exercer un commerce général d'immeubles et hypothéquer tous immeubles possédés par la compagnie pour des prêts faits à la compagnie, sous le nom de "Montreal Grain & Milling Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1523 ALEXANDRE DESMEULES.

any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company or which the company may have power to dispose of;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise, any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or by any other business relations;

To acquire, purchase or become owners, in any manner whatsoever, of any immovable property required for the purposes of the business and borrow money from any person or corporation whatsoever and hypothecate the said immovables owned by the company;

To generally carry on a real estate business and hypothecate any immovable owned by the said company for loans advanced to it, under the name of "Montreal Grain & Milling Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
1524 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Canadian School of Electricity, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992, 5993 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du

"Canadian School of Electricity, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992, 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth

dixième jour de mars 1925, à la compagnie "Canadian School of Electricity, Limited", pour les fins suivantes:

I. Subdivisant son capital-actions actuel de quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, en quatre mille neuf cents (4900) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune.

II. Augmentant son capital actuel de \$49,000.00 à \$98,000.00, telle augmentation consistant en quatre mille neuf cents (4900) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00 l'action.

III. La capitalisation totale de la compagnie sera de \$98,000.00 divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 l'action, et quatre mille neuf cents (4900) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00 l'action.

IV. Les droits, préférences, privilèges, restrictions et limitations attachés aux dites actions privilégiées sont les suivants:

1. Lesdites actions seront appelées actions privilégiées cumulatives à 7% sans droit additionnel de participation, et auront droit à un dividende privilégié cumulatif au taux de 7% par année, sur le capital alors payé sur lesdites actions respectivement;

2. Lesdites actions cumulatives à 7% ne participeront en aucune manière dans les profits de la compagnie en plus du dividende auquel il est pourvu par les présentes;

3. Les détenteurs desdites actions privilégiées cumulatives à 7% n'auront aucun droit de vote comme actionnaires de la compagnie;

4. Lesdites actions cumulatives au cas de la liquidation ou dissolution de la compagnie, prendront rang quant au capital et au dividende avant les actions ordinaires de la compagnie, et n'auront aucun droit additionnel de participer dans les bénéfices ou le surplus de l'actif.

5. Lesdites actions privilégiées seront rachetables en aucun temps au gré de la compagnie au prix de 110% de leur valeur au pair avec les intérêts accumulés.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province.
1533 ALEXANDRE DESMEULES.

"Samuel's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et 5974 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de mars 1925, changeant le nom de la compagnie "Mount Royal Realities, Incorporated" en celui de "Samuel's, Limited", et accordant à ladite compagnie les pouvoirs additionnels, savoir:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, troquer et faire le commerce de toutes sortes de menus articles, nouveautés, chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, fourrures, modes, habits, vêtements, draps, coton, tissus écossais et autres, lainages, appareils sanitaires, bandages, marchandises sèches ou tous articles se rapportant directement ou indirectement au commerce susmentionné. Faire toutes les choses en rapport avec les nouveaux objets que cette compagnie a l'autorisation de faire en rapport avec les objets de la compagnie mentionnés dans les lettres patentes.

day of March, 1925, to the company "Canadian School of Electricity, Limited", for the following purposes:

I. That this Company do subdivide its present capital stock of four hundred and ninety (490) shares having a par value of \$100.00 each, into four thousand nine hundred (4,900) shares of common stock having a par value of \$10.00 per share.

II. That the company do also increase its present capital from a total amount of \$49,000.00 to \$98,000.00, the increase to be made up of four thousand nine hundred (4,900) shares of preference stock having a par value of \$10.00 per share.

III. That the total capitalization of the company is to be \$98,000.00, divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of common stock, having a par value of \$10.00 per share and four thousand nine hundred (4,900) of preferred stock having a par value of \$10.00 per share.

IV. That the rights, preferences, privileges, restrictions and limitations of the said preference stock shall be as follows:

1. The said shares shall be called 7% non-participating cumulative preference shares and shall be entitled to a cumulative preferential dividend at the rate of 7% per annum, on the capital for the time being paid up thereon respectively.

2. The said (7%) cumulative shares shall not participate in any way whatsoever in any of the profits of the company over and above the cumulative dividend hereby provided for.

3. The holders of the said 7% cumulative preference shares shall have no rights to vote as shareholders of the company.

4. The said preference shares shall in case of winding up or dissolution of the company, rank as regards return both as to capital and dividends in priority to the ordinary shares in the capital of the company and shall have no further rights to participate in profits or surplus assets.

5. The said preference shares shall be redeemable at any time at the option of the company at a price of 110% of the par value and accrued interest.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
1534 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Samuel's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and 5974 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March 1925, changing the name of the company "Mount Royal Realities, Incorporated" into that of "Samuel's, Limited", and granting to the said company the following additional powers, to wit:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of small wares, novelties, hats, hat frames, caps, furs, millinery, clothing, wearing apparel, cloth, cottons, tweeds, fabrics, woollen goods, sanitary appliances, bandages, dry goods, or any articles connected in any way directly or indirectly with above mentioned trade. To do everything with reference to these new objects that the company is authorized to do with reference to the objects of the company enumerated in the letters patent.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce dixième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1535 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this tenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1536 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une application sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, demandant la passage d'un Acte incorporant "The Rouyn Mines Railway Company", avec pouvoir de construire, maintenir et opérer un chemin de fer partant d'un point sur le chemin de fer National Transcontinental, près de O'Brien, dans le canton de Privat, dans la province de Québec, allant vers le sud à travers les cantons Privat, Poularies, Destor et Dufresnoy, jusqu'à un point dans le canton de Rouyn; aussi de construire des embranchements partant d'un point dans le dit canton de Rouyn allant à l'ouest jusqu'à un point sur la frontière divisant les provinces de Québec et Ontario et allant vers l'est à un point à ou près du Grand Lac Victoria, ou un point sur le chemin de fer National Transcontinental à l'ouest de Parent; de construire, maintenir et opérer des lignes de télégraphe et de téléphone; d'acheter, construire et opérer des bateaux pour le fret et les passagers; de bâtir, acheter ou louer des quais, des docks, des élévateurs, des entrepôts, hôtels, restaurants, etc.; d'acquérir des terres, pouvoirs d'eau, droits, servitudes et privilèges et de construire des écluses, bâtisses et ouvrages pour la production et la distribution de l'électricité pour les fins de son entreprise, et de vendre et disposer d'aucun surplus d'électricité qu'elle peut avoir; et de faire des arrangements avec d'autres compagnies de chemin de fer pour toutes raisons quelconques.

Daté à Québec, 5 mars, 1925.

Le procureur de la requérante,
1301—11-4 C.-V. DARVEAU.

Avis est, par les présentes, donné que David Coveler, étudiant en droit, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour faire passer une loi afin d'autoriser le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du Droit immédiatement après qu'il aura subi avec succès les examens d'admission à la pratique.

Montréal, 5 mars, 1925.

Le procureur du pétitionnaire,
1313—11-4 PAUL-EMILE LANCTOT.

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Prenez avis que MM. J.-B. Miller, S.-Z. Fels, C.-B. Fainer, Jos.-A. Budyk, Lyon Cohen, R.-H. Darwin, S. Duskes, M. Feldman, Leon-H. Fischel, N.-S. Fineberg, T. Glickman, H. Gordon, Rabbi M.-J. Merritt, A. Rudolph, Dr. J. Rubin, Dr. N. Schacher, M.-H. Winfield et Dr. J.-R. Goodall, tous des cité et district de Montréal, composant le bureau de direction de la "Hebrew Maternity Hospital", de Montréal, après avoir été dûment autorisés à ce faire, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte actuellement en vigueur afin de permettre à cette institution de détenir et de posséder des immeubles pour une valeur de \$500,000.00, et pour modifier ses attributions, qui sont celles d'un Hôpital de

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session thereof, for the passing of an Act incorporating the Rouyn Mines Railway Company, with power to construct, maintain and operate a railway commencing at a point on the National Transcontinental Railway, near O'Brien, in the township of Privat, in the Province of Quebec, thence southerly through the townships of Privat, Poularies, Destor and Dufresnoy, to a point in the township of Rouyn; and also branch lines from a point in said township of Rouyn westerly to a point on the Provincial boundary between the Provinces of Quebec and Ontario, and easterly to a point at or near Grand Lake Victoria, or a point on the National Transcontinental Railway west of Parent; to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines; to purchase, build and operate freight and passenger vessels; to build, purchase or lease wharves, docks, elevators, warehouses, hotels, restaurants etc., to acquire lands, waterpowers, rights, easements and privileges and to construct dams, buildings and works for the generation and distribution of electricity for the purpose of its undertaking, and to sell and dispose of any surplus electricity; and to enter into agreements with any other railway company for any purpose whatsoever.

Dated at Quebec, 5th day of March, 1925.

C. V. DARVEAU,
1302—11-4 Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that David Coveler, law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law immediately after he has successfully passed the regular examinations for admission to the practice of law.

Montreal, March 5, 1925.

PAUL EMILE LANCTOT,
1314—11-4 Attorney for Applicant.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

Take notice that Messrs. J. B. Miller, S. Z. Fels, C. B. Fainer, Jos. A. Budyk, Lyon Cohen, R. H. Darwin, S. Duskes, M. Feldman, Leon H. Fischel, N. S. Fineberg, T. Glickman, H. Gordon, Rabbi M. J. Merritt, A. Rudolph, Dr. J. Rubin, Dr. N. Schacher, Mr. H. Winfield, and Dr. J. R. Goodall, and all of the City and District of Montreal, composing the Board of the Directorate of the "Hebrew Maternity Hospital" of Montreal, after being duly authorised so to do, will apply to the Legislature of Quebec, at this session, to amend its charter at present in force to permit this Institution to hold and possess immovables to the value of \$500,000.00 and to enlarge its function from that of a Maternity Hospital, to that of a General Hospital, if so de-

Maternité, en celles d'un Hôpital Général, si jugé à propos, et pour amender les règlements régissant cette institution en général.

Montréal, 25 février 1925.

Le procureur des requérants,
1173-10-4 JOS.-A. BUDYK.

sired, and to amend the rules governing the Institution in general.

Montreal, February 25th, 1925.

Jos. A. BUDYK,
1174-10-4 Attorney for Petitioner.

Département de l'Instruction Publique

No 1793-24.

DÉLIMITATION DE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Val-Brillant, comté de Matapédia, les lots Nos 233 à 236 inclusivement du 2ème rang de la seigneurie du Lac-Matapédia; les lots Nos 385 à 387 inclusivement du rang 3 de la même seigneurie, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Sayabec", même comté.
1481-12-2

Department of Public Instruction

No 1793-24.

DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY.

Application is made to detach from the school municipality of Val Brilliant, county of Matapédia, the lots Nos. 233 to 236 inclusively, of the 2nd range of the seigniorie of Lake Matapédia; the lots Nos. 385 to 387 inclusively of range 3 of the same seigniorie, and to annex them to the school municipality of "Sayabec", same county.
1482-12-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné qu'un certificat d'enregistrement a été émis à la Compagnie "The Anglo American Trust Company", de Montréal, l'autorisant à transiger des affaires de fidéicommis dans la province de Québec, ce vingtième jour de mars, 1925, au trentième jour de juin, 1925.

Donné conformément à la loi 3 George V, chapitre 44, ce vingtième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

J. A. PARADIS,

Inspecteur suppléant des compagnies de fidéicommis.

Branche des assurances.

Département du trésor, Québec, P. Q.

1577-13-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Anglo American Trust Company", having its Head Office in the city of Montreal, has been registered to transact in the Province of Quebec, the business of a Trust Company, from the twentieth day of March, 1925, to the thirtieth day of June, 1925.

Given pursuant to Act 3 George V, chapter 44, this twentieth day of March, 1925.

For the Provincial Treasurer.

J. A. PARADIS,

Acting Inspector of Trust Companies, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec, P. Q.

1578-13-2

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels, en vertu des dispositions de l'article 6896 S. R. P. Q., 1909, sous le nom de "La Concorde des Filles d'Italie au Canada", a été autorisée par un ordre en Conseil portant le numéro 413 et approuvé par le lieutenant-gouverneur le dix-neuvième jour de mars 1925.

Le but de ladite société est déclaré être:

De se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir celles de ces dernières affligées par maladie, accidents, ou revers de fortune, et, dans le cas de mort, leurs veuves ou orphelins.

Le siège de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1579

NOTICE OF FORMATION OF MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association, in virtue of the provisions of article 6896 R. S. P. Q., 1909, under the name of "La Concorde des Filles d'Italie au Canada", has been authorized by Order-in-Council bearing number 413 and approved by the Lieutenant-Governor the nineteenth day of March, 1925.

The purpose of the said association is declared to be:

By means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverse of fortune, and in case of death of members, for their widows or orphans;

The head-office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, the twenty-fourth day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que.

1580

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The National Fire Insurance Company of Hartford", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et contre les ouragans, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre l'explosion, transport intérieur, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile, le et après ce quatorzième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce quatorzième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, Qué.

1425—12-2

Avis est par le présent donné que la "Westmount Trust Company", incorporée en vertu de la loi 3 Geo. V, chap. 44, a été enregistrée conformément aux dispositions de l'article 7096k des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, pour faire des affaires de fidéicommis dans la province de Québec, tel que mentionné dans la requête qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 13 février 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 7096y des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par la loi 3 Geo. V, chap. 44, ce cinquième jour de mars, 1925.

L'Inspecteur suppléant des Cies de fidéicommis,
J.-A. PARADIS.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Service des Assurances.
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1427—12-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The National Fire Insurance Company of Hartford", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire and tornado insurance, has been extended to include explosion, inland transportation, sprinkler leakage and automobile insurance, on and after this fourteenth day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this Fourteenth day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1426—12-2

Notice is hereby given that the "Westmount Trust Company", incorporated in virtue of Act 3 Geo. V, chap. 44, has been registered pursuant to the provisions of article 7096k of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, for the transaction of business of Trust Companies in the Province of Quebec, as set forth in the petition which has preceded the authorization of Lieutenant-Governor in Council dated of February 13th, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 7096y, as amended by Act 3 Geo. V, chap. 44, this fifth day of March, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Inspector of Trust Companies,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1428—12-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 564.

Dame Céline Lamothe, du canton de Granby, district de Bedford, épouse de Omer Pinsonneault, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Omer Pinsonneault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Sweetsburg, 18 mars 1925.

Les avocats de la demanderesse,
1575—13-5 GIROUX & GIROUX.

Cour Supérieure, district de Québec, No 1521. Zoé Crassopolo, de Québec, épouse commune en biens de Nick Catzandonis, restaurateur, demanderesse; vs le dit Nick Catzandonis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Québec, 17 mars 1925.

Les procureurs de la demanderesse.
Signé: PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU.
1617—13-5

Province de Québec, district de Joliette, dans la Cour supérieure, No 1059.

Dame Marie-Louise Magnan, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Ludger Bélisle, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Ludger Bélisle, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 564.

Dame Celina Lamothe, of the township of Granby, district of Bedford, wife of Omer Pinsonneault, of the same place, farmer, plaintiff; vs the said Omer Pinsonneault, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted.

Sweetsburg, March 18 1925.

GIROUX & GIROUX,
1576—13-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, District of Quebec, No. 1521. Zoé Crassopolo, from Quebec, wife common as to property of Nick Catzandonis, from Quebec, restaurant keeper, plaintiff; vs the said Nick Catzandonis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Quebec, March the 17th, 1925.

Signed: PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU,
1618—13-5 Plaintiff's Attorneys.

Province of Quebec, district of Joliette, in the Superior Court, No. 1059.

Marie Louise Magnan, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Ludger Belisle, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Ludger Belisle, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars 1925.

Joliette, 16 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1449—12-5 JOS. SYLVESTRE.

Cour supérieure, Montréal, No 4311. Roselina Rousseau, de Montréal, épouse de Joseph Damase Ruel, barbier, a formé demande en séparation de biens contre son mari, le 28 février 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON.
1429—12-5

Province de Québec, District de Montréal, No. 2061. Cour Supérieure. Hilwe Deeb, épouse commune en biens de Alexandre Haddad, marchand, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs Le dit Alexandre Haddad, défendeur.

Une action en séparation de biens, entre les parties, a dûment été intentée.

Montréal, le 16 mars. 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1479—12-5 BERARD & BEAULIEU.

Canada, Province de Québec, District de Montmagny. Cour Supérieure, No. 2149. Dame Marie Lamontagne, épouse de Odilon Aubé, cultivateur et journalier, de Saint-Camille, demanderesse; vs Odilon Aubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce 17 février, 1925.

Montmagny, 17 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1323—11-5 (Signé ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No. 4125. Dame Molly Saltzman, des cité et district de Montréal, épouse commune de biens de Israël Haas, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre Israël Haas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour de février, 1925.

Montréal, février 26, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1149—10-5 JACOBS & JACOBS.

Canada, Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure, No. 8426. Mary Grenier, épouse de Joseph Rodrigue, de Saint-Georges, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Rodrigue, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de décembre, 1924,

Saint-Georges-de-Beauce, 17 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1177—10-5 LORENZO DUTIL.

Cour supérieure, No 777, district de Saint-François. Dame Rexilma Belisle, épouse commune en biens d'Eusèbe Messier, cultivateur, du canton de Barnston, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

Sherbrooke, 7 novembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1095—9-5 VERRET & DESILETS.

An action for separation of property has been instituted in this case on the 13th of March 1925.

Joliette, March 16, 1925.

JOS. SYLVESTRE.
Attorney for the plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 4311. Roselina Rousseau, of Montreal, wife of Joseph Damase Ruel, barber, has taken an action in separation as to property against her husband, the 28th. of February, 1925.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON,
1430—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 2061. Superior Court. Hilwe Deeb, wife common as to property of Alexander Haddad, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorised for the purpose, plaintiff; vs The said Alexander Haddad, defendant.

An action in separation as to property has duly been instituted between the said parties.

Montreal, the 16th March. 1925.

BERARD & BEAULIEU.
Advocates for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny. Superior Court, No. 2149. Dame Marie Lamontagne, wife of Odilon Aubé, farmer and laborer, of Saint Camille, plaintiff; vs Odilon Aubé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 17th February 1925.

St. Joseph of Beauce, 17 February, 1925.

(Signed) ROSAIRE BEAUDOIN,
1324—11-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 4125. Dame Molly Saltzman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israel Haas, Merchant, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Israel Haas, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of February 1925.

Montreal, February 26th, 1925.

JACOBS & JACOBS,
1150—10-5 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce. Superior Court, No. 8426. Mary Grenier, wife of Joseph Rodrigue, of Saint-Georges, Beauce county, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Joseph Rodrigue, farmer, of Saint Georges, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on December the 3rd., 1924.

Saint Georges, Beauce, February 17th., 1925.

LORENZO DUTIL,
1178—10-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, No. 777, district of Saint Francis. Dame Rexilma Belisle, wife common as to property of Eusebe Messier, farmer, of the Township of Barnston in said district, has taken an action for separation of property against her said husband.

Sherbrooke, November 7, 1924.

VERRET & DESILETS,
1096—9-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No. 8573. Léocadie Leclerc, épouse de Pierre Bourque, de Saint-Georges, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, de Saint-Georges, demanderesse; vs Pierre Bourque, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ième jour de février, 1925.

Saint-Georges-de-Beauce, 24 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1179—10-5 LORENZO DUTIL.

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, No. 1036. Dame Genevas Davidson épouse de Mathias Gélinas, agent, de la cité et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Mathias Gélinas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26e jour de février, 1925.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,
HEBERT & BONIN,
Joliette, 28 février, 1925. 1191—10-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2977.

Dame Gertrude-Eveleen Thompson, épouse commune en biens de Gordon-William Bell, de la cité de Westmount, district de Montréal, demanderesse; vs Gordon-William Bell, de la cité de Westmount, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour de février, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
LAFLAMME, MITCHELL, CALLAGHAN,
REANEY & CODERRE.
1041—9-5

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 8573. Léocadie Leclerc, wife of Pierre Bourque, of Saint Georges, Beauce county, duly authorized to ester en justice, of Saint Georges, plaintiff; vs Pierre Bourque, farmer, of Saint Georges, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on February, the 16th., 1925.

Saint Georges, Beauce, February 25th., 1925.
LORENZO DUTIL,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 1036. Dame Genevas Davidson, wife of Mathias Gelinias, agent, of the city and district of Joliette, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs The said Mathias Gelinias, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 26th. of February, 1925.

HERBERT & BONIN,
Advocates and attorneys for plaintiff.
Joliette, February 28, 1925. 1192—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2977.

Dame Gertrude Eveleen Thompson, wife common as to property with Gordon William Bell of the city of Westmount, in the district of Montreal, plaintiff; vs Gordon William Bell, of the city of Westmount, in the district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the sixteenth day of February, 1925.

LAFLAMME, MITCHELL, CALLAGHAN,
REANEY & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.

Assemblée

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUÉBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Québec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 15 avril mil neuf cent vingt-cinq, à midi, pour élire deux administrateurs représentant les porteurs de garantie, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 28 février auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration,

Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.

Montréal, 28 février 1925. 1553—13-2

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, April 15th, one thousand nine hundred and twenty-five, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders, as required by the constitution of the company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 28th February will be entitled to attend and vote at the meeting.

By order of the board,

H. C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, 28th February, 1925. 1554—13-2

Avis divers

Province de Québec, district de Montréal.
MAC TAG RUBBER COMPANY, LIMITED.

Conformément à la loi des compagnies de Québec, 10 George V, chapitre 72, article 76, la compagnie transmet les documents suivants pour publication:

Copie de règlement adopté par les directeurs le 17 février 1925.

Il est proposé et unanimement résolu que le règlement fixant le nombre des directeurs à trois, soit amendé et que le nombre des directeurs soit porté à sept, et que le présent règlement soit soumis à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 19 février 1925, et que le secrétaire-trésorier prépare les avis nécessaires en vertu de la loi et envoie copie du présent règlement au secrétaire de la province.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A.-ARMAND HOULE.

CERTIFICAT

Je, soussigné, J.-A.-Armand Houle, avocat, résidant au No 1497 Boulevard Gouin Est, à Montréal, certifie par les présentes:

1. Que le présent règlement a été régulièrement adopté par le bureau de direction le 17 février 1925, à l'unanimité;

2. Que ce règlement a été approuvé par les actionnaires réunis en assemblée générale spéciale le 19 février 1925, et adopté à l'unanimité;

3. Qu'à cette assemblée il était détenu par les actionnaires présents, 414 actions du capital social, soit plus des deux tiers du capital total souscrit, et que ledit règlement a été approuvé à l'unanimité des actionnaires.

Et j'ai signé,

1555

Le secrétaire-trésorier,
J.-A.-ARMAND HOULE.

WESTMOUNT TRUST COMPANY

Copie certifiée de règlement.

"Règlement No 3. Un conseil d'administration composé de cinq administrateurs choisis parmi les actionnaires de la compagnie, sera élu à chaque assemblée des actionnaires, dont le terme d'office sera d'une année ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs."

Je certifie par les présentes que ce qui précède est une copie conforme au règlement qui a été adopté à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dite "Westmount Trust Company", dûment convoquée à ces fins et tenue le 26 février 1925, et que tout le capital émis de la compagnie était dûment représenté à ladite assemblée et que le dit règlement a été adopté à l'unanimité.

Montréal, le 27 février 1925.

1557

Le secrétaire,
J.-B. FLANAGAN.

Avis est par le présent donné que "The Fidelity and Casualty Company of New York", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. George A. De Clercq, de la cité de Montréal, son agent

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal.
MAC TAG RUBBER COMPANY, LIMITED.

Copy of a by-law adopted by the directors the 17th of February, 1925.

It is moved and unanimously resolved that the by-law fixing the number of directors at three, be amended and that the number of directors be increased to seven, and that the present by-law be submitted to the general meeting of the shareholders which will take place the 19th of February 1925, and that the secretary-treasurer prepares the necessary notice under the act and transmits a copy of the present by-law to the secretary of the province.

J. A. ARMAND HOULE,
Secretary-treasurer.

CERTIFICATE

I, the undersigned, J. A. Armand Houle, advocate, residing at No. 1497 Gouin Boulevard East, at Montreal, hereby certify:

1. That the present by-law was regularly adopted by the Board of Directors the 17th of February, 1925, by the unanimous vote of all the directors;

2. That such by-law was approved by the shareholders present at a special general meeting, the 19th of February, 1925, and adopted unanimously;

3. That at such meeting the shareholders present were holders of 414 shares of the capital stock, being more than two thirds of the subscribed capital stock and that the said by-law was unanimously approved by all the shareholders present.

And I have signed these presents.

J. A. ARMAND HOULE,
Secretary-treasurer.

1556

WESTMOUNT TRUST COMPANY.

Certified copy of by-law.

"By-law No. 3. A Board of Directors consisting of five directors chosen from amongst the company's shareholders shall be elected at each annual meeting of shareholders, to hold office for one year or until their successors are elected."

I hereby certify that the foregoing is a true copy of the by-law which was adopted at a special general meeting of the shareholders of Westmount Trust Company, duly called for the purpose and held on the 26th February, 1925, and that all the issued capital stock of the company was duly represented at the said meeting and the adoption of the said by-law was unanimous.

Montreal, 27th February, 1925.

1558

J. B. FLANAGAN,
Secretary.

Notice is hereby given that The Fidelity and Casualty Company of New York, authorized to carry on business in this Province, has appointed by a new power of attorney Mr. George A. De Clercq, of the city of Montreal, its principal

principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, au No 320 Edifice Transportation, en remplacement de MM. Lukis, Stewart & Co., de ladite cité.

agent, with its principal place of business in this city, at No 320 Transportation Building, in the place and stead of Lukis, Stewart & Co., of said city.

1559 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1560 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

MONTMORENCY POWER COMPANY

MONTMORENCY POWER COMPANY.

Canada, Province de Québec.—Règlement No 3
concernant le nombre des Directeurs.

Canada, Province of Quebec.—By-law No. 3
Respecting the number of Directors.

Il est, par le présent règlement No 3 du Bureau de Direction de la Compagnie "Montmorency Power Company", ordonné et statué comme suit, savoir :

It is, by the present by-law No. 3 of the Board of Directors of the Montmorency Power Company, ordered and enacted as follows, to wit:

"Les affaires de la compagnie seront à l'avenir administrées par un Bureau de direction composé de sept membres.

"The affairs of the company shall henceforth managed by a Board of Directors composed of seven members.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce 3ième jour de mars 1925."

Read, adopted and signed, at same meeting, the third day of March, 1925."

Signé) CAMILLE LESSARD,
Président.
(Signé) R.-P. Landry,
Secrétaire.

(Signed) CAMILLE LESSARD,
President.
(Signed) R. P. LANDRY,
Secretary.

Je soussigné, René-P. Landry, secrétaire de la Compagnie, certifie que le règlement ci-dessus a été adopté à l'unanimité par le Bureau de direction de cette compagnie et ensuite approuvé à l'unanimité par l'assemblée des actionnaires.

I, the undersigned, René P. Landry, secretary of the Company, certify that the above by-law was unanimously adopted by the Board of Directors of this company and afterwards unanimously approved at the meeting of the shareholders.

1613 RENE-P. LANDRY,
Secrétaire.

1614 RENE P. LANDRY,
Secretary.

Avis est donné au public conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que la Corporation d'Energie de Montmagny, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires en la ville de Montmagny, se propose de faire autoriser et ratifier la construction de son barrage érigé en la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, sur la rivière Fourche Nord-Ouest, entre les lots Nos. 67a, 67b, 68a, 68b, 69b et 70b, du premier rang sud-est du cadastre officiel du canton Armagh, ainsi que les autres travaux qu'elle a faits sur les dits lots pour les fins d'un développement hydro-électrique, le dit barrage et les autres travaux devant affecter les lots ci-dessus mentionnés.

Notice is hereby given, pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that La Corporation d'Energie de Montmagny, a body politic and corporate having its head office in the town of Montmagny, intends to obtain authorization and ratification for the erection of its dam erected in the parish of Saint Cajetan d'Armagh, upon the river Fourche Nord Ouest, between lots Nos. 67a, 67b, 68a, 68b, 69b, and 70b, of the first southeast Range of the official cadastre of the township of Armagh, as well as all other works it has made upon the said lots, for the purposes of a hydro-electric development, the said dam and other works to affect the above mentioned lots.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée d'un plan comportant le devis des travaux exécutés, a été transmise à l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Bellechasse.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of the works executed, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration Division of the county of Bellechasse.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Montmagny, le 13 mars 1925.

Montmagny, March 13, 1925.

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,
Par MAURICE ROUSSEAU,
Président.

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,
Per MAURICE ROUSSEAU,
President.

Contresigné:

Countersigned:

Les procureurs de la requérante,
ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME.
1431—12-5

ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME,
Attorneys for petitioners.

1432—12-5

AVIS PUBLIC DONNÉ PAR LA COMPAGNIE DITE
NORTH SHORE POWER COMPANY,
LIMITED, TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 7295a DES STATUTS REFONDUS
DE QUÉBEC.

PUBLIC NOTICE GIVEN BY THE NORTH SHORE
POWER COMPANY, LIMITED, AS REQUIRED BY ARTICLE 7295a, REVISED
STATUTES, QUEBEC

Avis public est par les présentes donné, suivant les dispositions de l'article 7295a des Sta-

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes

tuts refondus (1909), que la compagnie dite "North Shore Power Company, Limited", corporation ayant son bureau chef en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage, une usine génératrice de force motrice et autres travaux connexes, sur le cours d'eau qui borde le lot No 7 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Narcisse, et les lots Nos 661, 662, 606, 608, 203 et 202 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Champlain.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Secrétaire,
J.-A. WILSON.

1307—10-5

(1909), that the North Shore Power Company, Limited, a body politic having its head office in the city of Montreal, in the county of Hochelaga, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house and other works incidental thereto, on the watercourse which borders upon Lot No. 7, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Narcisse, and on Lots Nos. 661, 662, 606, 608, 203 and 202 on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Champlain.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plan and specifications have been deposited at the Registry Office of Sainte Geneviève de Batiscan, in the county of Champlain.

The application contained in the Petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. A. WILSON,
Secretary.

1308—10-5

FORMULE A (Article 7295a)

Avis est donné au public, conformément à l'Article 7295a des Statuts Refondus, 1909, que la Compagnie Electrique de Chicoutimi, Limitée, de la ville de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage et une usine hydro-électrique sur la Rivière Chicoutimi, en front des lots 15a-1 et 15b-1, rang X S.-O., et 15b-1, rang XI S.-O. et sur le lot 79, au cadastre de la paroisse de Chicoutimi, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau d'enregistrement de la Division d'Enregistrement du Comté de Chicoutimi, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE CHICOUTIMI, Limitée,

par

Le trésorier et gérant,

1151—10-5 J.-AUG. TREMBLAY.

FORM A (Article 7295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of The Revised Statutes, 1909, that "La Compagnie Electrique de Chicoutimi, Limitée", of the town of Chicoutimi, in the County of Chicoutimi, intend to apply for authorization to have constructed a dam and a hydro-electric power house on the Chicoutimi River, in front of lots Nos. 15a-1 and 15b-1, range X S.-W. and 15b-1, range XI S.-W., and on lot No. 79, of the cadastre of the parish of Chicoutimi, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the Registration Division of Chicoutimi, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE CHICOUTIMI, Limitée,

by

J. AUG. TREMBLAY,
Treasurer and Manager.

1152—10-5

Province de Québec, Corporation de la ville de Richmond.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Richmond s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes, suivant les dispositions de la sous-section 2 de la section 2 de la Loi des cités et des villes, 1922, amendement la charte de la ville, 1 Edouard VII, chapitre 50, en remplaçant les dispositions des sections 4, 6; section 8 à 17 inclusivement; toutes les sous-sections de la section 19, excepté les

Province of Quebec. Corporation of the Town of Richmond.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Richmond will apply for the issue of letters patent by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, under the provisions of subsection 2 of Section 2 of the Cities and Towns Act, 1922, amending the Charter of the Town, 1 Edward VII, chapter 50, by replacing the provisions of Sections 4, 6; Sections 8 to 17 inclusive; all of the subsections of Section 19, except subsections (g), (bb), (ij), (kk) and 11);

sous-sections (g) (bb), (ij), (kk) et 11); section 29 et sections 33 à 36 inclusivement de la dite charte, par les dispositions correspondantes de ladite Loi 13, George V, chapitre 65.

Richmond, Québec, le 3 mars, 1925.

La Corporation de la ville de Richmond,
Par le secrétaire-trésorier,
ANNIE HAYES.

1233—12-4

Section 29 and Sections 33 to 36 inclusive of the said charter, by the corresponding provisions of the said Act 13 George V, chapter 65.

Richmond, Que., March 3, 1925.

The Corporation of the Town of Richmond,
ANNIE HAYES,
Secretary-treasurer.

1234—12-4

Bureau-chef

MONTMORENCY POWER COMPANY.

*Canada, Province de Québec.—Règlement No 2
Établissant le Bureau principal et le domicile
légal de la Compagnie*

Il est, par le présent règlement No 2 de la Compagnie "Montmorency Power Company", ordonné et statué comme suit, savoir :—

"La Compagnie Montmorency Power Company a et aura son bureau principal et son domicile légal au bureau de Messieurs G.-S. Gourdeau & Cie, au No. 132 de la rue Saint-Pierre, en l'édifice de la Banque d'Hochelaga, en la cité de Québec.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce 3ième jour de mars 1925."

(Signé) CAMILLE LESSARD,
Président.

(Signé) R.-P. LANDRY,
Secrétaire.

Je soussigné, René-P. Landry, secrétaire de la Compagnie, certifie que le règlement ci-dessus a été adopté à l'unanimité par le Bureau de direction de cette compagnie et ensuite approuvé à l'unanimité par l'assemblée des actionnaires.

RENE-P. LANDRY,
1611 Secrétaire.

Chief Office

MONTMORENCY POWER COMPANY.

*Canada, Province of Quebec.—By-Law No. 2
Establishing the head office and legal
domicile of the company.*

It is, by the present by-law No. 2 of the Montmorency Power Company, ordered and enacted as follows, to wit:

"The Montmorency Power Company has and will have its head-office and legal domicile at the office of G. S. Gourdeau & Cie, at No. 132 St. Peter Street, in the Hochelaga Bank Building, in the city of Quebec.

Read, adopted and signed, at same sitting, this third day of March, 1925."

(Signed) CAMILLE LESSARD,
President.

(Signed) R. P. LANDRY,
Secretary.

I, the undersigned, René P. Landry, secretary of the company, certify that the above by-law was unanimously adopted by the Board of Directors of this company and afterwards unanimously approved at the meeting of the shareholders.

RENE P. LANDRY,
1612 Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "The Elias Rogers Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, Edifice "Canada Cement".

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Errol-M. McDougall, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 18 mars 1925. 1561

La compagnie "Vermont Mortgage Corporation", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux

Companies authorized to do business

The Company "The Elias Rogers Company, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, "Canada Cement Building".

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr Errol M. McDougall, advocate, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, March 18, 1925. 1562

The Company "Vermont Mortgage Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to

formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 86 rue Notre-Dame Ouest.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations—en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Wilbert Harvard Howard, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 18 mars 1925.

1563

the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 86 Notre Dame Street West, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Wilbert Harvard Howard, advocate, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 18, 1925.

1564

Charte :—Abandon de

LA COMPAGNIE BLANCHETTE, LIMITEE.

Avis est par le présent donné que La Compagnie Blanchette, Limitée, ayant vendu tout son actif à La Compagnie Saguenay, Limitée, à charge de payer toutes ses dettes et de remplir toutes ses obligations, a discontinué ses opérations, et que ses directeurs ont, le 7 mars 1925, adopté un règlement autorisant et décrétant la division et distribution de tout l'actif de la Compagnie entre les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Cette distribution se fera quinze jours après la publication du présent avis ou sommaire.

Avis est en outre donné, qu'après cette distribution, La Compagnie Blanchette, Limitée, demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 5973a de la Loi des compagnies de Québec, 1920.

Chicoutimi, le 24 mars, 1925.

Le secrétaire,
RAY. BELLEAU.

1631

Charter :—Surrender of

LA COMPAGNIE BLANCHETTE, LIMITEE

Notice is hereby given that "La Compagnie Blanchette, Limitée", having sold all its assets to "La Compagnie Saguenay, Limitée", subject to the payment of all its debts and the performance of all its obligations, has discontinued its operations and that its directors have, the 7th. of March, 1925, adopted a by-law authorizing and enacting the division and distribution of all the assets of the company among the shareholders, pro-ratably to the number of shares held by each shareholder.

This distribution shall be made fifteen days after the publication of the present notice.

Notice is further given that after such distribution "La Compagnie Blanchette, Limitée" will make application to the Lieutenant-Governor in council for leave to surrender its charter, according to the provisions of article 5973a of the Quebec Companies' Act, 1920.

Chicoutimi, March 24, 1925.

RAY. BELLEAU,
Secretary.

1632

Ordres de Cour

District de Montréal, Cour supérieure, No 479.

Dame Léa Champagne, de la cité de Montréal, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Walter Reed, requérante.

Avis est donné du dépôt au greffe de cette Cour de copie d'un acte de partage, devant Maître Louis-A. Derome, notaire, le dix-neuvième jour de janvier 1925, entre Walter Reed, commerçant, de la ville de L'Assomption, et Dame Léa Champagne, enregistré à Montréal le 21 février suivant, acte par lequel ledit Reed a cédé à celle-ci tous les droits de propriété qu'il possédait dans les immeubles suivants de la cité de Montréal:

a. Le lot 272 de la subdivision officielle du lot officiel 29 du village d'Hochelaga;

b. La partie sud-ouest du lot 271 de la subdivision officielle du dit lot 29, contenant, cette partie, cinq pieds de largeur sur cent dix pieds, mesure anglaise, avec droit en commun dans la ruelle en arrière.

c. Le résidu du dit lot officiel 29-271, contenant, cette partie de lot, vingt pieds de largeur sur cent dix pieds, mesure anglaise.

d. La partie sud-ouest du lot 270 de la subdivision officielle du dit lot 29: bornée en front par la rue Lafontaine; en arrière, par la ruelle; d'un côté par le résidu du dit lot 29-270; et de l'autre

Rules of Court

District of Montreal, Superior Court, No. 479. Dame Léa Champagne, of the city of Montreal, wife legally separated from bed and board from Walter Reed, petitioner.

Notice is given of the deposit on the Protonotary's office of this Court of copy of a deed of partition executed before Louis A. Derome, notary, on nineteenth day of January 1925, between Walter Reed, trader, of the town of L'Assomption, and Dame Léa Champagne, and registered at Montreal the 21st February following, by which deed the said Reed has transferred to the latter all the rights of property belonging to him in the following lots of the city of Montreal:

a. The lot No. 272 of the official subdivision of the official lot 29 of the village of Hochelaga.

b. The south west part of the lot 271 of the official subdivision of said lot 29, containing, the said part of lot, 5 feet in width by 110 feet, English measure, with the right to use in common the lane in rear.

c. The remainder of said official lot 29-271, containing, this part of lot, twenty feet in width by 110, English measure.

d. The south west part of the lot 270 of the official subdivision of the said lot No. 29; bounded in front by Lafontaine Street; in rear by a lane; on one side by the remainder of said lot No.

côté par le lot 29-271, contenant, cette partie, dix pieds de largeur par cent dix pieds, mesure anglaise, avec droit en commun dans la ruelle en arrière; lesquels immeubles étaient en la possession de Walter Reed comme propriétaire pendant les trois dernières années; et que toutes personnes qui pourraient réclamer quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles avant l'enregistrement du dit acte de partage par lequel ces immeubles ont été acquis par Léa Champagne, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 12e jour de mai 1925, une demande de ratification de titre, et de la purge des hypothèques, sauf néanmoins les hypothèques suivantes dont Dame Léa Champagne s'est chargée savoir: deux hypothèques de cinq mille cinq cents piastres chacune, créées par Walter Reed par deux actes d'obligations du treize janvier et 17 février 1924, J.-E. Beauchamp, notaire, en faveur des créanciers y nommés, pour le montant dû à chacun d'eux, et affectant les lots et parties de lot désignés aux paragraphes a, b, c, d, ci-dessus. A moins que les réclamations, sauf les hypothèques ci-dessus, ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure, de les mentionner dans son certificat à être produit, les créanciers sont par le présent requis de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe de cette Cour dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos de le faire.

Montréal, 13 mars 1925.

1569—13-2

Le dép. protonotaire,
J.-E. LACOMBE.

29-270, on the other side, by the lot 29-271, containing, this part of lot, ten feet in width by 110 feet, English measure, with the right to use in common the lane, in rear.

These lots above described have been possessed by Walter Reed as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables before the registration of the said deed of partition by which the said lots were acquired by said Lea Champagne, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 12th day of May 1925, for a judgment in confirmation of title and discharge from all hypothecs on these lots, saving, however, the following hypothecs assumed by said Lea Champagne by the said deed of partition, to wit: two hypothecs of five thousand five hundred dollars each, created by Walter Reed by two deeds of obligations dated the thirteenth January and seventeenth February 1924, J. E. Beauchamp, notary, in favor of the creditors therein mentioned, for the amount due to each of them, affecting the lots and parts of lots described in the above paragraphs a, b, c, d. And that unless the claims, except the hypothecs above mentioned, are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, the creditors are hereby required to serve their oppositions in writing and to file the same in the office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 13th March, 1925.

1570—13-2

J. E. LACOMBE,
Dep. Prothonotary.

Soumissions

Demande de soumissions par les Commissaires d'Ecoles pour la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, offrent en vente au public des obligations (débentures) pour une somme totale de cent quinze mille dollars (\$115,000.00). Ces obligations sont rachetables par séries échelonnées sur un espace de trente années. Elles seront en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00. Elles porteront la date du premier mai 1925 et produiront un intérêt annuel de 5%, payable les premiers jours de mai et de novembre de chaque année. Le capital et l'intérêt, à savoir l'obligation et le coupon, seront payables aux bureaux de la banque Canadienne Nationale, en les cités du Cap-de-la-Madeleine, Montréal et Québec.

Quiconque voudra se porter acquéreur des dites obligations en capital et intérêt devra envoyer sa soumission ou offre d'achat par écrit au secrétaire-trésorier des Commissaires susdits, d'hui le 14 avril 1925, à 7 heures du soir. Chaque soumission ou offre d'achat écrite devra être accompagnée d'un chèque accepté pour une somme de \$1,150.00. Les dites soumissions ou offres d'achat seront ouvertes et prises en considération par lesdits Commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, à une séance publique qui sera tenue à l'expiration du délai accordé ci-dessus pour soumissionner, savoir le 14 avril 1925, à 7 heures du soir, au lieu ordinaire des sessions. Les Commissaires ne s'engagent à accepter ni la

Tenders

Application for tenders by the School Commissioners for the City of Cap de la Madeleine.

The School Commissioners for the municipality of the city of Cap de la Madeleine, county of Champlain, offer for public sale debentures amounting to one hundred and fifteen thousand (\$115,000.00) dollars. These debentures are redeemable in series during a period of thirty years. They are in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00. They will be dated the first of May, 1925, and will bear a yearly interest of 5% payable the first days of May and November of each year. The principal and interest, namely the debentures and the coupons, will be payable at the offices of La Banque Canadienne Nationale, in the cities of Cap de la Madeleine, Montreal and Quebec.

Every intending purchaser of said debentures, in principal and interests, must send his tender or offer of purchase in writing to the secretary-treasurer of the above commissioners, between this date and the fourteenth of April 1925, at seven o'clock P. M. Every written tender or offer of purchase must be accompanied by an accepted check for a sum of \$1,150.00. The said tenders or offers of purchase will be opened and considered by the said school commissioners of the city of Cap de la Madeleine at a public sitting which will be held at the expiration of the above delay for tendering, namely the fourteenth of April, 1925, at seven o'clock P. M., at the customary place of sitting. The commissioners do

plus basse ni aucune des soumissions qui seront adressées à leur secrétaire-trésorier soussigné.

Hôtel de ville, cité du Cap-de-la-Madeleine, ce vingt-troisième jour du mois de mars 1925.

Le secrétaire-trésorier,

1581

J.-O. LORANGER.

not bind themselves to accept the lowest or any of the tenders which will be addressed to their secretary-treasurer named below.

City Hall, City of Cap de la Madeleine, this twenty third day of the month of March, 1925.

J. O. LORANGER,

1582

Secretary-treasurer.

LA COMMISSION DES ECOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL \$2,000,000.00 D'OBLIGATIONS, A 20 ANS, 5%, ECHEANT LE 1er MAI 1945.

THE MONTREAL CATHOLIC SCHOOLS COMMISSION \$2,000,000.00 OF 20 YEARS 5% BONDS, MATURING THE 1st OF MAY 1945.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, adressées au soussigné, le Secrétaire Général et Trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à son bureau, à Montréal, au numéro 87 de la rue Sainte-Catherine ouest, seront reçues jusqu'à midi, le mardi, 14 avril 1925, pour l'achat de deux millions de dollars (\$2,000,000.00) d'obligations de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, portant intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par an, datées du 1er mai 1925 et remboursables, en or, dans vingt ans (20), le 1er mai 1945, et dont le capital et l'intérêt seront payables à Montréal. Cet emprunt est autorisé en vertu des lois 8 Georges V, chapitre 37 et 10 Georges V, chapitre 39, et les obligations seront contresignées par le Trésorier de la Cité de Montréal, conformément à ces lois et à la loi 54 Victoria, chapitre 53. Les obligations seront bilingues et elles seront émises par coupures au choix de l'acquéreur. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er novembre et le 1er mai de chaque année.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié à l'ordre de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal pour un montant égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Commission se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, au Bureau Central de la Commission à Montréal, au numéro 87 de la rue Sainte-Catherine ouest, le mardi, quatorzième jour d'avril 1925, à trois heures trente de l'après-midi. Le Secrétaire Général et Trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.

AYME LAFONTAINE.

Cabinet du Secrétaire Général et Trésorier, 87, rue Sainte-Catherine ouest.

Montréal, ce 23 mars 1925.

1583

Public notice is hereby given that sealed tenders addressed to the undersigned General Secretary and Treasurer of the Montreal Catholic Schools Commission, at its office at Montreal, at number 87 Sainte Catherine West, will be received unto twelve o'clock noon of Tuesday, the 14th of April, 1925, for the purchase of two million (\$2,000,000.00) dollars of bonds of the Montreal Catholic Schools Commission, bearing interest at the rate of five per cent (5%) per annum, dated the 1st of May, 1925, and redeemable in gold in twenty (20) years, the 1st May, 1945, the capital and interest being payable at Montreal. This loan is authorized under the Statutes 18, George V, chapter 37, and 10 George V, chapter 39, and the bonds shall be countersigned by the Treasurer of the city of Montreal, in accordance with the said Statutes and the Statute 54 Victoria, chapter 53. These bonds shall be bilingual and shall be issued in denominations at the option of the purchaser. The interest shall be payable semi-yearly the 1st of November and the 1st of May of each year.

Each tender must be accompanied by a marked check to the order of the Montreal Catholic Schools Commission for an amount equal to one per cent (1%) of the amount of the loan. The check of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of his contract.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The Commission reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

The tenders will be opened at a public sitting of the Montreal Catholic Schools Commission, at the central office of the Commission, at Montreal, number 87 Sainte Catherine Street West, on Tuesday, the fourteenth day of April, 1925, at half past three of the clock in the afternoon.

AYME LAFONTAINE,

General Secretary and Treasurer of the Montreal Catholic Schools Commission.

Office of the General Secretary and Treasurer, 87 Sainte Catherine Street West.

1584

Montreal, March 23, 1925.

LA TRAVERSE DE L'ILE D'ORLEANS, LIMITEE,

LA TRAVERSE DE L'ILE D'ORLEANS, LIMITEE,

Recevra, jusqu'au 31 mars 1925, des soumissions pour l'achat de débentures émises par la municipalité du comté de Montmorency No. 2, (Ile d'Orléans), datées le 1er janvier 1925, et portant intérêt à 5% payable semi-annuellement.

Ces débentures au montant de \$80,000.00 sont payables par séries, à partir du 1er juillet 1925, au 1er janvier 1945.

La Traverse de l'Ile d'Orléans, Ltée, doit recevoir ces débentures en vertu d'un règlement municipal et d'un contrat ratifié par la Législa-

Will receive, until the thirty-first of March, 1925, tenders for the purchase of debentures issued by the municipality of the county of Montmorency No. 2 (Island of Orleans), dated the first of January, 1925, and bearing interest at the rate of five per cent payable semi-yearly.

These debentures amounting to \$80,000.00 are payable by series from the first of July, 1925, to the first of January, 1945.

La Traverse de l'Ile d'Orléans, Ltée, must receive these debentures under a municipal by-law and a contract ratified by the Legislature of

ture de Québec, et ces débetures porteront le certificat du Ministre des Affaires Municipales.

Il a été pourvu au remboursement de ces débetures et des intérêts par un octroi annuel de \$4,000.00 payable pendant vingt ans, voté par le gouvernement de la province de Québec, et par des versements annuels payables par la Traverse de l'Île d'Orléans, Ltée, lesquels versements sont garantis par des débetures émises par la dite compagnie.

Québec, 19 mars 1925.

LA TRAVERSE DE L'ÎLE D'ORLÉANS, LTÉE.

Par le secrétaire,
P.-A. JUNEAU.

81 rue Dalhousie, Québec.

1511

Quebec and these debentures shall bear the certificate of the Minister of the Municipal Affairs.

The redemption of these debentures and interests has been provided for by an annual grant of \$4,000.00 payable during twenty years, voted by the Government of the Province of Quebec, and by annual instalments payable by La Traverse de l'Île d'Orléans, Ltée, which instalments are secured by debentures issued by said company.

Quebec, March 19, 1925.

LA TRAVERSE DE L'ÎLE D'ORLÉANS, LTÉE.

Per P. A. JUNEAU,
Secretary.

81 Dalhousie Street, Quebec.

1512

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA POINTE-AU-PIC, CO. CHARLEVOIX.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées seront reçues au bureau du soussigné, jusqu'à midi le (6) six d'avril prochain, pour l'achat de (\$2,500.00) deux mille cinq cent piastres de débetures de la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, datées du 1er mai 1925, par des paiements au gré de l'acquéreur pour cinq ans au taux de (5½) cinq et demi pour cent, payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, au bureau de la Banque Provinciale à Montréal, Québec et la Malbaie, Co. Charlevoix.

Ce montant de \$2,500.00, deux mille cinq cents piastres, est autorisé par un règlement portant le No. 171 de la liste des règlements de la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, Co. Charlevoix.

Chaque soumissionnaire devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de la livraison; elle devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la dite soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du conseil municipal de la dite municipalité, le sixième jour d'avril mil neuf cent vingt-cinq, à sept heures et demie de l'après-midi.

La corporation ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
CHS. DESBIENS.

1513-12-2

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF POINTE AU PIC, COUNTY OF CHARLEVOIX

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the undersigned, until twelve o'clock noon of the sixth of April next, for the purchase of two thousand five hundred (\$2,500.00) dollars of debentures of the municipality of the village of Pointe au Pic, dated the first of May 1925, by payments at the option of the purchaser for five years at the rate of five and a half per cent (5½%), payable semi-yearly the first of May and the first of November of each year, at the office of the Provincial Bank, at Montreal, Quebec and La Malbaie, county of Charlevoix.

This loan of two thousand five hundred (\$2,500.00) dollars is authorized by a by-law bearing No. 171 of the list of by-laws of the municipality of the village of Pointe au Pic, county of Charlevoix.

Each tenderer must specify whether the price offered does or does not include the accrued interests at the time of delivery; each tender must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of the amount of the tender.

The tenders will be considered at a sitting of the municipal council of said municipality, the sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty-five, at half past seven o'clock, p. m.

The corporation does not bind itself to accept any of the tenders.

CHS. DESBIENS,
Secretary-treasurer.

1514-12-2

Vente d'effets non réclamés

A CEUX QUI LES PRESENTES VERRONT:—Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février 1924, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Île-du-Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanateur de la compagnie "Les enchères Baillargeon, Limitée", 331 rue Ontario Est, Montréal, Québec, à DEUX heures de l'après-midi, SAMEDI, le NEUVIEME jour de MAI 1925, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Sale of unclaimed freight

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-ninth of February, A. D. 1924, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneers, "The Baillargeon Auctions, Limited", 331 Ontario Street East, Montreal, Quebec, at two o'clock in the afternoon, on SATURDAY, the NINTH day of MAY, A. D. 1925, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Daté à Montréal, Québec, ce second jour de mars 1925.

Canadian National Express,

Montréal, Qué.,
L'Assistant gérant général,
1175-10-6 W.-C. MUIR.

Dated at Montreal, Quebec, this second day of March 1925.

W. C. MUIR,

General Manager,
Canadian National Express,
1176-10-6 Montreal, Que.

Ventes—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE

No. 312-F

Dans l'affaire de: La Cie de Tuyaux de Drainage, Limitée, L'Islet Station, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le HUIT AVRIL 1925, à DIX heures A. M., sera vendu à la porte de l'église de l'Islet Co., l'Islet, l'actif en cette affaire, comme suit:—

Un circuit de terre situé au premier rang de l'Islet, mesurant un arpent de front sur quatre arpents, plus ou moins; borné au nord par Amédée Dubé, au sud par le chemin de fer Intercolonial, est par Joseph Bélanger et Amédée Dubé, ou représentants, ouest par Charles Gagnon ou représentants, connu comme le lot numéro deux cent cinquante-six (256) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Islet.

Un autre terrain situé au nord du chemin de fer Intercolonial, contenant un arpent et huit pieds de largeur sur quatre arpents et trois quarts de longueur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-sept (257) et la partie du numéro cinq cent soixante-cinq (565) située au nord du dit chemin de fer, du cadastre officiel pour la dite paroisse de l'Islet — avec bâtisses, machineries et outillage, le tout évalué à \$100,000.00.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

L'inventaire, les titres et certificats d'enregistrement peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20 paragraphe 4-A-B-C de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent Comptant.

Les syndics autorisés,

Bureaux: GAGNON & CLOUTIER.

147 cote de la Montagne,

Edifice Bossé, Québec.

Québec, 2 mars 1925.

1165-10-2

Dans l'affaire de: Philippe-Alfred Nadeau, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI le 17 AVRIL 1925, à 11 HEURES A. M., seront vendus à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, les immeubles en cette affaire, comme suit:

1. Un terrain situé sur le côté nord de la rue Morin et étant connu et désigné sous le numéro mille neuf cent cinquante-quatre (1954) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec; borné vers le nord par le numéro mille neuf cent soixante-trois (1963), sur le sud par la rue Morin, vers l'est par le numéro mille neuf cent cinquante-trois (1953) et vers l'ouest par le numéro mille neuf cent cinquante-cinq (1955), mesurant quarante-deux pieds et

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

No. 312-F.

In the matter of: La Cie de Tuyaux de Drainage, Limitée, L'Islet Station, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHT of APRIL, 1925, at TEN o'clock A. M., there will be sold, at the door of the church of l'Islet, county of l'Islet, the assets of this estate described as follows:

A certain tract of land situate in the first Range of l'Islet, measuring one arpent in front by four arpents, more or less; bounded to the north by Amédée Dubé, to the south by the Intercolonial Railway, to the east by Joseph Bélanger and Amédée Dubé or representatives, to the west by Charles Gagnon or representatives, known as being lot number two hundred and fifty-six (256) on the official cadastre for the parish of l'Islet.

Another lot of land situate to the north of Intercolonial Railway, containing one arpent and eight feet in width by four arpents and three quarters in length, the whole more or less, known and designated as being lot number two hundred and fifty-seven (257) and the part of number five hundred and sixty-five (565) situate to the north of said railway, of the official cadastre for said parish of l'Islet—with the buildings, machinery and equipment, the whole valued at \$100,000.00

To be sold to the highest bidder.

The inventory, titles and registrar's certificates may be seen at our offices at any time.

This sale is made pursuant to article 716 and 717 C. C. P. and also to article 20 of paragraph 4-A-B-C of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Condition of payment: Cash.

GAGNON & CLOUTIER

Offices: Authorized trustees.

147 Mountain Hill Street,

Bossé Building, Quebec.

Quebec, March 2, 1925.

1166-10-2

In the matter of: Philippe Alfred Nadeau, Québec, authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, 17TH APRIL 1925, at 11 O'CLOCK A. M., Will be sold at our office, 101 Saint Peter Street, Quebec, the immovable properties as follows:

1. A lot of land situated on the north side of Morin Street and being known and designated under number one thousand nine hundred and fifty four (1954) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec; bounded towards the north by lot number one thousand nine hundred and sixty three (1963), towards the south by Morin Street, towards the east by number one thousand nine hundred and fifty three (1953) and towards the west by num-

huit pouces (42' 8") de largeur par soixante-trois pieds (63') de profondeur, mesure anglaise — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sujet à une rente annuelle et constituée de \$24.00 par année, payable à l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang, le 29 novembre.

2. Un terrain situé au coin nord-est des rues Montmagny et Morin et étant connu et désigné comme le numéro mille neuf cent cinquante-huit (1958), sur les plans et dans les livres de renvois officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec; mesurant soixante-quatre pieds et quatre pouces (64' 4") sur la rue Montmagny, cinquante-deux pieds et quatre pouces (52' 4") dans la ligne qui le divise du lot No 1959, le tout sans garantie de mesure précise et mesure anglaise — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que Bouilloire, Pasteuriseurs, Homogénéisateurs et autres machineries servant à l'exploitation de la laiterie et sujet à une rente annuelle et constituée de \$24.00 par année payable à l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang, le 29 novembre.

La vente se fera pour chaque item séparément.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A. B. C. de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 10 mars, 1925.
1351—11-2

Dans l'affaire de Harry-T. Flynn, de Hull, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL 1925, à DEUX heures P. M., seront vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, les immeubles en cette affaire, comme suit:

1. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur ce lot dix-neuf, dans le rang "B" du canton de Northfield, comté de Hull, avec tous les droits nécessaires pour exploiter lesdites mines;

2. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur ce lot numéro seize du dixième rang du canton de Hull;

3. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur ce lot numéro dix-sept "A" et dix-sept "B" du douzième rang du canton de Hull — avec toutes les bâtisses dessus érigées;

4. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur ce lot numéro huit, dans le rang "A" du dit canton de Northfield;

5. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur la partie nord-est du lot vingt-sept "A", dans le quinzième rang du canton de Hull, contenant dix acres de superficie, plus ou moins;

6. Toutes les mines, minéraux et droits miniers qu'il a et peut avoir dans et sur le lot quinze "A" et quinze "B" du rang "D" du canton de Wright;

7. Tout ce lot numéro trente-cinq-quarante-six du rang de front de la Rivière Gatineau, dans

ber one thousand nine hundred and fifty five (1955), measuring forty two feet and eight inches (42' 8") in width by sixty three feet depth, English measure — with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and subject to an annual rent of \$24.00 payable to Hôtel Dieu du Précieux Sang, on the 29th of November.

2. A lot of land situated on the north east corner of Montmagny and Morin Streets and being known and designated under number one thousand nine hundred and fifty eight (1958), on the plan and in the books of official references of the cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec; measuring sixty four feet and four inches (64' 4") on Montmagny Street, fifty two feet and four inches (52' 4") in the division line from lot one thousand nine hundred and fifty nine (1959); the whole without guarantee of exact measure and English measure — with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and also with boiler, pasteurizers, homogenizer and other machineries used in dairy and subject to an annual rent of \$24.00 payable to Hôtel Dieu du Précieux Sang, on the 29th of November.

The sale will be made for each item separately.

This sale is made pursuant to article 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4 A. B. C. of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street.
Quebec, March 10th, 1925.

1352—12-1

In the matter of Harry T. Flynn, of Hull, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, 1925, at TWO o'clock P. M., there will be sold at the Registry Office of the City of Hull, the immovables forming part of this estate, to wit:

1. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon the lot nineteen in range letter "B" of the township of Northfield, county of Hull, with all the necessary rights to work the said mines;

2. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon lot number sixteen, in the tenth range of the township of Hull;

3. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon, lot seventeen "A", and seventeen "B", in the twelfth range of the township of Hull — with all the buildings thereon;

4. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon lot number eight, in range letter "A" of the said township of Northfield;

5. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon the north eastern part of lot twenty-seven "A", in the fifteenth range of the township of Hull, containing ten acres of land in superficies, more or less;

6. All the mines, mineral and mineral rights which he has or might have in, on and upon lot fifteen "A" and fifteen "B", in the range letter "D" of the township of Wright;

7. Lot number thirty-five-forty-six of the Gatineau River front range, in the township of

le canton de Maniwaki, sis et situé dans le village de Maniwaki;

8. Tout ce lot numéro un-quatre-vingt-onze du rang de front de la Rivière Désér, dans le canton de Maniwaki, sis et situé dans ledit village de Maniwaki;

9. Toute cette propriété connue et désignée au cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier numéro deux de la cité de Hull—avec toutes les bâtisses dessus érigées;

10. Tout ce lot numéro deux cent cinq dudit quartier numéro deux de la cité de Hull—avec toutes les bâtisses dessus érigées;

11. Toutes ces bâtisses érigées sur la partie sud du lot numéro deux cent six du quartier deux de la cité de Hull.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A, B, C, de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,

J.-E. COUTURE.

Bureau: 193, rue Principale.

Hull, ce 11 mars 1925.

1441—12-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de Ernest Pilon, épicière, de Montréal, failli.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la Cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, mesurant trente pieds de largeur par toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise, et composé comme suit:

(a) De la totalité du lot numéro cinquante-huit, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par toute la profondeur du dit lot, savoir soixante et onze pieds, mesure anglaise, plus ou moins, de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent trente (2630-58) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent;

(b) De la partie nord-ouest du lot numéro cinquante-neuf de la subdivision du lot originaire susdit, mesurant cinq pieds de largeur par toute la profondeur du dit lot, soixante et onze pieds, mesure anglaise, plus ou moins, la dite partie du lot mesurant cinq pieds de largeur, étant bornée comme suit: En front vers le nord-est par la Rue Saint-Hubert, d'un côté, au sud-est, par la plus grande partie du lot numéro cinquante-neuf, en arrière vers le sud-ouest par la ruelle en arrière du dit emplacement, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro cinquante-huit ci-haut décrit, avec toutes les bâtisses dessus érigées, et spécialement une maison à trois étages comprenant quatre logements et deux magasins, portant les numéros civiques 3552b à 3558a de la Rue Saint-Hubert, et toutes autres dépendances, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, en matière de faillite, rendu le seize Mars, mil neuf cent vingt-cinq, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, paragraphe 4, etc., ayant effet du décret, au bureau du Shérif du District de Montréal, situé au palais de Justice en la dite Cité de Montréal, JEUDI, le VINGT-TROISIEME

Maniwaki, lying and situate in the village of Maniwaki—with all the buildings thereon erected,

8. Lot number one-ninety-one of the Rivière Désér front range, of the township of Maniwaki, and lying and situate in the said village of Maniwaki;

9. All that property known and described according to the official plan and book of reference for ward number two of the City of Hull as the north half of lot number two hundred and six,—with all the buildings thereon erected;

10. Lot number two hundred and five of said ward number two of the city of Hull—with all the buildings thereon erected;

11. All those buildings erected on the south half of lot number two hundred and six of ward number two of the City of Hull.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4, A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. E. COUTURE,

Trustee.

Office: 193 Main Street.

Hull, March 11, 1925.

1442—12-2

Canada, province of Quebec, district of Montreal. In the matter of Ernest Pilon, grocer, of Montreal, Bankrupt.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Saint Hubert Street, measuring thirty feet in width by all the depth of said lot, English measure, and composed as follows:

(a) Of the whole of lot number fifty-eight, measuring twenty-five feet in width by all the depth of said lot, namely seventy-one feet, English measure, more or less, of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and thirty (2630-58) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent;

(b) Of the northwest part of lot number fifty nine of the subdivision of the aforesaid original lot, measuring five feet in width by all the depth of said lot, seventy-one feet, English measure, more or less, the said part of lot measuring five feet in width and being bounded as follows: in front towards the northeast by Saint Hubert Street, on one side to the southeast by the most part of lot number fifty-nine, in rear towards the southwest by the lane in rear of said emplacement, and on the other side towards the northwest by lot number fifty-eight above described, with all the buildings thereon erected and especially a three story house containing four dwellings and two stores, bearing civic numbers 3552b and to 3558a of Saint Hubert Street, and all other dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the sixteenth of March one thousand nine hundred and twenty-five, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4, etc., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House,

jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent vingt-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 18 mars 1925.

1509—12-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de Louis Dupuis, Saint-Gabriel-de-Brandon, Insolvable.

Avis public est par les présentes donné que les lots de terre désignés comme suit:

1. Un lopin de terre vacant ayant front à la Rue Saint-Urbain, en la Cité de Montréal, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-1523), aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis.

2. Un autre lopin de terre vacant ayant front à la rue Delage, en la Cité de Montréal, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent cinquante de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-1550), aux dits plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis.

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le quinze janvier dernier, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 212 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4., etc., ayant effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice en la Cité de Montréal, JEUDI, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent vingt-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 24 mars 1925.

1609—13-2

in said city of Montreal, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-five, at THREE o'clock in the afternoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.

Montreal, March 18, 1925.

1510—12-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. In the matter of Louis Dupuis, Merchant, Saint Gabriel de Brandon, Insolvent.

Public notice is hereby given that the lots of land described as follows:

1. A lot of vacant land fronting on Saint Urbain Street, in the city of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under the number one thousand five hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot number eleven (11-1523), on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint-Louis.

2. Another parcel of vacant land, fronting on Delage Street, in the said city of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under number one thousand five hundred and fifty of the official subdivision of original lot number eleven (11-1550), on the said official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the fifteenth of March, one thousand nine hundred and twenty-five, bearing No. 212 of the Records of said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4, etc., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House, in said city of Montreal, on THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-five, at THREE o'clock in the afternoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.

Montreal, March 24, 1925.

1610—13-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 449.

Avis public est, par les présentes, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 19 février 1925, dans une cause dans laquelle Roderick-B. Masson, cultivateur, des ville et district de Terrebonne, est demandeur; et Raymond Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Suzanne Leclair, veuve de J.-L.-de-G. Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Madeleine Masson, épouse séparée de biens de Achille Bienvenu,

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 449.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, the 19th of February, 1925, in a cause wherein Roderick B. Masson, farmer, of the town and district of Terrebonne, is plaintiff; and Raymond Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Suzanne Leclair, widow of J. L. de G. Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Madeleine Masson, wife separated as to property of Achille Bien-

de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Germaine Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Marie Masson, épouse de C.-A. Harwood, C. R., de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Jeanne Desjardins, veuve de Henri Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal, *es-qualité* de tutrice à ses enfants mineurs Marguerite, Françoise et Henri Masson; Léon Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Henriette Harwood, épouse séparée de biens de Bernard Languedoc, de la cité de Westmount, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Dame Marguerite Harwood, épouse séparée de biens de Chs. Porteous, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; William Harwood, de la cité et du district de Montréal, Dame Joséphine Masson, épouse séparée de biens de F.-de-S. Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Geneviève Masson, épouse séparée de biens de Alphonse Milette, de la ville et du district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser son épouse, Dame Cécile Masson, veuve de Emmanuel-B. Devlin, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario; Edouard Bossange, Suisse; Dame Marie Bossange, veuve de Robert Lesourd, de Meung-sur-Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, épouse séparée de biens de Jacques Doumic, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Elizabeth Bossange, épouse séparée de biens de André Girard, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Françoise Bossange, épouse séparée de biens de M. Eugène Camuset, de Villeny, Loire-et-Cher, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Madeleine Bossange, de la Ferté-St-Aubin, Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, épouse séparée de biens de Jean de Malherbe, Orléans, Loiret, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Marie-Louise-Jeanne Odette Bossange, épouse séparée de biens de Paul Ferrand, Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Isabelle Bossange, épouse séparée de biens de Joseph-Charles-Robert Jeannelle, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Raymond Douvreur, Veauche-sur-Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreur, veuve de Marcel Geoffray, de Paris, France; Dame Mary Bérard, épouse séparée de biens de Louis de Torcy, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Pierre Sutterlin, *es-qualité* de tuteur à Raymond, Odille et Nicolle Sutterlin, de Compiègne, France; Dame Louise-Marie-Pauline-Marguerite Carles de Carbonnière, veuve de Léon Bérard, en sa qualité de tutrice à Marthe-Sophie-Mary Bérard, de Toulouse, Haute Garonne, France; Raymond Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal, en sa qualité de curateur *ad hoc* à Delle Berthe Masson, interdite, pour la représenter et l'assister aux fins des présentes; Louis Leclair, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Jacques et Philippe Masson, enfants mineurs issus du mariage de J.-L.-de-G. Masson et Dame Suzanne Leclair, pour les représenter et les assister aux fins des présentes, sont défendeurs, et les dits Raymond Masson, Chs.-Auguste Harwood, et François-de-Sales-A. Bastien, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de Dame Geneviève Raymond, veuve de l'Honorable Joseph Masson, sont mis en cause, la vente et licitation des immeubles ci-

venu, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Miss Germaine Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Marie Masson, wife of C. A. Harwood, K. C., of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Dame Jeanne Desjardins, widow of Henri Masson, of the city of Outremont, district of Montreal, *es-qualité* of tutrix of her minor children: Marguerite, Françoise and Henri Masson; Léon Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Henriette Harwood, wife separated as to property of Bernard Languedoc, of the city of Westmount, district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Dame Marguerite Harwood, wife separated as to property of Chs. Porteous, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; William Harwood, of the city and district of Montreal; Dame Josephine Masson, wife separated as to property of F. de S. Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Dame Geneviève Masson, wife separated as to property of Alphonse Milette, of the town and district of Terrebonne and the latter to authorize his wife; Dame Cécile Masson, widow of Emmanuel B. Devlin, of the city of Ottawa, province of Ontario; Edouard Bossange, Switzerland; Dame Marie Bossange, widow of Robert Lesourd, of Meung sur Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, wife separated as to property of Jacques Doumic, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Elisabeth Bossange, wife separated as to property of André Girard, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Françoise Bossange, wife separated as to property of Mr. Eugène Camuset, of Villeny, Loire et Cher, France, and the latter to authorize his wife, Miss Madeleine Bossange, of La Ferté St-Aubin, Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, wife separated as to property of Jean de Malherbe, Orléans, Loiret, France, and the latter to authorize his wife; Dame Marie Louise Jeanne Odette Bossange, wife separated as to property of Paul Ferrand, Paris, France, and the latter to authorize his wife; Isabelle Bossange, wife separated as to property of Joseph Charles Robert Jeannelle, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Raymond Douvreur, Veauche sur Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreur, widow of Marcel Geoffray, of Paris, France; Dame Mary Bérard, wife separated as to property of Louis de Torey, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Pierre Sutterlin, *es-qualité* of tutor to Raymond, Odille and Nicolle Sutterlin, of Compiègne, France; Dame Louise Marie Pauline Marguerite Carles de Carbonnière, widow of Leon Bérard, in her quality of tutrix to Marthe Sophie Mary Bérard, of Toulouse, Haute Garonne, France; Raymond Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, in his quality of curator *ad hoc* to Miss Berthe Masson, interdicted, to represent and assist her for the purposes hereof; Louis Leclair, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to Jacques and Philippe Masson, minor children issued from the marriage of J. L. de G. Masson and Dame Suzanne Leclair, to represent and assist them for the purposes hereof, are Defendants; and the said Raymond Masson, Chs. Auguste Harwood and François de Sales A. Bastien, in their quality of testamentary executors to the Estate of Dame Geneviève Raymond, widow

après désignés a été ordonnée, savoir:

1. Le lot numéro C-un de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté Sud-Est par le lot No 1144-B et du côté nord-ouest par le lot No 1144-C-2—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

2. Le lot numéro C-deux de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté sud-est par le lot No 1144-C-1 et du côté nord-ouest par le lot No 1144-C-3—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

3. Le lot numéro C-trois de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-3) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds et demi de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la Côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté sud-est par le lot No 1144-C-2 et du côté nord-ouest par le lot No 1144-D-1—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

4. Un immeuble portant les numéros civiques 264 à 270 de la rue Sherbrooke Est et un autre immeuble portant les numéros civiques 440 à 444 de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, érigés sur deux lots de terre situés à l'encoignure sud-ouest des rues Sherbrooke et Saint-Denis, connus et désignés sous les numéros douze et treize de la subdivision officielle du lot numéro sept cent quarante-six (746-12 et 746-13) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la dite cité de Montréal, contenant, le lot numéro douze, trois mille cent pieds en superficie, et le lot numéro treize deux mille cinq cents pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise. Et avec l'usage en commun, avec tous ceux y ayant droit, dans la ruelle portant le numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro sept cent quarante-six (746-22) desdits plan et livre de renvoi officiels, et située en arrière des dits lots, sans pouvoir l'obstruer—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

5. Un immeuble portant les numéros civiques 107 à 121 de la rue Dorchester Est, en la cité de Montréal, érigé sur le lot numéro trois cent quarante-trois (343) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal; borné devant au sud-est, par la rue Dorchester Est, derrière au nord-ouest par les lots numéros trois cent trente-cinq, trois cent trente-six, trois cent trente-sept et trois cent trente-huit (335, 336, 337 et 338) des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté nord-est par le lot numéro trois cent quarante-quatre (344) des dits plan et livre de renvoi officiels et du côté sud-ouest par le lot numéro trois cent quarante-deux

of the Honourable Joseph Masson, are *mis-en-cause*, the sale and licitation of the immovables hereinafter described has been ordered, to wit:

1. The lot number C-one of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-1) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty-four feet in width by one hundred and five in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon; on the southeast side by the lot No. 1144-B and on the northwest side by the lot No. 1144-C-2—with the houses and buildings thereon erected;

2. The lot number C-two of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-2) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and five in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon, on the southeast side by the lot No. 1144-C-2 and on the northwest side by the lot No. 1144-C-3—with the houses and buildings thereon erected;

3. The lot number C-three of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-3) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty four feet and a half in width by one hundred and five feet in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon, on the southeast side by the lot No. 1144-C-2 and on the northwest side by the lot No. 1144-D-1—with the houses and buildings thereon erected;

4. An immovable bearing civic numbers 264 to 270 of the Sherbrooke Street East, and another immovable bearing the civic numbers 440 to 444 of Saint Denis Street, in the city of Montreal, erected on two lots of land situated at southwest corner of Sherbrooke and Saint Denis Streets, known and designated under numbers twelve and thirteen of the official subdivision of lot number seven hundred and forty-six (746-12 and 746-13) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward of the said city of Montreal, containing, the lot number twelve, three thousand and one hundred feet in superficies, and the lot number thirteen, two thousand and five hundred feet in superficies, more or less, English measure. And with the common use, with all those having rights therein, of the lane bearing number twenty-two of the subdivision of lot number seven hundred and forty six (746-22) of the said official plan and book of reference and lying in rear of said lots, without any rights to encumber same — with the houses and buildings thereon erected.

5. An immovable bearing civic numbers 107 to 121 of the Dorchester Street East, in the city of Montreal, erected on the lot number three hundred and forty-three (343) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal; bounded in front to the southeast, by Dorchester Street East, in rear, to the northwest, by lots numbers three hundred and thirty-five, three hundred and thirty-six, three hundred and thirty seven and three hundred and thirty eight (335, 336, 337 and 338) of said official plan and book of reference, on the northeast side by lot number three hundred and forty four (344) of said official plan and book of reference and on

(342) des dits plan et livre de renvoi officiels, avec droit de passer et repasser dans une ruelle ou passage commençant à la rue Dumarais, laquelle existe sur le lot numéro trois cent trente-sept (337) du dit plan—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

6. Un immeuble portant les numéros civiques 161 à 179 de la rue Drolet, en la cité de Montréal, érigé sur cinq lots de terre portant les numéros cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize et cent dix-sept de la subdivision du lot numéro neuf cent trois (903, 113, 114, 115, 116 et 117) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, mesurant, chacun des dits lots, vingt pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et avec droits dans la ruelle située en arrière des dits lots—avec maisons et bâtisses dessus construites.

Les deux immeubles désignés au paragraphe 4 ci-dessus seront vendus en bloc, comme étant une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, prononcé le 12ième jour de mars 1925.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1925, et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, rendu le 5ième jour de mars 1925, les dites enchères seront reçues au palais de justice du district de Montréal, en la cité de Montréal, cour tenante, à DIX heures de l'avant-midi, à la dite date du 29 avril 1925, et l'adjudication sera close devant le tribunal du dit district de Montréal, conformément aux dispositions du Code de procédure civile de la province de Québec; le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée, au greffe du protonotaire de la dite Cour Supérieure du district de Terrebonne, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée, dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, le 15 mars 1925.

Les procureurs du demandeur,
1573—13-2 BEAUCHAMP & DESJARDINS.

Cour Supérieure, No 3781.

En vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Montréal, rendu le 18 mars, 1925, dans une cause de Dame Onésime Letourneau, de Montréal, demanderesse; contre Jean Letourneau, bourgeois, de Montréal, Marie-Philomène Letourneau, de Montréal, épouse séparée de biens de L.-N. Delorme, médecin, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Joseph Letourneau, de la Cité de Westmount, district de Montréal; Charles-Henri Letourneau, de Montréal, et Cécile Letourneau, de Montréal, épouse séparée de biens de Lucien Tourangeau, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs, et Jean Letourneau, L.-N. Delorme et

the southwest side by lot number three hundred and forty two (342) of said official plan and book of reference, with the right to travel to and fro in a lane or passage beginning at Dumarais Street, which exists upon the lot number three hundred and thirty seven (337) of said plan—with the houses and buildings thereon erected;

6. An immovable bearing civic numbers 161 to 179 of Drolet Street, in the city of Montreal, erected upon five lots of land bearing numbers one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen of the subdivision of lot number nine hundred and three (903-113, 114, 115, 116 and 117) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, each of said lots measuring twenty feet in width by seventy two feet in depth, English measure, and with rights in the lane at the rear of said lots—with the houses and buildings thereon erected.

The two immovables described in paragraph 4 aforesaid will be sold *en bloc* as being one single plot of land, under a judgment of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered the twelfth day of March, 1925.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder the TWENTY NINTH day of APRIL, 1925, and under a judgment of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered the fifth day of March, 1925, the said bids will be received at the Court House of the district of Montreal, in the city of Montreal, sitting the Court, at TEN o'clock in the forenoon, on the said date of the twenty ninth day of April, 1925, and the adjudication will be closed before the tribunal of said district of Montreal, in conformity with the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec; the whole subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Terrebonne, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court of the district of Terrebonne, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from the right of so doing.

Saint Jérôme, March 15, 1925.

BEAUCHAMP & DESJARDINS,
1574—13-2 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 3781.

Under a judgment of the Superior Court of Montreal, rendered the 18th of March, 1925, in a cause wherein Dame Onésime Letourneau, of Montreal, is plaintiff: against Jean Letourneau, gentleman, of Montreal; Marie Philomène Letourneau, of Montreal, wife separated as to property of L. N. Delorme, physician, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof; Joseph Letourneau, of the city of Westmount, district of Montreal; Charles Henri Letourneau, of Montreal, and Cecile Letourneau, of Montreal, wife separated as to property of Lucien Tourangeau, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, are Defendants; and Jean Letour-

Armand Limoges, tous trois exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de Charles-Henri Letourneux, mis-en-cause, la licitation des lots vacants suivants a été ordonnée:

A. Les lots 185 et 186 de la subdivision du lot No. 1703 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, étant chacun de 20 pieds de front par 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Sainte-Marie, Quartier Saint-Henri;

B. Les lots 515, 516, 517, 683, 684, 685, 686, et 687 de la subdivision du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, étant chacun de 25 pieds de front par 100 de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Letourneux;

C. Les lots 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767 et 768 de la subdivision du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, étant chacun de 25 pieds de front par 100 de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Lasalle;

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de MAI 1925, dans la salle d'audience No 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre que le Juge pourra alors fixer, à DIX heures A.M., heure de Montréal, dans l'ordre et de la manière ci-dessus mentionnés, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour, quinze jours avant le jour fixé pour la vente, et toute opposition à la dite vente devra être déposée au Greffe, bureau du Prothonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la dite vente et l'adjudication, et toute opposition afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON.
Montréal, le 24 mars 1925. 1615—13-2

VENTE PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

No 349. } CHARLES BEAUCHEMIN,
 } marchand d'Amos, district
d'Abitibi, demandeur; vs ARTHUR BARIL,
de Landrienne, dit district d'Abitibi, défendeur,
à savoir:

Comme appartenant au dit demandeur:

Le lot de terre portant le numéro soixante-deux (62), du rang numéro dix (10) du canton La Motte, paroisse de Saint-Marc-de-Figuery, dit district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec —avec bâtisses, circonstances et dépendances, ou tous droits que peut posséder le dit Charles Beauchemin sur ce lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Marc de Figuery susdit, le SEPTIEME jour

neux, L. N. Delorme and Armand Limoges, all three testamentary executors and trustees of the estate of Charles Henri Letourneux are mis-en-cause, the licitation of the following vacant lots of land has been ordered:

The lots 185 and 186 of the subdivision of lot No. 1703 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each lot measuring 20 feet in front by 80 feet in depth, more or less, English measure, fronting on Sainte Marie Street, Saint Henri Ward.

B. The lots 515, 516, 517, 683, 684, 685, 686, and 687 of the subdivision of lot No. 8 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, each lot, measuring 25 feet in front by 100 in depth, more or less, English measure, fronting on Letourneux Street;

C. The lots 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, and 768 of the subdivision of lot No. 8 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; each lot measuring 25 feet in front by 100 in depth, more or less, English measure, fronting of Lasalle Street.

The above immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the NINTH day of MAY, 1925, in Room No. 31, at the Court House, at Montreal, or in any other room which the presiding judge may then indicate, at TEN o'clock A.M., Montreal time, in the order and in the manner above mentioned, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court, fifteen days before the day fixed for the sale, and any opposition to said sale must be filed in the office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment within six days after the adjudication, the whole under pain of being foreclosed from so doing.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, March 24, 1925. 1616—13-2

SHERIFF'S SALE ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

No. 349. } CHARLES BEAUCHEMIN,
 } merchant, of Amos, district
of Abitibi, plaintiff; vs ARTHUR BARIL,
of Landrienne, said district of Abitibi, defendant,
to wit:

As belonging to said plaintiff:

The lot of land bearing number sixty-two (62) of Range number ten (10) of the township of La Motte, parish of Saint Marc de Figuery, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies, or all the rights which the said Charles Beauchemin may have upon said lot.

To be sold at the door of the church of Saint Marc de Figuery aforesaid, the SEVENTH day

d'AVRIL prochain 1925, à DIX heures de l'avant-midi. of APRIL, next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 2 mars 1925. 1193—10-2
[Première publication, le 7 mars 1925]

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, March 2, 1925. 1194—10-2
[First publication, March 7, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 58. } M. BENARD & CIE, LTÉE,
corps politique et incor-
poré, ayant sa principale place d'affaires à Amos,
dit district d'Abitibi, demanderesse; vs L.-L.-A.
MONPAS, d'Amos, défendeur, savoir:

1. Un camp construit en bois rond et situé sur un terrain formant prolongement du lot No cinquante-quatre (54) du rang No un (1), du canton Béarn, dit district d'Abitibi, lequel terrain ayant une superficie d'environ trois (3) acres et tenant au lac Obalski;

2. Tous les droits que le dit défendeur a et peut avoir acquis du Gouvernement de Québec, pour six (6) ans à venir, sur le terrain plus haut décrit, à charge de payer dix (\$10.00) piastres par année au dit Gouvernement de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, à Amos, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 2 mars 1925. 1195—10-2
[Première publication, le 7 mars 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No 58. } M. BENARD & CIE, LTÉE,
a body politic and cor-
porate having its head office at Amos, said dis-
trict of Abitibi, plaintiff; vs L. L. A. MONPAS,
of Amos, defendant, to wit:

1. A log camp situate upon the lot of land forming the prolongation of lot number fifty-four (54) of Range number one (1) of the township of Bearn, said district of Abitibi, which lot of land has an area of about three (3) acres, and borders on lake Obalski.

2. All the rights which the said defendant has and may have acquired from the Government of Quebec, for six (6) years to come, upon the lot of land above described, subject to the payment of ten (\$10.00) dollars per year to said Government of Quebec.

To be sold at my office, at Amos, the EIGHTH day of APRIL next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, March 2, 1925. 1196—10-2
[First publication, March 7, 1925]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } LÉON FARIBAULT & al,
No. 7909. } demandeurs; contre JO-
SEPH BERNARD, défendeur.

Le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Georges, faisant maintenant partie de la paroisse de Saint-Philibert, Beauce—avec bâ-
tisses, circonstances et dépendances, avec ré-
serve de la coupe de bois appartenant à Brown
Corporation, suivant ses titres, et la coupe du
cèdre appartenant à Alfred Roy.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philibert, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

GUSTAVE GARANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph-de-Beauce, 3 mars 1925.
[Première publication, le 7 mars, 1925]
1197—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } LÉON FARIBAULT & al,
No. 7909. } plaintiffs; against JOSEPH
BERNARD, defendant.

The lot number six hundred and ninety-eight (698) of the official cadastre for the parish of Saint Georges, now forming part of Saint Philibert, Beauce—with the buildings thereon, cir-
cumstances and dependencies, under reserva-
tion of the cut of timber belonging to the Brown
Corporation, according to titles, and the cut of
cedar belonging to Alfred Roy.

To be sold, at the door of the church of the parish of Saint Philibert, the SEVENTH of APRIL next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, March 3, 1925.
[First publication, March 7, 1925]
1198—10-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Québec, District of Iberville,
Cour Supérieure.

No 177. } ELIE LEMAIRE, cultivateur,
de Saint-Bonaventure, district
de Richelieu, demandeur; vs ALBERT FOUR-
NIER, de Notre-Dame-de-Stanbridge, district
de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville,
Superior Court.

No 177. } ELIE LEMAIRE, farmer, of
Saint Bonaventure, in the
District of Richelieu, plaintiff; vs ALBERT
FOURNIER, of Notre Dame de Stanbridge,
in the district of Bedford, defendant.

1. Un terrain connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quarante-trois (443-1) du cadastre officiel du village de Granby, de la contenance de trente-deux pieds et demi de largeur, à compter de la ligne nord dudit lot, par cent trente-deux pieds de profondeur à compter du côté est de la rue Saint-Jean.

2. Un autre terrain connu comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quarante-trois (443-2)—avec maison à deux logis et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Granby, en la cité de Granby, district de Bedford, le SIXIEME jour de MAI, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1587—13-2

1. A land known and designated as being the northwest part of the lot number one of the official subdivision of lot number four hundred and forty-three (443-1) of the official cadastre of the village of Granby, containing thirty-two feet and a half in width, measured from the north line of said lot, by one hundred and thirty two feet in depth, measured from the east side of Saint John Street.

2. Another land known and designated as being the lot number two of the official subdivision of lot number four hundred and forty-three (443-2)—with a two tenement house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, district of Bedford, on the SIXTH day of MAY 1925, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 23rd, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1588—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec, District of Bedford.
Cour Supérieure.

No 481. } DAME MARGUERITE-EVE-
LINE THIBAUT, veuve
de feu Joseph Gingras, dans son vivant, notaire,
de la ville de Waterloo, district de Bedford, de-
manderesse; vs THOMAS ROY, des cité et dis-
trict de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :—

Une certaine ferme, avec les bâtisses sus-é-
rigées, située dans le canton Granby, district de
Bedford, contenant cent acres de terre en super-
ficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan
et livre de renvoi officiels du cadastre dudit can-
ton de Granby, sous le numéro sept cent quatre-
vingt-neuf (789).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, district de Bedford, le SIXIEME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetburg, Qué., 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1589—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec, District of Bedford.
Superior Court.

No. 481. } DAME MARGUERITE EVE-
LINE THIBAUT, widow of
the late Joseph Gingras, in his lifetime, notary,
of the town of Waterloo, district of Bedford,
plaintiff; vs THOMAS ROY, of the city and
district of Montreal, defendant.

As belonging to defendant :—

A certain farm with the buildings thereon
erected, situated in the township of Granby,
district of Bedford, containing one hundred acres
of land in superficies, more or less, known and
designated upon the official cadastral plan, and
in the book of reference of the said Township of
Granby, under the number seven hundred and
eighty nine (789).

To be sold at the parochial church door of the
Parish of Notre Dame de Granby, in the city of
Granby, district of Bedford, on the SIXTH
day of MAY, 1925, at TEN of the clock in the
forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 23rd, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1590—13-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH LEVESQUE
No 9467. } et ONESIME LE-
VESQUE, tous deux de Port-Alfred et y faisant
affaires en société sous la raison sociale de "Le-
vesque & Frère"; contre ADJUTOR BROCHU,
résidant à Saint-Alexis de la Grande-Baie.

Les lots de terre connus et désignés au cada-
stre officiel pour la paroisse de Saint-Alexis de
la Grande-Baie sous les numéros trois cent soixan-
te-huit et trois cent soixante-neuf (368 et 369)
du troisième rang Nord, chemin de Bagot,
partie Sud-Est—avec les constructions, amélio-
rations, circonstances et dépendances dont le
défendeur est actuellement en possession à titre
de propriétaire.

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH LEVESQUE
No. 9467. } and ONESIME LE-
VESQUE, both of Port Alfred and carrying on
there business in partnership, under the firm name
and style of "Levesque & Frère"; against ADJU-
TOR BROCHU, domiciled at Saint Alexis de
la Grande Baie.

The lots of land known and designated on the
official cadastre for the parish of Saint Alexis
de la Grande Baie, under numbers three hundred
and sixty-eight and three hundred and sixty-nine
(368 and 369) of the third Range north, Bagot
road, southeast part—with the buildings, improve-
ments, circumstances and dependencies presently
possessed by the Defendant as owner.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Alexis de la Grande-Baie, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

[Première publication, le 28 mar 1925]
1619—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir : } **ARMAND SIMARD**,
No. 9141. } marchand, de Bagotville; contre HELENE GIRARD, veuve de feu Joseph Lavoie, de Saint-Alexis de Grande Baie, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs: Alice, Hermance, Laura, Roland, Paul, Berthe et François Lavoie, tous de Saint-Alexis de Grande-Baie.

Un emplacement formant partie du lot cadastral numéro quatre-vingt (80) du village de la Grande-Baie, canton Bagot—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, composé de deux terrains ci-après décrits, savoir: (a) d'un terrain mesurant quarante-deux pieds de front sur quarante pieds de profondeur; borné en front ou à l'est à la rue Saint-Paschal, en arrière ou vers l'ouest, au terrain plus bas décrit, d'un côté, au nord au lot cadastral numéro soixante-dix-huit (78) et de l'autre côté au sud au surplus du dit lot cadastral numéro quatre-vingt (80) et (b) d'un terrain mesurant cinquante-deux pieds de largeur au front et trente-six pieds de largeur en arrière, sur soixante-quinze pieds de profondeur; borné en front ou à l'est, partie au terrain en premier lieu décrit et partie au surplus du dit lot cadastral numéro quatre-vingt (80), et du côté nord partie au dit lot cadastral numéro soixante-dix-huit (78) et partie au dit lot cadastral numéro soixante-dix-sept (77);—une bande de terrain de neuf pieds de largeur dans la partie sud du terrain décrit plus haut et désignée (a) et en bordure d'un petit emplacement situé au sud, qui appartient à Maurice Girard, sert de passage commun à perpétuité au dit Maurice Girard, et aux propriétaires actuels, leurs représentants et ayants cause.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alexis de la Grande-Baie, MARDI le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 27 février, 1925.

[Première publication, le 7 mars 1925]
1199—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } **LA VILLE DE CHICOUTIMI**,
C. du R. No 3067. } **COUTIMI**, corps politique incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Chicoutimi, demanderesse; contre ERNEST BOILY, fils de Joseph, journalier, autrefois de la ville de Chicoutimi, et demeurant actuellement à Port-Alfred:

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro six cent quarante-quatre (644) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure quarante-deux pieds de largeur de l'Est à l'Ouest sur cent pieds de profondeur du Sud au Nord, et est compris dans les bornes suivantes: en front vers le Nord par la rue de front No 1, vers l'Ouest par le terrain de Joseph Savard ou représentants, vers le Sud

To be sold at the door of the church of Saint Alexis de la Grande Baie, MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

[First publication, March 28, 1925]

1620—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **ARMAND SIMARD**,
No. 9142. } merchant, of Bagotville; against HELENE GIRARD, widow of the late Joseph Lavoie, of Saint Alexis de Grande Baie, both personally and in her quality of tutrix to her minor children, Alice, Hermance, Laura, Roland, Paul, Berthe and François Lavoie, all of Saint Alexis de Grande Baie.

An emplacement forming part of cadastral lot number eighty (80) of the village of La Grande Baie, township of Bagot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, composed of the two lots of land hereunder described: (a) A lot of land measuring forty-two feet in front by forty feet in depth; bounded in front or to the east by Saint Paschal Street, in rear or to the west by the lot of land herein below described, on one side to the north by cadastral lot number seventy-eight (78) and on the other side to the south by the residue of said cadastral lot number eighty (80), and, (b): A lot of land measuring fifty-two feet in width in front and thirty-six in width in rear, by seventy-five feet in depth; bounded in front or to the east partly by the lot of land firstly above described and partly by the residue of said cadastral lot number eighty (80), and on the north side partly by said cadastral lot number seventy-eight (78) and partly by said cadastral lot number seventy-seven (77); a strip of land of nine feet in width in the south part of the lot of land above described and designated in paragraph (A) and bordering a small emplacement lying to the south, belonging to Maurice Girard, is used as a common passage, at perpetuity, for said Maurice Girard and for the present owners, their representatives and assigns.

To be sold at the door of the church of Saint Alexis de la Grande Baie, on TUESDAY, the FOURTEENTH of APRIL next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, February 27, 1925.

[First publication, March 7, 1925]
1200—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **THE TOWN OF CHICOUTIMI**,
R. C. No. 3067. } **COUTIMI**, a body politic and corporate, having its head office in the town of Chicoutimi, plaintiff; against ERNEST BOILY, son of Joseph, laborer, heretofore of the town of Chicoutimi, and now residing at Port Alfred.

A parcel of land or emplacement forming part of lot number six hundred and forty four (644) on the official cadastre of the town of Chicoutimi, measuring forty-two feet in width from east to west, by one hundred feet in depth from south to north and being bounded as follows: in front towards the north by Front Street No. 1, towards the west by the lands of Joseph Savard or representatives, towards the south by the land of

par le terrain de Gaspard Lemoine, et vers l'Est, par le terrain de Eugène Tremblay ou représentants, suivant une ligne parallèle au côté Est de l'emplacement de Joseph Savard ou représentants et distante vers l'Est de quarante-deux pieds de ce côté—avec toutes bâtisses dessus construites et toutes dépendances.

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice de Chicoutimi, LUNDI, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 27 février 1925. 1201-10-2
[1^{re} publication, le 7 mars 1925]

Gaspard Lemoine and towards the east by the land of Eugène Tremblay or representatives, following a land parallel to the east side of the emplacement of Joseph Savard, or representatives and forty-two feet distant therefrom to the east thereof—with all the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, at the Chicoutimi Court House, on MONDAY, the SIXTH day of APRIL next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ELZ. BOIVIN, Sheriff.
Chicoutimi, February 27, 1925. 1202-10-2
[First publication, March 7, 1925]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière du-Loup, à savoir: } OMER VEZINA,
No. 9650. } NA, ouvrier

de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur; contre DAME BERTHE LECLERC, épouse séparée de bien de sieur Camille Côté, ci-devant avocat, de la cité de Rivière du-Loup, la dite Dame Leclerc, actuellement de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, dûment autorisée aux fins des présentes, défende esse; savoir:—

1. Un terrain ou emplacement contenant quarante-six pieds de front sur la rue de l'Eglise, en la cité de Rivière-du-Loup, par une profondeur de cent cinquante et un pieds; borné en front, au nord à la rue de l'Eglise, au sud à J.-Y. Pommet, à l'ouest à la rue Joly et à l'est au terrain ci-après décrit, lequel terrain fait partie du lot de terre numéro deux cent deux (Ptie No. 202), au cadastre officiel de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un au e terrain situé au même endroit, contigu au premier, contenant cinquante pieds et trois pouces de front au nord et cinquante pieds de largeur au sud, superficie de 7325 pieds; borné en front au nord à la dite rue de l'Eglise, au sud à J.-Y. Pommet, à l'est à J.-O. Binet, es-qualité, et à l'ouest au terrain ci-dessus; lequel terrain fait également partie du dit lot de terre numéro deux cent deux (Ptie No. 202) de la ville de Fraserville—avec de plus toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif, J.-O. GIRARD.
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1585-13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } OMER VEZINA,
No. 9650. } wo kman, of the

city of Rivière du Loup, plaintiff; against DAME BERTHE LECLERC, wife separated as to property of Mr. Camille Côté, heretofore advocate, of the city of Rivière du Loup, the said Dame Leclerc actually of the parish of Cap Saint Ignace, duly authorized for the purposes hereof, defendant; to wit:

1. A lot of land or emplacement containing forty-six feet in front on Church Street, in the city of Rivière du Loup, by a depth of one hundred and fifty-one feet; bounded in front to the north by Church Street, to the south by J. Y. Pommet, to the west by Joly Street, and to the east by the lot of land hereinafter described, which lot of land forms part of the lot of land number two hundred and two, (Part No. 202), on the official cadastre of the town of Fraserville, county of Témiscouata—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. Another lot of land situate at the same place, adjoining the lot firstly described, containing fifty feet and three inches in front to the north and fifty feet in width to the south, with a superficies of 7,325 feet; bounded in front to the north by said Church Street, to the south by J. Y. Pommet, to the east by J. O. Binet, *es quali'é*, and to the west by the lot of land hereabove described, which lot of land forms also part of said lot of land number two hundred and two (Part No. 202) of the town of Fraserville—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Saint Patrice of Rivière du Loup, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD, Sheriff.
Sheriff's office, J. O. GIRARD.
Rivière du Loup, March 23, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1586-13-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } ANTONIO SAINT-PIERRE, journa-

No. 1743.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } ANTONIO SAINT-PIERRE, laborer, of

No. 1743.

lier, de la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, demandeur; contre NAPOLEON SAINT-LAURENT et NARCISSE BOUTIN, de l'endroit appelé Lac Frontière, comté et district de Montmagny, défendeurs. et MAURICE ROUSSEAU, ALEXANDRE CHOUINARD et J.-LÉO-K. LAFLAMME, tous trois avocats de la ville de Montmagny, et y pratiquant ensemble sous les noms et raison sociale de "ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME", procureurs d'instance:

Comme appartenant à Napoléon Saint-Laurent:

"Un emplacement et bâtisses à Lac-Frontière, désigné au cadastre officiel comme étant le lot numéro trente deux-soixante dix huit (32-78) et par le dit cadastre officiel pour le village du Lac-Frontière, sous les numéros trente-trois-quatorze (33-14) et trente-trois-quinze (33-15), en le dixième rang canton Talon, tel que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives.

Comme appartenant à J.-Narcisse Boutin:

"Deux emplacements contenant ensemble cent vingt pieds (120) de largeur par cent vingt pieds (120) de profondeur, mesure anglaise, désignés au cadastre officiel pour le village du Lac-Frontière, sous les numéros trente-trois-quatorze (33-14) et trente-trois-quinze (33-15), en le dixième rang canton Talon, tel que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonidas du Lac-Frontière. MERCREDI le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny, 23 mars, 1925. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1591-13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } PRUDENT DAI-
No 2094. } GLE, cultivateur,
de Saint-Aubert, comté de l'Islet, demandeur;
contre HONORE ROBICHAUD, fils, cultivateur,
de l'Hôpital Saint-Michel-Archange, de
Mastai, défendeur, et Docteur SALUSTE ROY,
surintendant médical de l'Hôpital Saint-Michel-
Archange, mis en cause.

Une terre située sur le premier rang de Saint-Aubert, mesurant deux arpents de front sur la profondeur du rang; bornée au nord aux terres de Saint-Jean-Port-Joli, au sud, au deuxième rang de Saint-Aubert, au nord-est, à François-S. Pelletier, et au sud-ouest, à Louis Duval—avec les bâtisses dessus construites, dépendances et appartenances, connue au cadastre officiel de Saint-Aubert, sous le numéro quarante (40).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aubert, MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 2 mars 1925. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, le 7 mars 1925]
1203-10-2

the parish of Sainte Perpétue, county of l'Islet, plaintiff; against NAPOLEON SAINT LAURENT et NARCISSE BOUTIN, of the place called Lac Frontière, county and district of Montmagny, defendants; and MAURICE ROUSSEAU, ALEXANDRE CHOUINARD & J. LEO K. LAFLAMME, all three advocates of the town of Montmagny and there practising together under the firm name and style of "ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME", attorneys distracting for costs.

As belonging to Napoléon Saint Laurent:

An emplacement, with the buildings thereon, at Lac Frontière, described on the official cadastre as being lot number thirty-two — seventy-eight (32-78) and part of thirty-two-seventy-four (32-74), in the tenth Range of the township of Talon, being two subdivisions of lot thirty-two (32) in said Range and township.

As belonging to J. Narcisse Boutin:

Two emplacements containing together one hundred and twenty (120) feet in width by one hundred and twenty (120) feet in depth, English measure, described on the official cadastre for the village of Lac Frontière, under numbers thirty-three fourteen (33-14) and thirty-three fifteen (33-15), in the tenth Range of the township of Talon, as the whole now subsists, with the active and passive servitudes.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Léonidas du Lac Frontière on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of APRIL next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS, Sheriff.
Montmagny, March 23, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1592-13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } PRUDENT DAIGLE,
No. 2094. } farmer, of Saint
Aubert, county of l'Islet, plaintiff; against
HONORE ROBICHAUD, junior, farmer, of
Saint Michel Archange Hospital, of Mastai,
defendant, and Dr. SALUSTE ROY, Medical
Superintendent of Saint Michel Archange Hos-
pital, mis-en-cause.

A farm situate in the first Range of Saint Aubert, measuring two arpents in front by the depth of the Range; bounded to the north by the lands of Saint Jean Port Joli, to the south by the second Range of Saint Aubert, to the north east by François S. Pelletier and to the south west by Louis Duval—with the buildings thereon erected, dependencies and appurtenances, known on the official cadastre of Saint Aubert under number forty (40).

To be sold at the door of the parish church of Saint Aubert, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of APRIL next, (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

J. C. LISLOIS, Sheriff.
Montmagny, March 2, 1925. 1204-10-2
[First publication, March 7, 1925]

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **WAYNE TANK AND PUMP COMPANY OF CANADA, LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, dans la Province d'Ontario, demandeur; vs **LUDGER MENARD**, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires sous la raison sociale de Menard Garage, défendeur.

Un emplacement composé de: Un lot de terre faisant front sur la rue Saint-Ambroise, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot No 83 de la subdivision officielle du lot originaire numéro mil neuf cent treize (1913 P. S. O. 83) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 20 pieds et 1 pouce de front en avant et 23 pieds et 6 pouces en arrière, sur une profondeur de 89 pieds et 5 pouces dans l'autre ligne et une superficie de 1961 pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front par la dite rue Saint-Ambroise, en arrière par le lot No 1844 des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-est par le résidu du dit lot No 1913-83 du dit cadastre officiel et de l'autre côté au sud-ouest par le lot No 1913-72 du dit cadastre.

La partie nord-est du lot No quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mil neuf cent treize (1913 P. N.-E. 82) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant 4 pieds et 9 pouces de front en avant et 1 pied et 9 pouces de front en arrière sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds et un pouce et une superficie de 284 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en avant par la dite rue Saint-Ambroise, en arrière par le lot No 1844 des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord, par le lot en premier lieu décrit et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot No 1913-82—avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro 223 rue Saint-Ambroise. Le mur sud-ouest de laquelle bâtisse est mitoyen avec la propriété adjacente.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 23 mars, 1925.

Bureau du Shérif,
Montréal, 25 mars, 1925.

[Première publication, le 28 mars, 1925]
1621—13-2

Le Shérif,
L.-J. LEMIEUX.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **WAYNE TANK AND PUMP COMPANY OF CANADA, LIMITED**, a body politic and corporate having its head-office at Toronto, in the Province of Ontario, plaintiff; vs **LUDGER MENARD**, of the city and district of Montreal, and there carrying on business under the firm name of "Menard Garage", defendant.

An emplacement composed of: A lot of land fronting of Saint-Ambroise Street, in the city of Montreal, known and designated as being the southwest part of lot No. 83 of the official subdivision of original lot number one thousand nine hundred and thirteen (1913 S. W. Pt. 83) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 20 feet and 1 inch in width, in front, and 23 feet and 6 inches in rear, by a depth of 89 feet and 5 inches in the other line and an area of 1961 feet, the whole English measure and more or less; bounded in front by said Saint-Ambroise Street, in rear by lot No. 1844 of said official plan and book of reference, on the northeast side by the residue of said lot No. 1913-83 of said official cadastre and on the other side to the southwest by lot No. 1913-72 of said cadastre.

The northeast part of lot number eighty-two of the official subdivision of original lot number one thousand nine hundred and thirteen (1923 N. E. Pt. 82) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring 4 feet and 9 inches in width in front, and 1 foot and 9 inches in width, in rear, by a depth of ninety feet and one inch and an area of 284 feet, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by said Saint-Ambroise Street, in rear by lot No. 1844 of said official plan and book of reference, on one side to the north by the lot firstly described and on the other side to the southwest by the residue of said lot No. 1913-82—with the buildings thereon erected bearing number 223 Saint-Ambroise Street. The southwest wall of said building is mitoyen with the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 23rd of March, 1925.

Sheriff's office,
Montreal, March 25, 1925.

[First publication, March 28, 1925]
1622—13-2

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **JOSEPH-P. LANCOTOT ET AL.** demandeurs; vs **JOSEPH-ADELARD SEGUIN**, défendeur.

(a) Un emplacement situé sur la rue Chambord, dans la cité de Montréal, composé, le dit emplacement, de la moitié sud-est du lot No 102, de la subdivision officielle du lot No 331 (½ S. E. 331-102), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant, le dit emplacement, 25 pieds de front sur 86 pieds de profondeur, mesuré en anglaise et plus ou moins; borné en front par la dite rue

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **JOSEPH P. LANCOTOT ET AL.**, plaintiffs; vs **JOSEPH ADELARD SEGUIN**, defendant.

A. An emplacement situate on Chambord Street in the city of Montreal, composed, the said emplacement, of the southeast half of lot No. 102 of the official subdivision of lot No. 331 (S. E. ½ 331-102) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing, said emplacement, 25 feet in front by 86 feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by said Cham-

Chambord, en profondeur par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du susdit lot et de l'autre côté par le lot No. 103 de la susdite subdivision—avec l'usage en commun de la ruelle située sur la profondeur du dit emplacement, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

(b) Un emplacement faisant face à la rue de Lanaudière, dans le quartier Saint-Denis, en la dite cité de Montréal, formant la partie nord-ouest du lot trois cent trente et un, subdivision deux cent onze (331 N. O. Pt. 211), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis; borné en front par la dite rue de Lanaudière, d'un côté par le lot trois cent trente et un (331), deux cent dix, en arrière par le lot No. 331—cent soixante-huit, et de l'autre côté par le reste de la dite subdivision deux cent onze, et contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-treize pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec le bâtiesse sus érigées et toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

(c) La moitié indivise d'un emplacement sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, connue comme lot numéro cent trente-huit (138), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les bâtiesse sus érigées et avec tous droits qu'ils pourraient avoir dans les murs de pignons d'icelles. Avec aussi tous leurs droits à la ruelle désignée comme lot numéro cent trente-six A du dit plan officiel et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

Montréal, 25 mars, 1925.

[Première publication, le 28 mars, 1925]

1623—13-2

L.-J. LEMIEUX.

bord Street, in depth by a lane, on one side by the other half of said lot and on the other side by lot No. 103 of the aforesaid subdivision—with the common use of the lane situate at the rear of said emplacement, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovable.

B. An emplacement fronting on De Lanaudière Street, in Saint Denis Ward, in said city of Montreal, forming the northwest part of lot three hundred and thirty one, subdivision two hundred and eleven (331-N. W. Pt. 211) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis; bounded in front by said De Lanaudière Street, on one side by lot three hundred and thirty-one (331) two hundred and ten, in rear by lot No. 331—one hundred and sixty-eight, and on the other side by the residue of said subdivision two hundred and eleven and containing twenty-five feet in width by seventy-three feet and six inches in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

C. The undivided half of an emplacement on Sanguinet Street, in the city of Montreal, known as being lot number one hundred and thirty-eight (138) of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected, and with all the rights they may have in the gable walls thereof. Also together with all their rights in the lane described as being lot number one hundred and thirty-six A of said official plan and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office,

Montreal, March 25, 1925.

[First publication, March 28, 1925]

1624—13-2

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ELIZABETH
No 2607. } HUNTINGDON, de
Saint-Mathias, dans le district de Saint-Hyacinthe, veuve de feu Laurence de K. Stephens, en sa qualité de tutrice dûment nommée à ses enfants mineurs Sheldon Stephens et Frances Danforth Stephens, demanderesse; vs WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse.

Vingt-cinq (25) lots de terre situés dans le quartier de la Côte Saint-Paul, de la cité de Montréal, étant les lots numéros 629, 640, 668, 696, 706, 712, 732, 739, 740, 764, 775, 799, 823, 833, 857, 869, 881, 893, 907, 919, 931, 1006, 943, 972 et 603 du lot officiel No 4671 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, lesdits lots adjoignant et communiquant avec les avenues Wedgewood, Dubois et Currie.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$200.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son en-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ELIZABETH
No. 2607. } HUNTINGDON, of
Saint Mathias, in the district of Saint Hyacinthe, widow of the late Laurence de K. Stephens, in her quality of tutrix duly appointed to her minor children, Sheldon Stephens and Frances Danforth Stephens, plaintiff; against WEDGEWOOD PARK COMPANY, LIMITED, a body corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Twenty five (25) lots of land situate in the Code Saint Paul Ward of the city of Montreal, being lots numbers 629, 640, 668, 696, 706, 712, 732, 739, 740, 764, 775, 799, 823, 833, 857, 869, 881, 893, 907, 919, 931, 1006, 943, 972 and 603 of official lot No. 4671, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, said lots adjoining or connecting with Wedgewood, Dubois and Currie Avenues.

To be sold *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pur-

chère, suivant jugement de l'honorable juge suant to a judgment of Hon Judge Bruneau, Bruneau, daté le dix-septième jour de mars dated the seventeenth day of March, 1925. 1925.

Le Shérif, L. J. LEMIEUX, Sheriff's office, L. J. LEMIEUX, Sherif.
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX. Montreal, March 25, 1925.
Montréal, 25 mars, 1925. [Publications March 14 and 21, 1925 are
[Les publications du 14 et du 21 mars 1925 sont null] 1483-13-2 null] 1484-13-2
nulle].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **THE BARRETT COMPANY, Limited**, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **VICTOR-ALPHONSE PILON** et **JOSEPH-ALFRED PILON**, tous deux marchands, défendeurs. et **L.-A. BEDARD**, curateur au dé-laissement.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Clarke, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro mille soixante-seize du lot originaire numéro onze (11-1076-N ½ 22) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, mesurant vingt-trois pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—sans bâtisses et borné comme suit: en front par ladite rue Clarke, d'un côté par le résidu du lot numéro 11-1076-22, et de l'autre côté par la rue du Pacifique et en arrière par une ruelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'avril prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, L.-J. LEMIEUX. Sheriff's office, L. J. LEMIEUX, Sherif.
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX. Montreal, March 4th, 1925.
Montréal, le 4 mars 1925. [First publication, March 7, 1925]
[Première publication, le 7 mars, 1925] 1231-10-2 1232-10-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec.—District de Nicolet.
No 459. } **CALIXTE DUVAL**, demandeur; vs **PIERRE LAMY**, défendeur.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, portant le numéro vingt-cinq (25) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Un lot de terre situé au même lieu et portant le numéro trois cent quatre-vingt-trois (383) du susdit cadastre pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet—avec bâtisses et dépendances dessus construites. A distraire la partie occupée par le chemin de fer Intercolonial.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, comté de Nicolet, le VINGT-DEUXIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif, L.-P.-H. BOURK. Sheriff's office, L. P. H. BOURK, Sherif.
Bureau du Shérif, L.-P.-H. BOURK. Nicolet, March 16, 1925.
Nicolet, le 16 mars, 1925. [First publication le 21 mars, 1925] 1489-12-2 1490-12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **THE BARRETT COMPANY, Limited**, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against **VICTOR ALPHONSE PILON** and **JOSEPH ALFRED PILON**, both merchants, defendants; and **L. A. BEDARD**, curator to the surrender made in this cause.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Clarke Street, known and designated as the north half of lot number twenty-two of subdivision lot number ten hundred and seventy-six of the original lot number eleven (11-1076-N ½ 22), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, measuring twenty-three feet six inches in width, by eighty-eight feet in depth, English measure, and more or less—without buildings and bounded as follows:—In front by said Clarke Street, on one side by the remainder of lot number 11-1076-22 and on the other side by Pacific Street and in rear by a lane.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Montreal, March 4th, 1925.
[First publication, March 7, 1925] 1232-10-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Québec.—District of Nicolet.
No. 459. } **CALIXTE DUVAL**, plaintiff; vs **PIERRE LAMY**, defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, bearing number twenty-five (No. 25) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet,—with the buildings and dependencies thereon erected.

2. A lot of land situate at the same place and bearing number three hundred and eighty-three (383) of the aforesaid cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet—with the buildings and dependencies thereon erected. To be deducted therefrom the part occupied by the Intercolonial Railway.

To be sold at the door of the parish church of Saint Jean Baptiste de Nicolet, county of Nicolet, the TWENTY-SECOND day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK, Sheriff. Nicolet, March 16, 1925.
[First publication, March 21, 1925] 1490-12-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **EUGENE GAUVIN**, journalier, de Québec; contre **LEDA DUBEAU**, de Québec.

Le lot No 141 (cent quarante et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Catherine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le hérif,

Bureau du shérif, **CLEOPHAS BLOUIN**.
Québec, le 25 mars 1925. 1595—13-2
[Première publication, le 28 mars 1925]
[Deuxième publication, le 11 avril 1925]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **DAME ALICE LAFORCE** No 4610. } épouse séparée de biens de Honoré Gravel, de Saint-Marc des Carrières, comté de Portneuf, et le dit Honoré Gravel, pour au orise son épouse aux fins de p éentes; cont e **EUGENE CHANTAL**, cultivateur, de Saint-Alban, comté de Portneuf, à savoir :

1. Le lot No 232 (deux cent trente-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au premier rang nord de la rivière Sainte-Anne, mesurant deux arpents de largeur sur environ quinze arpents de profondeur, plus ou moins; borné au sud au chemin public, au nord et au nord-ouest à Adélar Perron et au sud-est à Alfred Perron—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire de ce lot les emplacements déjà vendus à Vve. Ph. Savard, Pierre-E. Savard, Daniel Tessier, Cléophas Perreault et Dame Narcisse Darveau, suivant leurs titres; aussi à la charge d'une rente seigneuriale annuelle de \$4.64, payable le 11 novembre de chaque année.

2. La juste moitié nord-est du lot No 261 (deux cent soixante et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au second rang nord de la rivière Sainte-Anne, mesurant deux arpents de largeur sur environ quinze arpents de longueur; bornée au sud au premier rang nord de la rivière Sainte-Anne, au nord-ouest au canton d'Alton, au nord-est à Arthur LaHaye et au sud-ouest à Pierre Gignac—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CLEOPHAS BLOUIN**.
Québec, 25 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1597—13-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **OSCAR GAUMOND ET ROBERT GAUMOND**, marchands, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Philippe Gaumond, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière; contre **ARTHUR FRENETTE**, du même endroit, à savoir:

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **EUGENE GAUVIN**, laborer, of Québec; against **LEDA DUBEAU**, of Québec.

The lot No. 141 (one hundred and forty-one) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situated on Sainte Catherine Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, **Sheriff**.
Québec, March 25 1925. 1596—13-2
[First publication, March 28, 1925]
[Second publication, April 11, 1925]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **DAME ALICE LAFORCE**, No. 4610. } wife separated as to property of Honoré Gravel, of Saint Marc des Carrières, county of Portneuf, and the said Honoré Gravel, to authorize his wife for the purposes hereof; against **EUGENE CHANTAL**, farmer, of Saint Alban, county of Portneuf, to wit :

1. The lot No. 232 (two hundred and thirty-two) of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a land situate in the first Range north of the river Sainte Anne, measuring two arpents in width, by about fifteen or sixteen arpents in depth, more or less; bounded to the south by the Public road, to the north and to the northwest by Adélar Perron and to the southeast by Alfred Perron—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To deduct from this lot, the emplacements already sold to Widow Ph. Savard, Pierre E. Savard, Daniel Tessier, Cléophas Perrault and Dame Narcisse Darveau, according to their titles; also subject to a seigniorial yearly ground rent of \$4.64, payable the 11th. of November of each year.

2. The exact northeast half of lot No. 261 (two hundred and sixty-one) of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a land situate in the second Range north of the river Sainte Anne, measuring two arpents in width by about fifteen or sixteen arpents in length; bounded to the south by the first Range north of River Sainte-Anne, to the northwest by the township of Alton, to the northeast by Arthur La Haye, and to the southwest by Pierre Gignac—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Alban, county of Portneuf, the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, **Sheriff**.
Québec, March 25, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1598—13-2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **OSCAR GAUMOND, AND ROBERT GAUMOND**, merchants, of Sainte Croix, county of Lotbinière, in their quality of testamentary executors of the late Philippe Gaumond, of Sainte Croix, county of Lotbinière; against **ARTHUR FRENETTE**, of the same place, to wit:

1. Partie du lot No 14 (quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang, contenant deux arpents et quart de front sur quarante arpents de profondeur; bornée au nord au fleuve, au sud au chemin de front du deuxième rang, au nord-est au lot No 13 et au sud-ouest à Cyrille Frenette—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire un emplacement et les bâtisses du dit Cyrille Frenette et quarante pieds autour des bâtisses du côté nord et nord-est.

2. Le lot No 13 (treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Partie du lot No 300 (trois cent) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre à bois située au deuxième rang, mesurant deux arpents de front sur quatre arpents de profondeur, plus ou moins; bornée au nord au chemin de front du deuxième rang, au sud à Oscar Lemay, à l'est au lot No 301 et à l'ouest au lot No 298—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif.
Québec, 11 mars 1925. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 14 mars 1925]
1345—11-2

1. Part of lot No 14 (fourteen) of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a farm situate in the first range, containing two arpents and one quarter in front by forty arpents in depth; bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the south by the front road of the second range, to the north east by the lot No. 13 and to the southwest by Cyrille Frenette—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted therefrom an emplacement, with the buildings of said Cyrille Frenette and forty feet of ground around the buildings on the north and northeast sides.

2. The lot No 13 (thirteen) of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a farm situate in the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 300 (three hundred) of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a timber land situate in the second range, measuring two arpents in front by four arpents in depth, more or less; bounded to the north by the front road of the second range, to the south by Oscar Lemay, to the east by lot No. 301 and to the west by lot No. 298—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Sainte Croix, county of Lotbinière the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Quebec, March 11, 1925.
[First publication, March 14, 1925]
1346—11-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec.—District de Richelieu.
No 7437. } MARIE-REINE ROBERGE,

filie majeure, de la cité de Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH H. PEPIN, de Saint-Michel-d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Une portion de terre située au village de Saint-Michel-d'Yamaska, du côté ouest de la Rivière, de la contenance de cent vingt-cinq pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; tenant devant à la rivière Yamaska, derrière à Joseph Salvas ou représentants, d'un côté à Arsène Thérout et de l'autre côté aux représentants George Bibeau et Hercule Mineau—avec maison et autres bâtisses dessus; laquelle portion de terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Michel-d'Yamaska, comme étant une partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-dix-huit (Pt. No. 578).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-d'Yamaska, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sorel, 23 mars, 1925. MICHEL SAINT-GERMAIN.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1599—13-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—District of Richelieu.
No. 7437. } MARIE REINE ROBERGE,

spinster, of the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH H. PEPIN, of Saint Michel d'Yamaska, district of Richelieu, defendant, to wit:

A parcel of land situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, on the west side of the river, containing one hundred and twenty-five feet in width by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by the river Yamaska, in rear by Joseph Salvas or representatives, on one side by Arsène Thérout, and on the other side to the representatives of George Bibeau and Hercule Mineau—with the house and other buildings thereon; the said parcel of land being known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Michel d'Yamaska as being part of the lot of land number five hundred and seventy-eight (Pt. No. 578).

To be sold at the door of the parochial church of Saint Michel d'Yamaska, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of APRIL next, (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, MICHEL SAINT-GERMAIN, Sheriff.
Sorel, March 23, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1600—13-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Magistrat.—District de Rimouski.*No 707. } A.-B. DUPUIS; vs GEORGES
SIROIS, fils, rivière Blanche

savoir:

Partie des lots Nos dix-neuf-C et dix-neuf-D du deuxième rang du Canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, de 100 pieds de front sur 100 de profondeur, plus ou moins; bornées au nord au chemin public, à l'est, à G. Sirois, au sud et à l'est à Jos. Michaud—avec bâtisse.

Pou être vendues à la porte de l'église de Saint-Ulric, rivière Blanche, le VINGT-NEUF AVRIL prochain, 1925, à ONZE heures A. M.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.
Rimouski, 25 mars 1925.[Première publication, le 28 mars, 1925]
1625—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Rimouski.*No 9242. } ERNEST TREMBLAY; vs JO-
SEPH MASSE, Causapscal,

savoir:

Le lot No Un au cadastre officiel du rang un du Canton Causapscal—avec bâtisse; sous réserve de la coupe du bois franc vendue à Ernest Martel.

Pour être vendu à la porte de l'église de Causapscal, le VINGT-HUIT AVRIL prochain, 1925, à DIX heures A. M.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.
Rimouski, 25 mars, 1925.[Première publication, le 28 mars, 1925]
1627—13-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrate's Court.—District of Rimouski.*No. 707. } A. B. DUPUIS; vs GEORGES
SIROIS, r., Rivière Blanche,

to wit:

Part of lots Nos. nineteen-C and nineteen-D of the second range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, of 100 feet in front by 100 feet in depth, more or less; bounded to the north by the public road, to the east by G. Sirois, to the south and east by Jos. Michaud—with the building thereon.

To be sold at the door of the church of Saint-Ulric, Rivière Blanche, the TWENTY-NINTH of APRIL next, 1925, at ELEVEN A. M.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, March 25, 1925.[First publication, March 28, 1925]
1626—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Rimouski.*No. 9242. } ERNEST TREMBLAY; vs JO-
SEPH MASSE, Causapscal,

to wit:

The lot No. one on the official cadastre of range one of the township of Causapscal—with the buildings thereon; under the reserve of the cut of hard timber sold to Ernest Martel.

To be sold at the door of the church of Causapscal, the TWENTY-EIGHTH of APRIL next, 1925, at TEN o'clock A. M.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, March 25, 1925.[First publication, March 28, 1925]
1628—13-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*No 810. } WILBUR ABBOTT CHAD-
DOCK, journalier, de la

ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, demandeur; vs JOSEPH PERRON, ci-devant de Cookshire, dans le district de Saint-François, maintenant de lieux inconnus, et JEAN-BAPTISTE PERRON, d'East Broughton, dans le district de Beauce, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Joseph Perron:

Une certaine ferme située et étant dans le canton Eaton, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton comme étant les lots numéros sept-A (7-A), sept-B (7-B) et sept-C (7-C), dans le dixième rang du canton Eaton, et lesquels lots de terre, par une subdivision primitive dudit canton, étaient connus comme étant la moitié est et le quart sud-ouest du lot numéro sept (7), dans le dixième rang dudit canton Eaton (sauf et excepté de la dite moitié est, trois acres, une vergée, et douze perches vendues à la compagnie du chemin de fer connue comme étant la compagnie du chemin de fer de l'Intercolonial, et plus tard possédée par la compagnie dite "Atlantic & North Western Railway Company"). Les dits lots contenant

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*No. 810. } WILBUR ABBOTT CHAD-
DOCK, laborer, of the

town of Cookshire, in the district of Saint Francis, plaintiff; against JOSEPH PERRON, formerly of Cookshire, in the district of Saint Francis, presently of parts unknown, and JEAN BAPTISTE PERRON, of East Broughton, in the district of Beauce, defendants.

Seized as belonging to the said defendant Joseph Perron:

A certain farm property situate and being in the Township of Eaton, known on the official cadastral plan and book of reference for the said township as lots numbers seven-A (7-A), seven-B (7-B), and seven-C (7-C) in the 10th range of the township of Eaton, and which lots of land, by the primitive subdivision of said township, were known as the east half and southwest quarter of lot number seven (7), in the 10th range of said township of Eaton. (Save and except from the said east half three acres, one rood, and twelve perches, sold to the Railway company known as the International Railway Company, and later owned by the Atlantic & North Western Railway Company). The said lots containing 146 acres, 3 roods, and 20 perches in superficies,

146 acres, 3 vergées et 20 perches en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâties dessus érigées et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille-de-Cookshire, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1601—13-2

more or less—together with the buildings and improvements made and erected thereon.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Cookshire, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, (1925), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. A. LAZURE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, March 23rd, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1602—13-2

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 965. } HONORE LINCOURT,
comptable, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, demandeur; contre SALOMON TAUPIER, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
Le lot cadastral 11-B, dans le dixième rang du Canton de Barford—avec bâties y construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond-de-Coaticook, MARDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, 2 mars 1925. 1211—10-2
[Première publication, le 7 mars 1925]

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 965. } HONORE LINCOURT, accountant, of the city and district of Saint Hyacinthe, Plaintiff; against SALOMON TAUPIER, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:
Cadastral lot 11-B, in the tenth Range of the township of Barford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Edmond de Coaticook, on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of APRIL, 1925, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, March 2, 1925. 1212—10-2
[First publication, March 7, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No. 997. } DEMOISELLE ERNESTINE
PROVENCHER, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, fille majeure et usant de ses droits, demanderesse; contre EDOUARD TREMBLAY, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, défendeur:

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
La moitié ouest du lot primitif No Deux, dans le troisième rang du canton de Compton, maintenant mieux connue et désignée comme étant toute la partie ouest du lot de cadastre No Deux-A (2-A), dans le dit troisième rang, mesurant environ cent acres, plus ou moins; bornée à l'est par une ligne droite tirée à angles droits à travers le dit lot, à partir du coin sud-est d'une partie de la moitié ouest du lot original No trois, dans le dit troisième rang, appartenant à A.-H. Cummings et s'étendant vers le sud jusqu'à la ligne nord du lot original No un, appartenant à F.-C. Dion — avec les bâties y érigées; sous la réserve de la source d'eau, tel que décrit dans l'acte d'acquisition du dit débiteur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc, (Coaticook-nord), MARDI, le SEPTIEME jour du mois d'AVRIL, (1925), à QUATRE heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, 28 février, 1925.
[Première publication, le 7 mars, 1925]
1213—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 997. } MISS ERNESTINE PROVEN-
CHER, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, spinster of age in the full exercise of her rights, plaintiff; against EDOUARD TREMBLAY, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:
The west half of original lot number two, in the third Range of the township of Compton, now better known and designated as being all the west part of cadastral lot number two-A (2-A), in said third Range, measuring about one hundred acres, more or less; bounded to the east by a straight line drawn at right angle across said lot from the southeast point of a part of the west half of original lot number three, in said third Range, belonging to A. H. Cummings and extending southerly up to the north line of original lot number one belonging to F. C. Dion—with the buildings thereon erected; with the reserve of the water spring, as described in the deed of acquisition of said debtor.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Marc (North Coaticook) on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of APRIL (1925), at FOUR o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, February 28, 1925.
[First publication, March 7, 1925]
1214—10-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir:

No 274. } **NAPOLÉON BELANGER**, de-
mandeur; contre **AGLAE**
LANGLOIS, défenderesse; et **A. BEAUREGARD**,
curateur au délaisement.

1. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté nord du rang Angéline, de la contenance de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

2. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté nord du rang Angéline, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix (190), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

3. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté sud du rang Angéline, de la contenance de deux arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros deux cent six (206) et deux cent sept (207), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus, les lots Nos 189 et 190 du cadastre susdécrits, d'un bloc, ainsi que la terre décrite au troisième paragraphe, à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain (1925), à QUATRE heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **JOS.-L. CORMIER**,
Saint-Hyacinthe, 21 mars, 1925.

[Première publication, le 28 mars, 1925]

1603—13-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit:

No. 274. } **NAPOLÉON BELANGER**,
plaintiff; against **MRS. A-**
GLAE LANGLOIS, defendant; and **A. BEAU-**
REGARD, curator to the surrender made in
this cause.

1. A land situate in the parish of L'Ange-Gardien, on the north side of Angeline range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lot number one hundred and eighty nine (189), on the official cadastre of said parish;

2. A land situate in the parish of L'Ange Gardien, on the north side of Angeline range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lot number one hundred and ninety (190), on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected;

3. A land situate in the parish of L'Ange Gardien, on the south side of Angeline range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lots numbers two hundred and six (206) and two hundred and seven (207), on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold, lots Nos. 189 and 190 of said cadastre, *en bloc*, also the land described on the third paragraph, at the parochial church door of L'Ange Gardien, TUESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next (1925), at HALF past FOUR o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Saint Hyacinthe, March 21st, 1925.

[First publication, March 28, 1925]

1604—13-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit dans et pour le comté d'Argenteuil.

Canada,

Province de Québec, } **DAME H. DU-**
District de Terrebonne, } **FAULT ET VIR**,
No 4758. } demandeurs; vs **P.-A.**
 LAROCQUE ET AL,
défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre ou emplacement formant partie du lot trois cent quinze (pt. 315) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil, mesurant environ quatre-vingt-treize (93) pieds de front, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sur toute la profondeur qu'il y a du chemin du Roi jusqu'à la Rivière du Nord; borné en front, le dit lot, par le chemin du Roi, en arrière par la Rivière du Nord, d'un côté par partie du dit lot trois cent quinze (315) et de l'autre côté par le terrain appartenant à la Seigneurie du Comté d'Argenteuil—avec es bâtisses dessus érigées. Avec la réserve de six pieds de la ligne de Monsieur Nelson Ladouceur, propriétaire de l'autre partie du lot trois cent quinze (315) comme passage à l'usage des pro-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Argenteuil.

Canada,

Province of Quebec, } **DAME H. DU-**
District of Terrebonne, } **FAULT, ET VIR**,
No. 4758. } plaintiff; vs **P. A.**
 LAROCQUE ET AL,
defendants.

As belonging to said defendants, the following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement forming part of lot three hundred and fifteen (Pt. 315) of the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Argenteuil, measuring about ninety-three (93) feet in front, more or less, without warrantee of precise measurements, by all the depth there is from the King's Highway up to the North River; bounded in front, said lot, by the King's Highway, in rear by the North River, on one side by part of said lot three hundred and fifteen (315) and on the other side by the land belonging to the Seigniorie of the county of Argenteuil—with the buildings thereon erected. With a reserve of six feet from the line of Mr. Nelson Ladouceur, owner of the other part of lot three hundred and fifteen (315) as a passage

priétaires des dites parties du lot trois cent quinze (315).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-André-d'Argenteuil, dit district, le SEPTIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 3 mars 1925. 1215—10-2
[Première publication, le 7 mars 1925]

for the use of the owners of said parts of lot three hundred and fifteen (315).

To be sold at the door of the catholic parochial church of the parish of Saint André d'Argenteuil, said district, the SEVENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-five, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office,
Saint Jérôme, March 3, 1925. 1216—10-2
[First publication, March 7, 1925]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: JOSEPH ST-ONGE,
No 698. demandeur; vs
NAPOLEON BORDELEAU, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang B sud, seigneurie de Sainte Anne, faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (Ptie No 278) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite; borné en profondeur par le lac Trottier, du côté sud par Joseph Frigon, et de l'autre côté par Joseph Bédard, fils, et en front par le chemin public—avec une maison et autres bâtisses dessus construites; sauf à distraire du dit morceau de terre un petit morceau de terrain d'environ un arpent avec source, qui a été vendu et qui est clos actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI-L LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 mars 1925. 1605—13-2
[Première publication, le 28 mars 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: LOUIS ROY, de-
No 539. mandeur; vs OS-
CAR ROY, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé au coin nord des rues Notre-Dame et Carleton, faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante (Ptie. No 450) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-six pieds et demi de largeur au front, sur la dite rue Notre-Dame, par soixante-dix-huit pieds de longueur, sur la dite rue Carleton, le tout à mesure anglaise, plus ou moins, et comprenant toute la partie de ce lot de terre située du côté sud-ouest de la ligne de division la séparant de la partie du même lot demeurant la propriété de Louis Roy, et formée par la ligne établie par le parement extérieur du pan sud-ouest de la maison à deux logements construite sur la dite partie de ce lot demeurant la propriété de Louis Roy, portant les Nos 480 et 482 de la dite rue Notre-Dame, prolongée jusqu'à la dite rue Notre-Dame et jusqu'à la profondeur de ces deux parties de lot, en ligne droite, et se terminant en profondeur à la partie du même lot appartenant à Dame Trefflé Lord—avec la maison dessus construite et portant le No 484 de la dite rue Notre-Dame, la partie du hangar s'y trouvant et avec, en plus, en faveur de l'acquéreur, le droit de vue et d'ouvertures du côté nord-est de sa dite maison, tant qu'elle existera,

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: JOSEPH ST-ONGE,
No 698. plain iff; vs NAPO-
LEON BORDELEAU, défendant.

Seized as belonging to said defendant, to wit:
A parcel of land situate in the parish of Saint Tite, in Range B south, seigniorie of Sainte Anne, being part of lot number two hundred and seventy-eight (Pt. No. 278) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite; bounded in depth by Lake Trottier, on the south side by Joseph Frigon, and on the other side by Joseph Bédard, jr., and in front by the public road—with a house and other buildings thereon erected; save and to deduct from the said parcel of land a small parcel of land of about one arpent with a spring thereon, which has been sold and which is presently enclosed by a fence.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, the TWENTY NINTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 24, 1925. 1606—13-2
[First publication on, March 28, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: LOUIS ROY, plaintiff;
No. 539. vs OSCAR ROY,
defendant.

As belonging to said defendant, to wit:
An emplacement situate at the north corner of Notre Dame and Carleton Streets, forming part of lot number four hundred and fifty (Pt. No. 450) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty-six feet and a half in width, in front, on said Notre Dame Street, by seventy-eight feet in depth, on said Carleton Street, the whole English measure and more or less, and consisting of all the part of said lot of land situate on the southwest side of the line of division, dividing it from the part of same lot remaining the property of Louis Roy, and formed by the line established by the outside facing of the south west wall of the two tenement house erected upon the said part of such lot remaining the property of Louis Roy, bearing Nos. 480 and 482 of said Notre Dame Street, prolonged up to the said Notre Dame Street up to the depth of these two parts of lots, in a straight line, and ending in depth at the part of same lot belonging to Dame Trefflé Lord;—with the house thereon erected and bearing No. 484 of said Notre Dame Street, the part of the shed thereon, and together with, in favour of the purchaser, the right to place windows and doors on the northeast side of his said house, as long as it

et d'appui sur le dit pan sud-ouest de la dite maison de Louis Roy, pour s'en servir comme mur de celle qu'il érigera en remplacement de sa dite maison, et sujet aussi à la servitude de passage, tant à pied qu'en voiture et à perpétuité, en faveur de Louis Roy, pour l'utilité des locataires ou occupants de la dite maison de celui-ci, en arrière de la dite maison de l'acquéreur et pour communiquer à la cour de la dite maison de Louis Roy de la dite rue Carleton.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1925, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1607—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, } DAME LEONILLE DU-
à savoir: } CHAINE, épouse de feu
No. 51. } Napoléon Dugré, demande-
resse; vs PHILORUM LAFRENIERE, dé-
fendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le seizième rang du township de Caxton, connu et désigné sous le numéro six (No. 6), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Mathieu—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 4 Mars, 1925.
[Première publication, le 7 mars, 1925]
1229—10-2

shall exist, and the right to rest upon the said southwest side of the said house of Louis Roy, to use same as wall of the house he may erect in the place of his said house, and subject also to the servitude of passage, both on foot and with vehicles and forever, in favour of Louis Roy, for the utility of the tenants or occupants of the said house of the latter, in rear of said house of the purchaser and to communicate to the yard of said house of Louis Roy from said Carleton Street.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, March 24, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1608—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three-Rivers, } DAME LEONILLE DU-
to wit: } CHAINE, wife of the late
No. 51. } Napoléon Dugré, plaintiff;
vs PHILORUM LAFRENIERE, defendant.

As belonging to said Defendant, to wit: A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, on the sixteenth Range of the township of Caxton, known and designated under number six (No. 6), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Mathieu—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Mathieu, in the county of Saint Maurice, the EIGHTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 4, 1925.
[First publication, March 7, 1925]
1230—10-2

Lettres patentes

"Verdun War Veterans' Association".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1925, constituant en corporation, sans capital-actions: William Hoey, teneur de livres, 285 Première Avenue, Cecil-G. Durrant, 455 Avenue Willibrod, et James H. Atkins, 1238 rue Lanouette, tous deux menuisiers, tous de Verdun, P. Q., pour les fins suivantes:

Faire les opérations d'une association patriotique et philanthropique;

Promouvoir les intérêts mutuels des personnes ayant servi leur Roi et leur pays et se lier ensemble par de loyaux sentiments de camaraderie;

Enseigner et promouvoir le vrai idéal britannique de citoyenneté;

Dans le but d'atteindre les objets précités, acquérir soit par donation, bail, achat et de toute autre manière, et posséder, maintenir, exploiter, louer, affermer des propriétés mobilières et immobilières et en trafiquer d'une manière générale, ainsi que convenablement requis pour atteindre

Letters patent

"Verdun War Veterans' Association".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, to incorporate as a corporation without share capital: William Hoey, bookkeeper, 285 First Avenue, Cecil G. Durrant, 455 Willibrod Avenue, and James H. Atkins, 1238 Lanouette Street, both carpenters, all of Verdun, P. Q., for the following purposes:

To carry on a philanthropic patriotic association;

To promote the mutual interests of persons who have served their King and Country and to bind them together in a true spirit of comradeship;

To inculcate and foster true British ideals of citizenship;

With a view to attaining to foregoing objects, to acquire whether by gift, on lease, by purchase, or in any other manner, and to own, maintain, operate, lease, rent and generally deal with such real and personal property as may be reasonably required for its purposes, the said real property

ses fins, lesdites propriétés immobilières ne devant pas excéder en valeur la somme ci-après mentionnée;

Bâtir ou acquérir autrement et posséder et exploiter une salle, maison de club ou autres édifices;

Hypothéquer, engager, vendre et disposer de la totalité ou de toute partie de son actif, et émettre des obligations garanties par la totalité ou partie de son actif;

Distribuer toutes sommes qu'elle pourra avoir en sa possession pour fins charitables, philanthropiques ou patriotiques, de la manière jugée convenable, l'intention de l'association étant d'utiliser ses deniers pour le soulagement de la détresse parmi ses membres ou parmi d'autres personnes, aucun de ses membres ne devant en retirer des bénéfices ou gains;

Faire toutes autres opérations jugées convenables pour les besoins de ses membres ou pour le bénéfice de l'association, pourvu que telles opérations ne soient pas prohibées par la loi et ne soient pas conduites dans un but de bénéfice ou gain pour les membres de l'association, sous le nom de "Verdun War Veterans' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur immobilière que la corporation peut posséder est de (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1529 C.-J. SIMARD.

"Saguenay Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1925, constituant en corporation: Louis Vandal, négociant, de la ville de Jonquière, Antonio Gill, et Jos.-Arthur Chouinard, comptables, de la ville de Kénogami, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer et aliéner de toutes manières, importer, exporter, construire, assembler, réparer et monter et généralement faire le commerce et manufacturer toutes sortes de machineries, d'outils et instruments, d'engins, des automobiles, véhicules moteurs, motocyclettes, canots automobiles et autres bicycles, tricycles, tracteurs et voitures et véhicules à traction mécanique ou non, aéroplanes, ballons et autres machines propres à l'aviation et à l'aérostation, de toutes sortes et catégories et descriptions d'effets, articles, marchandises, denrées, provisions et généralement de tout ce qui peut faire l'objet d'un commerce;

Faire le commerce d'articles ou objets de ferronnerie, quincaillerie, huiles, peintures, vernis, matériaux de construction de toutes espèces et genres d'accessoires électriques, de charbon, instruments aratoires, de musique et tous autres instruments ou machines et appareils quelconques pour toutes fins, de tous les produits de la terre, de la forêt, des carrières, des mines et sources, des mers, lacs, rivières et de l'air, des pelleteries, et généralement faire et exploiter tout commerce que la compagnie croira devoir faire ou exploiter;

Faire le commerce de rouliers publics, tant de personnes que de marchandises, au moyen de toutes sortes de véhicules, exploiter un service de taxis et d'autobus;

Etablir des garages pour la réparation des

not to exceed in value the sum hereinafter set out;

To build or otherwise acquire, and own and operate a hall, club house or other building;

To hypothecate, pledge, sell and deal with the whole or any of its assets, and issue bonds upon the security of the whole or part of its assets;

To distribute any sums of which it may become possessed for such charitable, philanthropic or patriotic purposes as it may deem expedient, it being the intent generally that the association may use its funds for the relief of distress among its members or among others, but that no profits or gain shall accrue to its members;

To carry on such business as may be deemed expedient for the convenience of the members and for the benefit of the association, provided such business is not prohibited by law and is not conducted with a view to profit or gain for the members of the association, under the name of "Verdun War Veterans' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.00.

The head office of the company will be at Verdun, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1530 Assistant Provincial Secretary.

"Saguenay Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1925, incorporating: Louis Vandal, trader, of the town of Jonquière, Antonio Gill and Jos. Arthur Chouinard, accountants, of the town of Kénogami, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease, and dispose of in any manner, import, export, construct, joint together, repair and fit up and generally deal in and manufacture all kinds of machineries, tools and implements, engines, automobiles, motor-cars, motor-cycles, motor-boats, bicycles, tricycles, motor-tractors and carriages and vehicles, driven by mechanical power or not, aeroplanes, air balloons and other machines suitable to aviation and aerostation, and all sorts and classes and descriptions of goods, wares, merchandise, food stuffs and provisions and generally of every thing which can be the object of trade;

To deal in hardware, ironware, oils, paints, varnish, building materials of all kinds, electric supplies, coal, farm implements, musical instruments and any other instruments and machineries and apparatuses for all and any purposes and in all products of the land, forest, quarries, mines and springs, seas, lakes, rivers and air, furs, and generally to carry on and engage in any business which the company may decide to do or engage in;

To carry on the business of common carrier, both of persons and merchandise, by means of all kinds of vehicles and to carry on a taxi cab and autobus business;

To establish garages for the repair of motor

véhicules moteurs, des voitures, appareils quelconques, machines, outils, et autres instruments;

Faire et exercer, exploiter aucun genre d'affaires commerciales, industrielles, financières et autres quelconques, sans restriction ni limites, et que la compagnie jugera à propos et convenable à exercer, faire et exploiter;

Etablir en tous endroits jugés par la compagnie, des succursales, agences pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie;

Faire, soit par soumission, à forfait, à la pièce ou à la journée, de toutes sortes et espèces de travaux, constructions ou structures de fer, d'acier, de pierre, de ciment, de béton, de bois, de terre et autres et manifester, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, louer tous matériaux requis, exploiter des scieries, des carrières de pierre, granit, de sable, faire des chantiers;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les ou l'une des fins de la compagnie, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre, échanger ou autrement aliéner tout commerce, de même nature ou non, que celui exercé par la compagnie, tous biens mobiliers ou immobiliers, pour toutes fins, de toutes personnes ou corporations, ou à toutes personnes physiques ou juridiques;

Louer et acquérir par achat, concession, échange, et autre titre légal, construire, ériger, exploiter, maintenir, gérer tous biens-fonds, fabriques, ateliers, bâtiments, édifices, pour ses affaires et toute autre propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire ou utile pour l'exécution d'aucune fin de la compagnie, et les louer, vendre, échanger et autrement les aliéner ou en disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes transactions par elle effectuées, le coût de son incorporation, ses dettes ou comptes, ainsi que tous services à elle rendus, ou par elle requis, ou le prix de toute acquisition de quelque manière de meubles ou immeubles en deniers ou en parts acquittées ou partie en deniers et partie en actions libérées de la compagnie;

Aliéner de quelque manière en tout ou en partie, l'entreprise et les droits et biens de la compagnie, lorsque jugé avantageux, ou s'unir à aucune autre personne ou corporation exerçant un commerce semblable ou non à celui de la compagnie, accepter en paiement des deniers ou des actions libérées de toutes compagnies ou autre valeur;

Payer les dividendes en parts préférentielles ou communes, ou en deniers, et ce d'après les règlements passés à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, de crédit, chèques, débiteures et obligations, et autres effets négociables et transférables;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre, pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer et donner en garanties les biens immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner les deux espèces en garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations et de tout em-

vehicles, carriages and any apparatuses, machines, tools and other instruments;

To do, exercise, carry on any commercial, industrial, financial and other transactions, without restriction or limit, and which the company may think proper and suitable to carry on, do, and exercise;

To establish in any locality deemed suitable by the company, branches and agencies for any kind of business or industry carried on by the company;

To execute by tender, by the job, piece or day work, or in any manner, any constructions or structures of iron, steel, stone, cement, concrete, wood, earth and generally any works, constructions and erections and to manufacture, import and export, purchase, sell and exchange all materials required for such purposes, to operate saw-mills, stone quarries, granite quarries, sand pits and to carry on lumbering operations;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, lease, hold, acquire, sell, exchange or otherwise alienate any business of a nature similar to that carried on by the company, any movable or immovable property of any person or corporation or to any physical or juridical persons;

To lease and acquire by purchase, concession, exchange and other legal title, to construct, erect, exploit, maintain, manage any real estate, factory, shops, buildings, edifices for its business or for any other purpose deemed necessary or useful, for the execution of any object of the company or otherwise, and to lease, sell, exchange and otherwise alienate or dispose of same;

To pay with the funds of the company for any transaction made by it, the cost of incorporation, its debts or accounts, as well as for all services rendered to it or required by it, or the price of any acquisition of any kind of movables or immovables, in cash or paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To alienate in any manner whatever, in whole or in part, the business, rights and movable or immovable property of the company when deemed beneficial, or amalgamate with any other person or corporation carrying on a business similar or not to that of the company, and accept in payment thereof cash or paid up shares of any company or other securities;

To pay dividends with preferred or common shares or cash, and that, according to the by-laws passed at a general special meeting of the shareholders having a right to vote;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, letters of credit, checks, debentures and bonds and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company, issue bonds, debentures and other securities of the company, and to pledge or sell them for such prices and sums as are deemed suitable, to hypothecate and give as security the immovable property and pledge the movable property of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures and of any loan of money made for

prunt de deniers fait pour les fins de la compagnie; the purposes of the company;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie ou autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés dans les présentes;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie, ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'elles qu'autorisent les Lettres Patentes, sous le nom de "Saguenay Motors, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Jonquière, dans les district et comté de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1527 C.-J. SIMARD.

"Unison Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1925, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, Raoul Raymond, comptable, et J. Armand Charbonneau, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or security in any other company, belonging to this company or which this company may have power to dispose of;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to those herein enumerated;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all and any of the above things and all things authorized by the letters patent, under the name of "Saguenay Motors, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Jonquière, in the district and county of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1528 Assistant Provincial Secretary.

"Unison Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1925, incorporating: Auguste Mathieu, advocate, Raoul Raymond, accountant, and J. Armand Charbonneau, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour les mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, inclusivement, des Statuts Refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Cette restriction de responsabilité aura lieu si aucune action de la compagnie n'est émise au-dessous du pair ou à un prix différent de celui préalablement déterminé par la compagnie; ou si, étant émise avec escompte ou à un taux différent, cet escompte ou ce taux et tous autres termes ou conditions, s'il y en a, de l'émission, sont autorisés par un règlement par la compagnie et une copie dûment certifiée de ce règlement soit transmise, dans les deux jours de son adoption, par lettre recommandée, au secrétaire de la province, sous le nom de "Unison Gold Mines, Limited". (Libre de responsabilité personnelle). Le montant du capital-actions de la compagnie sera de deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisé en deux millions (2,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, ware-houses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, of the Quebec Revised Statutes 1909, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures and other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desires, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such other acts and operations accessory to those abovementioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

Such limitation of liability shall exist if no share of the company be issued under par or for a price different from that previously determined by the company; or if being issued at a discount or at a different rate, such discount or rate and all other terms and conditions, if any, of the issue, be authorized by a by-law of the company, and a duly certified copy of such by-law be, by registered letter, sent, within two days of its having been passed, to the Provincial Secretary, under the name of "Unison Gold Mines, Limited". (No personal Liability). The amount of the capital stock of the company is to be two million dollars (\$2,000,000.00) divided into two million (\$2,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce dix-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1531 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this seventeenth day of March 1925.

C.-J. SIMARD,
1532 Assistant Provincial Secretary.

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de: Joseph-Norbert Couillard,
New Carlisle, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le
TRENTÉ AVRIL, 1925, à ONZE heures, A. M.,
seront vendus à la porte de l'église catholique
de New Carlisle, les immeubles en cette affaire,
comme suit:

A. Un certain terrain étant le lot primitif numé-
ro sept (7), situé dans le premier rang des lots
de la ville de New Carlisle, et maintenant mieux
connu comme étant le lot cadastral numéro dix-
neuf cent quarante-deux (No 1942) du cadastre
officiel du Canton Cox, contenant une acre en
superficie, plus ou moins; borné en front par le
lot cadastral No 1925, ci-après mentionné, en
arrière par le lot cadastral No 1995, à l'ouest par
les héritiers de feu Robert McIntyre, et à l'est
par une rue courant du nord au sud—sans bâti-
sse.

Un certain terrain étant le lot primitif numé-
ro cinquante-quatre (No 54), situé dans le
deuxième rang des lots de la ville de New Carlisle,
et maintenant mieux connu comme étant le lot
cadastral numéro dix-neuf cent quatre-vingt-
quinze (No. 1995) du cadastre officiel du canton
Cox, contenant une acre en superficie, plus ou
moins; borné en front par le dit lot No 1942,
en arrière par une rue courant de l'est à l'ouest,
à l'ouest par les héritiers du dit Robert McIntyre,
et à l'est par la dite rue, courant du nord au sud,
—avec la maison, grange et autres améliorations
dessus construites sur le dit lot 1995.

Un certain morceau de terre connu comme
étant partie du numéro cadastral dix-neuf cent
vingt-cinq (No. 1925), situé sur la commune de
New Carlisle, et mesurant trois chaînes et seize
chaînes de largeur, sur la profondeur d'une
chaîne et trente chaînons; borné en front par la
Commune de New Carlisle, à l'ouest par le lot
No 1924, au nord par le lot No 1942, ci-haut
décrit, et à l'est par une rue courant du nord au
sud, et contenant 41-100 d'une acre en superficie
—avec les bâtisses dessus construites, circon-
stances et dépendances, tel qu'acheté de Charles
Puttle, par un acte daté du 21 avril, 1923, et
enregistré le 23 janvier, 1925, dans le registre
B, volume 28, page 537, sous le No 5927.

Pour être vendus en un seul et même lot, sauf à
distraire les parties de terrain vendues à William
E. Poirier et Dame Philomène Couillard.

B. Un morceau de terre situé dans le troisième
rang en arrière de New Carlisle, étant partie
du lot primitif numéro quatre-vingt-quatre (84)
et maintenant connu comme partie du lot cadas-
tral numéro neuf cent dix-neuf (Ptie 919); borné
à l'est par le chemin de l'église, à l'ouest par
les héritiers de feu James Walker, au nord par
le lac Range, et au sud par le cinquième rang
des Pares de la ville de New Carlisle, contenant
dix acres en superficie, plus ou moins—sans
bâtisse.

C. Tout ce morceau de terre étant partie des
lots primitifs 17 et 18, et maintenant mieux con-
nu comme les lots cadastraux Nos 1198 et 1199,
du cadastre officiel du canton Cox, situé dans
le deuxième rang ouest de la ligne Paspébiac,

Sale—Bankruptcy Act

In the matter of: Joseph Norbert Couillard,
New Carlisle, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on THURS-
DAY, the THIRTIETH day of APRIL, 1925, at
ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the
door of the catholic church of New Carlisle, the
immovables of this estate, to wit:

A. That certain parcel of land being original
lot number seven (7), situate in the first Range
of the lots of the town of New Carlisle, and now
better known as being cadastral lot number nine-
teen hundred and forty-two (No. 1942) of the
official cadastre of the township of Cox, contain-
ing one acre in superficies, more or less; bounded
in front by cadastral lot No. 1925 hereunder de-
scribed, in rear by cadastral No. 1995, to the
west by the heirs of late Robert McIntyre, and
to the east by a street running from north to
south—without building.

That certain lot of land being original lot num-
ber fifty-four (No. 54) situate in the second Ran-
ge of the lots of the town of New Carlisle and now
better known as being cadastral lot number nine-
teen hundred and ninety-five (No. 1995) of the
official cadastre of the township of Cox, contain-
ing one acre in superficies, more or less; bounded
in front by said lot No. 1942, in rear by a street
running from east to west, to the west by the
heirs of said Robert McIntyre and to the east
by said street, running from north to south—with
the house, barn and other improvements erected
upon said lot 1995.

That certain parcel of land known as being
part of cadastral number nineteen hundred and
twenty-five (No. 1925), situate in the Common of
New Carlisle, and measuring three chains and
sixteen links in width by a depth of one chain and
thirty links; bounded in front by the Common of
New Carlisle, to the west by lot No. 1924, to the
north by lot No. 1942 above described, and to the
east by a street running from north to south, and
containing 41-100 of an acre in superficies—with
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies, as bought from Charles Puttle, by
deed dated the 21st. of April, 1923, and registered
the 23rd. of January, 1925, in register B, volume
28, page 537, under No. 5927.

To be sold as one single plot of land, save to be
deducted the parcels of land sold to William A.
Poirier and Dame Philomène Couillard.

B. A parcel of land situate in the third Range
in rear of New Carlisle, being part of original lot
number eighty-four (84) and now known as part
of cadastral lot number nine hundred and nineteen
(Pt 919); bounded to the east by the church
road, to the west by the heirs of late James
Walker, to the north by the Lake Range, and to
the south by the fifth Range of the Parks of the
town of New Carlisle, containing ten acres in su-
perficie, more or less—without building.

C. All that parcel of land being part of original
lots 17 and 18 and now better known as being
cadastral lots Nos. 1198 and 1199 of the official
cadastre of the township of Cox, situate in the
second Range of the Paspébiac Line, containing

contenant une acre de front par la profondeur des dits lots et contenant seize acres en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

D. Un certain morceau de terrain situé dans le village de New Carlisle, dans le canton de Cox, mesurant cent cinq pieds de front (105) sur une profondeur de quarante pieds (40) plus ou moins, étant un lot de terrain sur la commune de New Carlisle—sans bâtisse.

E. Tous les droits du débiteur sur un certain lot de terre situé dans le septième rang du canton Cox, ouest de la ligne Paspébiac, étant le lot primitif numéro dix (10) et maintenant mieux connu comme étant les lots cadastraux Nos 1556, 1557 et 1558 du cadastre officiel du canton de Cox; borné en front par le sixième rang, en arrière par le huitième rang, à l'est par le lot No 1559, et à l'ouest par le lot No 1555, contenant, le dit lot No 10, cent acres en superficie—sans bâtisse.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A, B, C, de la Loi de faillite, qui équivalait à la vente par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le Syndic.

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 26 mars, 1925.

1629—13-2

one acre in front by the depth of said lots and containing sixteen acres in superficies, more or less — without building.

D. That certain parcel of land situate in the village of New Carlisle, in the township of Cox, measuring one hundred and five (105) feet in front, by forty (40) feet in depth, more or less, being a lot of land on the Common of New Carlisle — without building.

E. All the rights of the debtor upon a certain lot of land situate in the seventh Range of the township of Cox, west the Paspébiac Line, being original lot number ten (10) and now better known as being cadastral lots Nos. 1556, 1557 and 1558 of the official cadastre of the township of Cox; bounded in front by the sixth Range, in rear by the eighth Range, to the east by lot No. 1559 and to the west by lot No. 1555, containing, said lot No. 10, one hundred acres in superficies—without building.

Each item to be sold separately and to highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to article 20, paragraph 4A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street.

Canada Steamship Lines, Ltd., Building.

Quebec, March 26, 1925.

1630—13-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Belisle vs Messier.....	1127
" Crassopolo vs Catzandonis.....	1126
" Davidson vs Gélina.....	1128
" Deeb vs Haddad.....	1127
" Grenier vs Rodrigue.....	1127
" Lamontagne vs Aubé.....	1127
" Lamothe vs Pinsonnault.....	1126
" Leclerc vs Bourque.....	1128
" Magnan vs Bélisle.....	1126
" Rousseau vs Ruel.....	1127
" Saltzman vs Haas.....	1127
" Thompson vs Bell.....	1128

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 1099

ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Railway Co..... 1128

AVIS DIVERS :—

La Cie Electrique de Chicoutimi, ltée....	1131
La Corporation d'Energie de Montmagny	1130
Mac-Tag Rubber Co., Lt'd.....	1129
Montmorency Power Co.....	1130
North Shore Power Company.....	1130
The Fidelity & Casualty Co. of New York.....	1129
Ville de Richmond.....	1131
Westmount Trust Company.....	1129

Index of the Quebec Official Gazette, No 13

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Belisle vs Messier.....	1127
" Crassopolo vs Catzandonis.....	1126
" Davidson vs Gélina.....	1128
" Deeb vs Haddad.....	1127
" Grenier vs Rodrigue.....	1127
" Lamontagne vs Aubé.....	1127
" Lamothe vs Pinsonnault.....	1126
" Leclerc vs Bourque.....	1128
" Magnan vs Bélisle.....	1126
" Rousseau vs Ruel.....	1127
" Saltzman vs Haas.....	1127
" Thompson vs Bell.....	1128

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 1099

MEETING :—

Quebec Central Railway Co..... 1128

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie Electrique de Chicoutimi, ltée....	1131
La Corporation d'Energie de Montmagny	1130
Mac-Tag Rubber Co., Lt'd.....	1129
Montmorency Power Co.....	1130
North Shore Power Company.....	1130
The Fidelity & Casualty Co. of New York.....	1129
Town of Richmond.....	1131
Westmount Trust Company.....	1129

BUREAU-CHEF :—

Montmorency Power Co. 1132

CHARTER—ABANDON DE :—

La Compagnie Blanchette, ltée. 1133

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

The Elias Rogers Co., Lt'd. 1132
Vermont Mortgage Corporation. 1132

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Coveler, David. 1124
Hebrew Maternity Hospital. 1124
The Rouyn Mines Company. 1124

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Partie Val-Brillant à Sayabec. 1125

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Concorde des Filles d'Italie au Canada 1125
The Anglo American Trust Co. 1125
The National Fire Insurance Co. of Hart-
ford. 1126
Westmount Trust Company. 1126

LETTRES PATENTES :—

A. T. Carter Company. 1102
Citrus Fruit Juice, Lt'd. 1102
J. Guillemette, Limitée. 1103
La Scierie Duval, ltée. 1113
L'Association de Taxis Québec, ltée. 1115
L.-A. St-Louis & Fils, Inc. 1112
Montreal Grain & Milling Co., Lt'd. 1119
Normandie Hotel, Lt'd. 1107
Producers' Securities Co., Lt'd. 1106
Saguenay Motors, Lt'd. 1160
Starr Phonograph Co., of Quebec. 1110
The Fagala Mining Syndicate Inc. 1114
Unison Gold Mines, Lt'd. 1162
Verdun War Veterans Association. 1159

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Canadian School of Electricity, Lt'd. 1122
Samuel's, Limited. 1123

ORDRE DE COUR :—

Champagne, Dame Léa. 1133

PROCLAMATION :—

Prison commune, district Pontiac. 1101
Prison commune, district Roberval. 1100

SOUMISSIONS :—

Commission des écoles catholiques de
Montréal. 1135
La Traversée de l'Île d'Orléans, ltée. 1135
Municipalité scolaire du Cap-de-la-Made-
leine. 1134
Municipalité Pointe-au-Pic. 1136

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express. 1136

CHIEF-OFFICE :—

Montmorency Power Co. 1132

CHARTER—SURRENDER OF :—

La Compagnie Blanchette, ltée. 1133

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Elias Rogers Co., Lt'd. 1132
Vermont Mortgage Corporation. 1132

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Coveler, David. 1124
Hebrew Maternity Hospital. 1124
The Rouyn Mines Company. 1124

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Part Val-Brillant to Sayabec. 1125

TREASURY DEPARTMENT :—

La Concorde des Filles d'Italie au Canada 1125
The Anglo American Trust Co. 1125
The National Fire Insurance Co. of Hart-
ford. 1126
Westmount Trust Company. 1126

LETTERS PATENT :—

A. T. Carter Company. 1102
Citrus Fruit Juice, Lt'd. 1102
J. Guillemette, Limitée. 1103
La Scierie Duval, ltée. 1113
L'Association de Taxis Québec, ltée. 1115
L.-A. St-Louis & Fils, Inc. 1112
Montreal Grain & Milling Co., Lt'd. 1119
Normandie Hotel, Lt'd. 1107
Producers' Securities Co., Lt'd. 1106
Saguenay Motors, Lt'd. 1160
Starr Phonograph Co., of Quebec. 1110
The Fagala Mining Syndicate Inc. 1114
Unison Gold Mines, Lt'd. 1162
Verdun War Veterans Association. 1159

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Canadian School of Electricity, Lt'd. 1122
Samuel's, Limited. 1123

RULE OF COURT :—

Champagne, Dame Léa. 1133

PROCLAMATION :—

Common Goal, district Pontiac. 1101
Common Goal, district Roberval. 1100

TENDERS :—

Montreal Catholic Schools Commission. 1135
La Traversée de l'Île d'Orléans, ltée. 1135
School municipality of Cap de la Made-
leine. 1134
Municipality Pointe au Pic. 1136

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Canadian National Express. 1136

VENTES, LOI DE FAILLITE :—

Couillard, Joseph-Norbert.....	1164
Dupuis, Louis.....	1140
Flynn, H. T.....	1138
La Cie de Tuyaux de Drainage, ltée....	1137
Nadeau, P.-A.....	1137
Pilon, Ernest.....	1139

VENTES PAR LICITATION :—

Letourneux vs Letourneux <i>et al</i>	1143
Masson & Masson <i>et al</i>	1140

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

Beauchemin vs Baril.....	1144
Benard & Cie, ltée vs Monpas.....	1145

BEAUCÉ :—

Faribault <i>et al</i> vs Bernard.....	1145
--	------

BEDFORD :—

Lemaire vs Fournier.....	1145
Thibault vs Roy.....	1146

CHICOUTIMI :—

Levesque <i>et al</i> vs Brochu.....	1146
Simard vs Girard.....	1147
Ville de Chicoutimi vs Boily.....	1147

KAMOURASKA :—

Vézina vs Leclerc <i>et vir</i>	1148
---------------------------------------	------

MONTMAGNY :—

Daigle vs Robichaud <i>et al</i>	1149
St-Pierre vs St-Laurent <i>et al</i>	1148

MONTREAL :—

Huntingdon vs Wedgewood Park Co., Lt'd.....	1151
Lancôt <i>et al</i> vs Séguin.....	1150
The Barrett Co., Lt'd vs Pilon <i>et al</i>	1152
Wayne Tank & Pump Co. of Canada, Lt'd vs Menard.....	1150

NICOLET :—

Duval vs Lamy.....	1152
--------------------	------

QUÉBEC :—

Gaumont <i>et al</i> vs Frenette.....	1153
Gauvin vs Dubeau.....	1153
Laforce <i>et vir</i> vs Chantal.....	1153

RICHELIEU :—

Roberge vs Pepin.....	1154
-----------------------	------

RIMOUSKI :—

Dupuis vs Sirois.....	1155
Tremblay vs Massé.....	1155

SAINT-FRANÇOIS :—

Chaddock vs Perron <i>et al</i>	1155
Lincourt vs Toupier.....	1156
Provencher vs Tremblay.....	1156

SALES BANKRUPTCY ACT :—

Couillard, Joseph-Norbert.....	1164
Dupuis, Louis.....	1140
Flynn, H. T.....	1138
La Cie de Tuyaux de Drainage, ltée....	1137
Nadeau, P.-A.....	1137
Pilon, Ernest.....	1139

SALES BY LICITATION :—

Letourneux vs Letourneux <i>et al</i>	1143
Masson & Masson <i>et al</i>	1140

SHERIFF'S SALES :—

ABITIBI :—

Beauchemin vs Baril.....	1144
Benard & Cie, ltée vs Monpas.....	1145

BEAUCÉ :—

Faribault <i>et al</i> vs Bernard.....	1145
--	------

BEDFORD :—

Lemaire vs Fournier.....	1145
Thibault vs Roy.....	1146

CHICOUTIMI :—

Levesque <i>et al</i> vs Brochu.....	1146
Simard vs Girard.....	1147
Town of Chicoutimi vs Boily.....	1147

KAMOURASKA :—

Vézina vs Leclerc <i>et vir</i>	1148
---------------------------------------	------

MONTMAGNY :—

Daigle vs Robichaud <i>et al</i>	1149
St-Pierre vs St-Laurent <i>et al</i>	1148

MONTREAL :—

Huntingdon vs Wedgewood Park Co., Lt'd.....	1151
Lancôt <i>et al</i> vs Séguin.....	1150
The Barrett Co., Lt'd vs Pilon <i>et al</i>	1152
Wayne Tank & Pump Co. of Canada, Lt'd vs Menard.....	1150

NICOLET :—

Duval vs Lamy.....	1152
--------------------	------

QUÉBEC :—

Gaumont <i>et al</i> vs Frenette.....	1153
Gauvin vs Dubeau.....	1153
Laforce <i>et vir</i> vs Chantal.....	1153

RICHELIEU :—

Roberge vs Pepin.....	1154
-----------------------	------

RIMOUSKI :—

Dupuis vs Sirois.....	1155
Tremblay vs Massé.....	1155

SAINT FRANCIS :—

Chaddock vs Perron <i>et al</i>	1155
Lincourt vs Toupier.....	1156
Provencher vs Tremblay.....	1156

SAINT-HYACINTHE :—

Bélanger vs Langlois..... 1157

TERREBONNE :—

Dufault *et vir* vs Larocque *et al*..... 1157

TROIS-RIVIÈRES :—

Duchaine vs Lafrenière..... 1159
 Roy vs Roy..... 1158
 St-Onge vs Bordeleau..... 1158

SAINT HYACINTHE :—

Bélanger vs Langlois..... 1157

TERREBONNE :—

Dufault *et vir* vs Larocque *et al*..... 1157

THREE RIVERS :—

Duchaine vs Lafrenière..... 1159
 Roy vs Roy..... 1158
 St-Onge vs Bordeleau..... 1158